

OSSERVATORIO DELLO SPETTACOLO

La formazione artistica in campo teatrale.

Iniziative di formazione in campo teatrale con particolare riferimento alle scuole
pubbliche.

Silvia Ortolani

Roma gennaio **2004**

OSSERVATORIO DELLO SPETTACOLO

La formazione artistica in campo teatrale.

Iniziative di formazione in campo teatrale con particolare riferimento alle scuole pubbliche.

Silvia Ortolani

PARTE III

Roma gennaio **2004**

**12. GLI STUDI D'ARTE DRAMMATICA IN FRANCIA GERMANIA
GRAN BRETAGAN SPAGNA: DOCUMENTAZIONE LEGISLATIVA**

1.4. DOCUMENTAZIONE LEGISLATIVA

Decreto n°98-841 del 21 settembre 1998 che sancisce la creazione della Direzione della musica, danza, teatro e spettacoli nel Ministero della Cultura e Comunicazione

Decreto del 25 giugno 1990 relativo all'organizzazione della delegazione per lo sviluppo e la formazione

Legge n° 89-468 del 10 luglio 1989 relativo all'insegnamento della danza

Legge n° 88-20 del 6 gennaio 1988 relativa all'insegnamento artistico

[Faint, illegible text or signature]

**MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA
COMMUNICATION**

**Décret n° 98-841 du 21 septembre 1998 portant
création d'une direction de la musique, de la danse,
du théâtre et des spectacles au ministère de la
culture et de la communication**

NOR : MCCB9800631D



Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de la culture et de la communication,
Vu la loi n° 45-01 du 24 novembre 1945 relative aux attributions des ministres
et à l'organisation des ministères, modifiée par le décret n° 59-178 du 22
janvier 1959;
Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié relatif à l'organisation du
ministère de la culture;
Vu le décret n° 87-389 du 15 juin 1987 relatif à l'organisation des services
d'administration centrale;
Vu le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 portant charte de la
déconcentration, modifié par le décret n° 95-1007 du 13 septembre 1995 et le
décret n° 97-463 du 9 mai 1997;
Vu le décret n° 97-713 du 11 juin 1997 relatif aux attributions du ministre de la
culture et de la communication, modifié par le décret n° 98-249 du 2 avril
1998;
Vu l'avis du comité technique paritaire ministériel en date du 3 juin 1998; Le
Conseil d'État (section de l'intérieur) entendu,

Décrète :

Art. 1. - A l'article 2 du décret du 10 mai 1982 susvisé :

- I. - Les mots : "la direction du théâtre et des spectacles" sont remplacés par les mots: "la direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles".
- II. - Les mots: "la direction de la musique et de la danse" sont supprimés.

Art. 2. - La direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles a pour mission, dans toutes les disciplines de la vie musicale, théâtrale, chorégraphique et, plus généralement des arts liés au spectacle vivant, de favoriser la création et la diffusion, de développer l'enseignement et les formations, d'encourager l'accès le plus large possible aux œuvres et aux pratiques, de protéger et mettre en valeur le patrimoine.

Dans ses domaines de compétence, elle exerce les missions définies à l'article 2 du décret du 1er juillet 1992 susvisé, notamment en ce qui concerne les enseignements artistiques, les pratiques des amateurs, la formation, l'insertion et les statuts des professionnels et les industries culturelles.

Elle soutient les organismes d'intérêt national et international et favorise le développement des réseaux nationaux d'enseignement, de création et de diffusion. Elle

veille à la cohérence des projets artistiques et à la rigueur de la gestion administrative et financière des organismes subventionnés.

Elle encourage les commandes d'œuvres en matière de composition musicale et d'écriture théâtrale.

Elle exerce, par délégation du ministre chargé de la culture, la tutelle de l'État sur les établissements publics nationaux dont la mission principale intéresse ses domaines de compétence.

Art. 3. - La ministre de la culture et de la communication et le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'État et de la décentralisation sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 21 septembre 1998.

Par le
Premier
ministre,

La ministre de la culture
et de la communication,

Le ministre de la fonction
publique, de la réforme de l'État
et de la décentralisation,

Lionel
Jospin

Catherine Trautmann

Emile Zuccarelli

**MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA
COMMUNICATION**

**Arrêté du 21 septembre 1998 relatif à l'organisation
de la direction de la musique, de la danse, du
théâtre et des spectacles**

NOR : MCCB9800632A



Le Premier ministre, la ministre de la culture et de la communication et le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'État et de la décentralisation,

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié relatif à l'organisation du ministère de la culture;

Vu le décret n° 87-389 du 15 juin 1987 relatif à l'organisation des services d'administration centrale;

Vu le décret n° 93-278 du 3 mars 1993 portant statut particulier du corps des inspecteurs de la création et des enseignements artistiques;

Vu le décret n° 97-713 du 11 Juin 1997 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication;

Vu le décret n° 98-841 du 21 septembre 1998 portant création d'une direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles au ministère de la culture et de la communication;

Vu l'avis du comité technique paritaire du ministère de la culture et de la

communication en date du 3 juin 1998,

Arrêtent :

Art. 1er. - La direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles comprend :

- 1° - La sous-direction de la création et des activités artistiques;
- 2° - La sous-direction des enseignements et des pratiques artistiques;
- 3° - La sous-direction de la formation professionnelle et des entreprises culturelles;
- 4° - Le service de l'inspection et de l'évaluation;
- 5° - Le secrétariat général;
- 6° - La mission de la communication. Sont en outre placés auprès du directeur trois comités respectivement chargés de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles qui ont pour mission de suivre l'activité artistique et de veiller à la cohérence des actions du ministère à l'égard de chaque discipline.

Les inspecteurs de la création et des enseignements artistiques sont placés auprès du directeur de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles.

Art. 2. - La sous-direction de la création et des activités artistiques a pour mission :

- 1° - D'élaborer et de mettre en oeuvre la réglementation relative à la création et aux activités artistiques;
- 2° - De passer les commandes d'œuvres nouvelles et de soutenir la recherche;
- 3° - De favoriser l'expérimentation et le développement des formes artistiques nouvelles;
- 4° - De favoriser l'activité des équipes artistiques professionnelles du spectacle vivant, notamment les orchestres, les ensembles instrumentaux, vocaux ou lyriques, les compagnies et les centres dramatiques et chorégraphiques et les autres entreprises de spectacle;
- 5° - De favoriser l'activité des institutions et des lieux de diffusion des spectacles professionnels, notamment les scènes nationales, les théâtres et les festivals.

Elle assure la tutelle de la Comédie-Française, du Théâtre national de Chaillot, du Théâtre national de la Colline, du Théâtre national de Strasbourg, du Théâtre national de l'Odéon et de l'Établissement public du parc et de la grande halle de La Villette pour ce qui concerne leurs activités et leurs politiques artistiques.

Art. 3. - La sous-direction des enseignements et des pratiques artistiques a pour mission : 1° D'élaborer et de mettre en oeuvre la réglementation relative à l'enseignement spécialisé de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles; 2° D'assurer les relations avec le ministère de l'éducation nationale, en ce qui concerne les enseignements artistiques; 3° De définir les actions en faveur du développement des pratiques des amateurs; 4° De veiller à la protection du patrimoine immobilier, notamment les orgues et carillons non classés et les théâtres présentant un intérêt du point de vue de l'art et de l'histoire; 5° De veiller à la protection des archives et du patrimoine mobilier et de soutenir les musées spécialisés et la recherche dans le cadre de la connaissance et

de la promotion des arts; 6° De favoriser les musiques, les danses, le théâtre et les spectacles traditionnels; 7° D'analyser les pratiques artistiques de la population et d'agir en faveur de publics spécifiques.

Elle fait appel à l'inspection de la création et des enseignements artistiques en ce qui concerne l'évaluation et le contrôle des écoles agréées ou reconnues par l'État qui dispensent des enseignements artistiques spécialisés, la préparation du classement et de l'agrément des établissements, la définition des cursus afférents. Elle exerce la tutelle de la Cité de la musique et du Centre national de la danse en ce qui concerne les activités et la politique artistique.

Art. 4. - La sous-direction de la formation professionnelle et des entreprises culturelles a pour mission :

- 1°- D'élaborer et de mettre en œuvre la réglementation relative à l'enseignement supérieur de la musique, de la danse et du théâtre ainsi que la réglementation relative aux statuts des artistes, à la formation et à l'insertion professionnelles;
- 2°- De définir les cursus de formation et de procéder à l'habilitation de centres de formation aux métiers de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles;
- 3°- De coordonner l'organisation des épreuves du diplôme d'État de professeur de musique et d'organiser les épreuves de l'examen du certificat d'aptitude aux fonctions de professeur dans les conservatoires nationaux de région et les écoles nationales de musique, de danse et d'art dramatique;
- 4°- D'assurer les relations avec l'enseignement universitaire;
- 5°- De suivre l'évolution des métiers et du marché de l'emploi;
- 6°- De suivre les questions juridiques et économiques des activités liées à la musique, à la danse, au théâtre et au spectacle vivant;
- 7°- De définir les actions en faveur des industries culturelles et des projets audiovisuels et multimédias.

Elle exerce la tutelle sur le Conservatoire national supérieur d'art dramatique et les conservatoires nationaux supérieurs de musique de Paris et de Lyon en ce qui concerne les activités pédagogiques et artistiques.

Art. 5. - Le service de l'inspection et de l'évaluation prépare le programme d'évaluation et d'études spécifiques arrêté par le directeur et veille à sa mise en œuvre. Il coordonne l'action des inspecteurs de la création et des enseignements artistiques dans les spécialités de la musique, de la danse et du théâtre placés auprès du directeur dans le cadre général des missions qui sont confiées à leur corps par le décret du : 3 mars 1993 susvisé.

Le service s'attache notamment :

- 1°- A l'appréciation artistique et au contrôle scientifique et technique, comme à celui du fonctionnement général, des organismes de création, de recherche, de production, de diffusion et de mise en valeur du patrimoine soutenus par l'État;
- 2°- Au suivi et à l'évaluation des programmes et des actions contractualisés;
- 3°- Au contrôle pédagogique des établissements d'enseignement et de formation.

Art. 6. - Le secrétaire général a pour mission:

- 1° - De coordonner et d'assurer la cohérence interne des orientations, des directives et de la programmation budgétaire;
- 2° - D'assurer les relations avec les directions régionales des affaires culturelles;
- 3° - D'assurer la cohérence des actions de la direction en faveur de l'aménagement du territoire;
- 4° - D'assurer les liens avec les associations départementales et régionales de développement.

Il est également chargé :

- 1° - Des échanges internationaux;
- 2° - De la gestion des ressources humaines et de l'administration générale de la direction;
- 3° - De la préparation et du suivi du budget attribué à la direction.

Il assure le contrôle de gestion des établissements publics, en relation avec les sous-directions compétentes.

Art. 7. - La mission de la communication est chargée de la communication interne de la direction et des relations publiques avec les professionnels et les médias.

Art. 8. - L'arrêté du 27 mai 1987 relatif à l'organisation de la direction du théâtre et des spectacles et l'arrêté du 1er février 1995 relatif à l'organisation de la direction de la musique et de la danse sont abrogés.

Art. 9. - Le directeur de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 21 septembre 1998.

Par le Premier
ministre,
Pour le Premier
ministre et par
délégation:
Le secrétaire
général du
Gouvernement,

Jean-Marc Sauvé

La ministre de la
culture et de la
communication,

Catherine
Trautmann

Le ministre de la fonction
publique, de la réforme de
l'état et de la
décentralisation,

Emile Zuccarelli

**MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA
COMMUNICATION**

**Arrêté du 21 septembre 1998 portant organisation
des services de la direction de la musique, de la
danse, du théâtre et des spectacles**

NOR : MCC89800686A



La ministre de la culture et de la communication,

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié relatif à l'organisation du ministère de la culture;
Vu le décret n° 87-389 du 15 juin 1987 relatif à l'organisation des services d'administration centrale;
Vu le décret n° 98-841 du 21 septembre 1998 portant création d'une direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles au ministère de la culture et de la communication;
Vu l'arrêté du 21 septembre 1998 relatif à l'organisation de la direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles;
Vu l'avis du comité technique paritaire commun de la direction du théâtre et des spectacles et de la direction de la musique et de la danse en date du 12 mai 1998,

Arrête :

Art. 1er - La sous-direction de la création et des activités artistiques comprend:

- le bureau des écritures et de la recherche;
- le bureau de la production et de la création artistiques;
- le bureau de la diffusion et des lieux;
- la mission pour les formes spécifiques et les esthétiques nouvelles.

Art. 2. - La sous-direction des enseignements et des pratiques artistiques comprend: - le bureau des enseignements; - le bureau des pratiques des amateurs; - le bureau du patrimoine et de la mémoire; - la mission d'observation des publics.

Art. 3. - La sous-direction de la formation professionnelle et des entreprises culturelles comprend:

- le bureau de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle;
- le bureau des affaires juridiques, de l'économie et des industries culturelles;
- la mission d'observation sur les métiers et l'emploi.

Art. 4. - Le service de l'inspection et de l'évaluation comprend:

- la mission d'architecture conseil;
- le bureau des études et de la documentation.

Il regroupe les inspecteurs de la création et des enseignements artistiques.

Art. 5. - Le secrétariat général comprend:

- le bureau de l'action régionale et de la déconcentration;
- le bureau des échanges internationaux;
- le bureau des ressources humaines et de l'administration générale;
- le bureau de la tutelle et du contrôle de gestion.

Art. 6. - Le directeur de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 21 septembre 1998.

Catherine Trautmann





MINISTERE DE LA CULTURE

Arrêté du 25 juin 1990 relatif à l'organisation de la délégation au développement et aux formations

NOR : MCCB9000254A

- Le Premier ministre et le ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire,
Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié relatif à l'organisation du ministère de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire;
Vu l'arrêté n° 87-389 du 15 juin 1987 relatif à l'organisation des services de l'administration centrale; Vu l'avis du comité technique paritaire en date du 21 mars 1990; Sur la proposition du délégué au développement et aux formations,

Arrêtent :

Art. 1er - La délégation au développement et aux formations est chargée d'animer et de coordonner la politique du développement et des formations dans les domaines de compétence du ministère.

Elle conduit ces actions, tant aux niveaux central que régional, en liaison avec l'ensemble des directions et délégations du ministère et en concertation avec les autres ministères concernés et les collectivités territoriales.

Sous l'autorité du délégué et de son adjoint, la délégation comprend :

- le département de l'action régionale; - le département de l'éducation et du développement artistiques; - le département de l'économie et des formations culturelles.

Art. 2. - Le département de l'action régionale : - assure la coordination des relations de l'ensemble des services du ministère avec les collectivités territoriales, notamment en matière de décentralisation culturelle, de développement des relations contractuelles avec ces dernières et de soutien à la réalisation des grandes opérations culturelles en région; pour l'accomplissement de ces missions, il assure les relations avec les ministères chargés de l'aménagement du territoire, des départements et territoires d'outre-mer, et de l'intérieur; - participe à la politique de déconcentration administrative conduite par la direction de l'administration générale, et notamment à l'élaboration de la circulaire annuelle d'emploi des crédits déconcentrés.

Art. 3. - Le département de l'éducation et du développement artistiques : - favorise l'accès à la culture et le développement des pratiques artistiques du plus grand nombre, plus particulièrement des personnes qui s'en sentent exclues en raison d'une situation sociale géographique ou personnelle défavorable; il mène ces actions en relation avec les ministères concernés, notamment celui chargé de l'éducation nationale; - mène des actions tendant à faciliter l'éducation artistique et le rapprochement des professionnels de la culture avec leur public, en particulier le public scolaire; - veille à la cohérence de l'action des directions et délégations dans le domaine des enseignements artistiques spécialisés; - en liaison avec la délégation interministérielle à la ville et au développement social urbain, définit la composante culturelle de la politique de développement urbain et participe à

sa mise en oeuvre.

Art. 4. - Le département de l'économie et des formations culturelles : - promeut le mécénat culturel; - aide au développement des industries culturelles et soutient des projets relatifs à l'application des nouvelles technologies et de l'audiovisuel au domaine artistique; - favorise l'amélioration de la gestion des entreprises culturelles, notamment par la formation de leurs responsables; - facilite l'insertion professionnelle des jeunes diplômés des enseignements spécialisés notamment dans le cadre d'échanges internationaux, et soutient les formations continues des professionnels, particulièrement celles conduisant à de nouvelles qualifications; - coordonne l'action interministérielle sur la réforme des métiers de l'image et du son; - soutient les actions de formation des élus et des personnels des collectivités territoriales. A ce titre, il assure les relations avec le ministère chargé de l'emploi et celui chargé de l'éducation nationale

Art. 5. - L'arrêté du 4 novembre 1986 relatif à l'organisation de la délégation aux enseignements et aux formations est abrogé.

Art. 6. - Le délégué au développement et aux formations est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la République française.

- Fait à Paris, le 25 juin 1990

Le Premier ministre,
Pour le Premier ministre et par délégation :
Le secrétaire général du Gouvernement,
RENAUD DENOIX de SAINT MARC.

Le ministre de la culture et de la communication
des grands travaux et du Bicentenaire,
JACK LANG

**MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA
FRANCOPHONIE**

**LOI n° 89-468 du 10 juillet 1989 relative à
l'enseignement de la danse**

NOR MCCX8800035L



L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté, Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit:

TITRE 1er

Dispositions relatives aux conditions d'enseignement de la danse

Art. 1er. - Nul ne peut enseigner la danse contre rétribution ou faire usage du titre de professeur de danse d'un titre équivalent s'il n'est muni:

- soit du diplôme de professeur de danse délivré par l'Etat, ou du certificat d'aptitude aux fonctions de professeur de danse;
- soit d'un diplôme français ou étranger reconnu équivalent;
- soit d'une dispense accordée en raison de la renommée particulière ou de l'expérience confirmée en matière d'enseignement de la danse, dont il peut se prévaloir.

La reconnaissance ou la dispense visée aux deux alinéas précédents résulte d'un arrêté du ministre chargé de la culture pris après avis d'une commission nationale composée pour moitié de représentants de l'Etat et des collectivités territoriales, et pour moitié de professionnels désignés par leurs organisations représentatives, de personnalités qualifiées et de représentants des usagers.

Les artistes chorégraphiques justifiant d'une activité professionnelle d'au moins trois ans au sein du ballet de l'Opéra de Paris, des ballets des théâtres de la réunion des théâtres lyriques municipaux de France ou des centres chorégraphiques nationaux et qui ont suivi une formation pédagogique bénéficient de plein droit du diplôme visé ci-dessus.

La composition de la commission nationale prévue au présent article ainsi que les modalités de délivrance du diplôme sont fixées par arrêté du ministre chargé de la culture.

Le présent article s'applique aux danses classique, contemporaine et jazz.

Art. 2. - Un décret en Conseil d'Etat fixera en tant que de besoin pour la protection des usagers les conditions de diplôme exigées pour l'enseignement des autres formes de danse que celles visées à l'article 1er de la présente loi.

Art. 3. - Les agents de l'Etat de l'Opéra de Paris, des conservatoires nationaux supérieurs de musique ainsi que ceux des collectivités territoriales lorsque leurs statuts particuliers

prévoient l'obtention d'un certificat d'aptitude délivré par l'Etat sont dispensés, dans l'exercice de leurs fonctions publiques d'enseignement de la danse, du diplôme mentionné à l'article 1er.

Art. 4. - Toute condamnation à une peine d'emprisonnement sans sursis supérieure à quatre mois pour l'une des infractions visées à la section IV du chapitre 1er du titre II du livre III du code pénal fait obstacle à l'activité de professeur de danse.

TITRE II

Dispositions relatives aux conditions d'exploitation d'une salle de danse à des fins d'enseignement

Art. 5. - L'ouverture, la fermeture et la modification de l'activité d'un établissement où est dispensé un enseignement de la danse doivent être déclarées au représentant de l'Etat dans le département. La déclaration est effectuée deux mois avant l'ouverture ou dans les quinze jours qui suivent la fermeture ou la modification d'activité de l'établissement. Les locaux où est dispensé cet enseignement doivent présenter des garanties sur le plan technique de l'hygiène et de la sécurité qui seront définies par décret.

L'établissement ne peut employer que des enseignants se conformant aux dispositions des articles 1er et 3, sous les réserves prévues à l'article 11.

L'exploitant doit souscrire un contrat d'assurance couvrant sa responsabilité civile celle des enseignants, des préposés et des personnes qui y suivent un enseignement.

L'établissement ne peut recevoir que des élèves âgés de plus de quatre ans.

Un décret organisera les modalités du contrôle médical des élèves et déterminera les conditions d'âge permettant l'accès aux différentes activités régies par la présente loi.

Art. 6. - Nul ne peut exploiter contre rémunération soit directement soit par l'intermédiaire d'une autre personne, un établissement où est dispensé un enseignement de la danse s'il a fait l'objet d'une condamnation visée à l'article 4.

Art. 7. - Dans tout établissement d'enseignement de la danse, devront être rendus accessibles aux usagers:

- le texte du décret prévu au dernier alinéa de l'article 5 de la présente loi;
- La liste des enseignants avec la date à laquelle ils ont obtenu le diplôme institué par la présente loi ou à laquelle ils en ont été dispensés et en vertu de quelle disposition.

Art. 8. - L'autorité administrative peut dans le mois suit la déclaration, interdire l'ouverture d'un établissement où est dispensé un en enseignement de la danse ne présentant pas les garanties exigées en application de l'article 5.

Elle peut, pour le même motif en ordonner la fermeture pour une durée n'excédant pas trois mois.

TITRE III

Dispositions pénales, transitoires et finales

Art. 9. - Sera puni en cas de récidive, d'une amende de 8000 F à 20000 F quiconque ouvrira où fera fonctionner un établissement où est dispensé un enseignement de la danse sans s'acquitter des obligations prévues à l'article 5 relatif à la déclaration, à

l'hygiène, à la sécurité, au contrôle médical, à l'âge d'admission des élèves et à l'assurance ou maintiendra en activité un établissement où est dispensé un enseignement de la danse frappé d'une décision d'interdiction.

Sera puni des mêmes peines en cas de récidive le chef d'établissement qui aura confié l'enseignement de la danse à une personne n'ayant pas obtenu le diplôme de professeur de danse mentionné à l'article 1er ou son équivalence ou n'ayant pas été régulièrement dispensé de ce diplôme.

Sera punie en cas de récidive d'une amende de 8 000 F à 20 000 F toute personne qui assurera un enseignement de la danse contre rétribution sans avoir obtenu le diplôme de professeur de danse mentionné à l'article 1er ou son équivalence ou sans avoir été régulièrement dispensée de ce diplôme.

Le tribunal pourra, en outre, ordonner la fermeture de l'établissement où est dispensé un enseignement de la danse ou interdire l'exercice de la profession d'exploitant d'un établissement où est dispensé un enseignement de la danse pour une durée n'excédant pas trois ans.

Art. 10. - Sera punie d'une amende de 8 000 F à 20 000 F toute personne qui exploitera contre rémunération soit directement soit par l'intermédiaire d'une autre personne un établissement dans lequel est dispensé un enseignement de la danse si elle a fait l'objet d'une condamnation définitive à une peine d'emprisonnement sans sursis supérieure à quatre mois pour l'une des infractions visées à la section IV du chapitre 1er du titre II du livre III du code pénal.

Sera punie de la même peine toute personne qui assurera un enseignement de la danse contre rétribution si elle a fait l'objet d'une condamnation définitive à une peine d'emprisonnement sans sursis supérieure à quatre mois pour l'une des infractions visées à la section IV du chapitre 1er du titre II du livre III du code pénal.

Le tribunal pourra en outre prononcer l'une des peines prévues au dernier alinéa de l'article 9 de la présente loi.

Art. 11. - Les dispositions des articles 1er et 3 de la présente loi entreront en vigueur à l'issue d'un délai de trois ans à compter de la publication de l'arrêté prévu à l'article 1er. Toutefois les personnes qui enseignent la danse depuis plus de trois ans à la date de la publication de la présente loi peuvent être dispensées de l'obtention du diplôme de professeur de danse par décision administrative prise après avis d'une commission locale. La dispense est réputée acquise lorsqu'aucune décision contraire n'a été notifiée à l'intéressé à l'expiration d'un délai de trois mois à compter du dépôt de la demande. La composition de la commission locale chargée de contrôler que l'enseignement de ces personnes ne présente pas de carence sérieuse, est fixée dans les mêmes conditions que celle de la commission nationale prévue à l'article 1er.

Les personnes qui exploitent un établissement où est dispensé un enseignement de la danse à la date de promulgation de la présente loi disposent d'un délai de six mois à compter de ladite promulgation pour faire la déclaration prévue à l'article 5.

A compter de la publication du décret prévu au deuxième alinéa du même article ces mêmes personnes disposent d'un délai d'un an pour assurer la conformité des locaux d'enseignement aux règles de sécurité et d'un délai de trois ans pour les règles techniques et d'hygiène.

Art. 12. - Sont abrogés, à compter de l'entrée en vigueur des dispositions de la présente loi, la loi n° 65-1004 du 1er décembre 1965 tendant à réglementer la profession de professeur de danse ainsi que les établissements où s'exerce cette profession et dans les

départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, l'article 35 de la loi 26 juillet 1900, dite « Code professionnel local pour l'Alsace et la Moselle » en ce qui concerne l'enseignement de la danse et les établissements où s'exerce la profession de professeur de danse.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris le 10 juillet 1989.

Par le Président de la
République,

Par le Premier
ministre,

Le ministre de la
culture,

François Mitterrand

Michel Rocard

Jack Lang

**MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA
FRANCOPHONIE**

**Arrêté du 1er février 1995 relatif à l'organisation de
la direction de la musique et de la danse**

NOR : MCCB9400534A



Le Premier ministre et le ministre de la culture et de la francophonie,

Vu le décret no 82-394 du 10 mai 1982 modifié relatif à l'organisation du ministère de la culture;

Vu le décret n° 87-389 du 15 juin 1987 relatif à l'organisation des services d'administration centrale;

Vu le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 portant charte de la déconcentration;

Vu le décret n° 93-278 du 3 mars 1993 portant statut particulier du corps des inspecteurs de la création et des enseignements artistiques;

Vu le décret n° 93-797 du 16 avril 1993 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la francophonie;

Vu l'avis du comité technique paritaire de la direction de la musique et de la danse et de la direction du théâtre et des spectacles en date du 13 juillet 1994;

Sur proposition du directeur de la musique et de la danse,

Arrêtent :

Art. 1er.- La direction de la musique et de la danse est chargée de préparer et de mettre en oeuvre la politique musicale et chorégraphique de l'Etat.

Elle traite à ce titre:

- de la protection et de la valorisation du patrimoine musical, lyrique et

chorégraphique;

- de la sensibilisation du public, du développement de sa pratique musicale et chorégraphique;
- de la création, de la recherche et de l'aide aux créateurs;
- de la formation musicale et chorégraphique spécialisée et, en liaison avec les autres administrations concernées, des aides à l'enseignement de la musique et de la danse et de toute action pédagogique qui s'y rattache;
- de la formation, de l'insertion, de la situation professionnelles des musiciens, des chanteurs et des danseurs;
- de la promotion de la chanson, du jazz et des variétés;
- de la politique du ministère dans le domaine des industries et des métiers de la musique et de l'audiovisuel en liaison avec les autres administrations concernées;
- de la tutelle des établissements publics et des organismes à statut particulier, et de façon générale des subventions accordées par l'Etat dans le domaine de la musique, de l'art Lyrique et de la danse.

Art. 2. - La direction de la musique et de la danse comprend:

- la délégation à la danse;
- le département de l'enseignement, de la formation et de l'insertion professionnelle;
- le département de la création et de la diffusion;
- le département des industries musicales;
- le département du patrimoine musical;
- le département des publics;
- le département de l'administration et des finances.

Art. 3. - La délégation à la danse est chargée:

- de la préparation de la législation et de la réglementation de l'enseignement chorégraphique;
- de la tutelle et du contrôle technique de l'enseignement public de la danse: école de danse de l'Opéra de Paris, départements de danse des conservatoires nationaux supérieurs de musique, conservatoires nationaux de région, écoles nationales de musique et tous établissements de formation supérieure subventionnés par l'Etat;
- de la formation professionnelle des danseurs, de la formation pédagogique des professeurs et de l'insertion des danseurs dans la vie professionnelle;
- de la tutelle des centres chorégraphiques nationaux, des compagnies implantées auprès des collectivités territoriales, des ballets des théâtres lyriques et de la tutelle technique du ballet de l'Opéra de Paris;
- de l'aide aux compagnies et à la création; de l'aide aux festivals de danse;
- de la définition de l'action en milieu scolaire et universitaire;
- de la définition de l'action en matière de patrimoine chorégraphique.

Art. 4. - Le département de l'enseignement, de la formation et de l'insertion professionnelle est chargé :

- de la définition de l'action en milieu scolaire et universitaire; du suivi des établissements d'enseignement spécialisé: classement, fonctionnement, contrôle, subvention;

- de la tutelle des conservatoires nationaux supérieurs de musique et des organismes de formation supérieure;
- de la définition de la formation initiale et continue des professeurs ainsi que de définition et de l'organisation des examens nationaux,
- de l'insertion professionnelle des musiciens et des artistes lyriques français en liaison avec les autres départements de la direction concernés.

Art. 5. - Le département de la création et de la diffusion est chargé:

- de la politique de création musicale, notamment des commandes publiques musique savante;
- de la politique de diffusion musicale et lyrique institutionnelle: orchestres, ensembles vocaux, théâtres lyriques;
- de la politique de diffusion dispensée par les festivals de musique savante, les associations lyriques et les formations musicales missionnées;
- de la tutelle de l'Opéra national de Paris et du contrôle de l'Opéra-Comique et de l'Institut de recherche et de coordination acoustique-musique (I.R.C.A.M.).

Art. 6. - Le département des industries musicales est chargé:

- des politiques du jazz, de la variété et du rock;
- du suivi des nouvelles technologies au service de la musique et de la danse;
- du suivi de l'édition phonographique, de l'audiovisuel et des techniques du son;
- du suivi des métiers de la musique; du suivi des problèmes économiques de la musique et de la danse.

Art. 7. - Le département du patrimoine musical est chargé:

- de la politique d'inventaire et de diffusion du patrimoine musical;
- de l'instruction des dossiers de construction et de restauration des orgues et carillons;
- du suivi de la facture instrumentale et de l'édition musicale graphique;
- du soutien aux musiques traditionnelles; du soutien au chant choral et aux associations musicales de pratiques amateurs en liaison avec les autres départements concernés;
- du suivi de la recherche fondamentale et appliquée;
- de la tutelle de la Cité de la musique.

Art. 8. - Le département des publics est chargé:

- du soutien aux politiques d'élargissement des publics de la musique et de la danse;
- du développement des réseaux d'information dans le domaine de la communication
- et des relations publiques de la direction.

Art. 9. - Le département de l'administration et des finances est chargé:

- du fonctionnement interne de la direction; des équipements et du matériel musical et chorégraphique; de l'organisation et du suivi des commémorations,

- et, en relation avec la direction de l'administration générale;
- du budget et de la comptabilité;
 - du suivi des questions de personnel;
 - des affaires juridiques;
 - des décorations.

Art. 10. - Les membres de l'inspection générale de la création et des enseignements artistiques affectés à la direction de la musique et de la danse exercent leurs fonctions, sous l'autorité du directeur, sous forme d'une mission permanente au sein des services de la direction.

Les inspecteurs généraux sont chargés, au sein des départements où ils exercent leurs fonctions de coordonner les missions des inspecteurs, y compris des inspecteurs affectés en région.

Art. 11. - L'arrêté du 21 septembre 1989 relatif à l'organisation de la direction de la musique et de la danse est abrogé.

Art. 12. - Le directeur de la musique et de la danse est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 1er février 1995.

Le Premier ministre,
Pour le Premier ministre
et par délégation:

Le secrétaire général du
Gouvernement,

Le ministre de la culture
et de la francophonie,

Le ministre de la
fonction publique,

Renaud Denoix de
Saint-Marc

Jacques Toubon

André Rossinot

**MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA
COMMUNICATION**

**Arrêté du 19 février 1998 relatif à l'attribution par la
ministre de la culture et de la communication de
bourses d'études chorégraphiques**

NOR: MCCH9800167A



La ministre de la culture et de la communication, porte-parole du
Gouvernement,

Vu le décret n° 97-713 du 11 juin 1997 relatif aux attributions de la ministre de
la culture et de la communication, porte-parole du Gouvernement;
Vu l'arrêté du 1er février 1995 relatif à l'organisation de la direction de la
musique et de la danse;

Sur proposition du directeur de la musique et de la danse,

Arrête:

Art. 1 - Il est créé une commission spécialisée composée du délégué à la danse ou de son représentant et d'au moins trois personnalités du monde chorégraphique qu'il désigne selon la nature des dossiers à examiner. Cette commission est chargée d'émettre un avis sur l'attribution par le ministère de la culture et de la communication de bourses d'études chorégraphiques d'une durée maximale d'un an, poursuivies en France ou à l'étranger. Au préalable, un inspecteur de la danse et un représentant de l'administration procèdent à l'examen de la recevabilité des demandes et du projet d'études.

Art. 2 - Chaque candidat dont la demande est retenue est soumis à une audition technique et à un entretien avec la commission spécialisée .

Art. 3. - Les bourses d'études chorégraphiques sont accordées en fonction d'un projet d'études auprès d'un établissement ou d'un professeur. Elles ont pour objet de permettre un perfectionnement de la discipline majeure ou une recherche particulière dans le domaine de l'art chorégraphique liée à des objectifs professionnels. Elles ne sont pas renouvelables.

Art 4. - Les bourses d'études chorégraphiques sont destinées aux danseurs possédant un niveau technique très avancé, aux artistes chorégraphiques professionnels, aux pédagogues, notamment aux professeurs des conservatoires nationaux de région et des écoles nationales de musique et de danse ainsi qu'aux danseurs en cours de perfectionnement pour une dernière année d'un cursus d'études.

Art. 5. - Ces bourses peuvent être attribuées:

- aux danseurs de nationalité française, aux ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un Etat partie au traité instituant l'Espace économique européen;
- en application de la convention de Genève, aux élèves titulaires de la carte de réfugié délivrée par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA);
- aux ressortissants de pays tiers extérieurs à l'Union européenne et à l'Espace économique européen séjournant en France depuis au moins deux ans.

Art. 6. - A l'issue de leur formation, les bénéficiaires d'une bourse d'études chorégraphiques sont tenus de remettre un rapport sur les études suivies ainsi qu'un certificat de fin de stage. Sauf cas de force majeure, le bénéficiaire d'une bourse d'études chorégraphiques, qui ne respecterait pas les délais de remise de rapport accompagné de l'attestation de fin de stage, devra reverser l'intégralité de la somme à l'Etat.

Art. 7. - Le directeur de la musique et de la danse est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 19 février 1998.

Pour la ministre et par délégation:
Le directeur de la musique et de la danse,

A. Chiffert

drac PROVENCE • ALPES • CÔTE D'AZUR





LOI n° 88-20 du 6 janvier 1988 relative aux enseignements artistiques (1)

NOR : CLRX870051L

L'assemblée nationale et le Sénat ont adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit:

Art. 1er. - Les enseignements artistiques contribuent à l'épanouissement des aptitudes individuelles et à l'égalité d'accès à la culture. Ils favorisent la connaissance du patrimoine culturel ainsi que sa conservation et participent au développement de la création et des techniques d'expression artistiques.

Ils portent sur l'histoire de l'art et sur la théorie et la pratique des disciplines artistiques, en particulier de la musique instrumentale et vocale, des arts plastiques, de l'architecture, du théâtre, du cinéma, de l'expression audiovisuelle, des arts du cirque, des arts du spectacle, de la danse et des arts appliqués.

Les enseignements artistiques font partie intégrante de la formation scolaire primaire et secondaire. Ils font également l'objet d'enseignements spécialisés et d'un enseignement supérieur.

CHAPITRE 1er

Des enseignements artistiques dispensés dans les établissements scolaires et les établissements d'enseignement supérieur

Art. 2. - Une éducation artistique est dispensée dans les établissements visés à l'article 2 de la loi n° 75-620 du 11 juillet 1975 relative à l'éducation.

Art. 3. - Des enseignements artistiques obligatoires sont dispensés dans les établissements visés aux articles 3 et 4 de la loi n° 75-620 du 11 juillet 1975 relative à l'éducation et dans les classes correspondantes des établissements d'éducation spéciale, des écoles de formation maritime et aquacole et des établissements d'enseignement agricole visé à l'article L. 815-1 du code rural. Ces enseignements comportent au moins un enseignement de la musique et un enseignement des arts plastiques. Ils ont pour objet une initiation à l'histoire des arts et aux pratiques artistiques. Des enseignements artistiques portant sur des disciplines, non visées à l'alinéa précédent peuvent être institués, à titre facultatif, dans les établissements visés aux articles 3 et 4 de la loi n° 75-620 du 11 juillet 1975 précitée.

Art. 4. - Dans les établissements du second cycle du second degré mentionnés à l'article 5 de la loi n° 75-620 du 11 juillet 1975 précitée et les classes correspondantes des établissements d'éducation spéciale, des écoles de formation maritime et aquacole et des établissements d'enseignement agricole mentionnés à l'article L. 815-1 du code rural, les enseignements artistiques sont assurés à titre obligatoire ou facultatif selon les formations suivies.

Art. 5. - Les enseignements artistiques dispensés dans les établissements visés aux articles 3 et 4 ci-dessus sont sanctionnés dans les mêmes conditions que les enseignements dispensés dans les autres disciplines.

Art. 6. - Les établissements entrant dans le champ d'application de la loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur qui dispensent des enseignements artistique et les établissements d'enseignement supérieur reconnus en application de l'article 9 de la présente loi assurent des formations de haut niveau dans les disciplines visées à l'article 1er ci-dessus.

Ils participent, dans le cadre des missions qui leur sont propres, à la formation professionnelle, au progrès de la recherche, à la diffusion de la culture et au développement des liens entre les activités artistiques et l'ensemble des secteurs de production.

Art. 7. - Des personnes justifiant d'une compétence professionnelle dans les domaines de la création ou de l'expression artistique de l'histoire de l'art ou de la conservation du patrimoine peuvent apporter, sous la responsabilité des personnels enseignants, leur concours aux enseignements artistiques dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

CHAPITRE II

De la reconnaissance des établissements et de l'homologation des titres et diplômes

Art. 8. - Les titres et diplômes délivrés par les établissements mentionnés au chapitre premier et par les établissements reconnus en application de l'article 9 sont homologués dans les conditions définies au présent chapitre.

Art. 9. - La reconnaissance est accordée par le ministre chargé de la culture aux établissements d'enseignement qui ont pour objet d'apporter des connaissances théoriques et de donner la maîtrise des pratiques artistiques, notamment en vue d'un exercice professionnel, et qui satisfont à des conditions de durée, de fonctionnement, d'organisation pédagogique, de qualification des enseignants et de sanction des études, qui sont définies par décret en Conseil d'Etat.

Les dispositions du présent alinéa ne sont applicables ni aux établissements d'enseignement qui sont mentionnés aux articles 3 et 4 de la présente loi ni à ceux qui entrent dans le champ d'application de la loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 précitée.

Les établissements mentionnés aux articles 63 et 64 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat sont reconnus de plein droit.

La reconnaissance vaut agrément du ministre chargé de la culture, au sens du deuxième alinéa du 1 de l'article 238 bis du code général des impôts.

Art. 10. - Les titres et diplômes de l'enseignement artistique délivrés par les établissements visés au chapitre 1er ou à l'article 9 de la présente loi sont inscrits sur la liste d'homologation des titres et diplômes de l'enseignement technologique prévue par l'article 8 de la loi n° 71-577 du 16 juillet 1971 d'orientation sur l'enseignement technologique; un décret fixe les modalités de cette inscription.

Art. 11. - Les titres et diplômes homologués permettent à leurs titulaires de participer à des tâches d'enseignement et, selon des modalités fixées par les statuts particuliers des fonctionnaires, de se porter candidats aux concours d'accès à la fonction publique. Sans préjudice de l'application du précédent alinéa, les titulaires de titres et diplômes sanctionnant une formation d'au moins trois années dans les conservatoires nationaux supérieurs de musique peuvent être candidats au certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré d'éducation musicale et chant choral.

Art. 12. - Les formations qui sont délivrées par les établissements d'enseignement artistique

mentionnés à l'article 8 de la présente loi et qui sont sanctionnées par des titres ou diplômes homologués constituent des premières formations technologiques et professionnelles au sens de l'article 1er de la loi n° 71-578 du 16 juillet 1971 sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles et bénéficient à ce titre des dispositions de ladite loi.

Art. 13. - A l'article L. 920-3 du code du travail, après les mots : «les centres collectifs de formation professionnelle des adultes subventionnés par le ministère du travail, de l'emploi et de la population » sont ajoutés les mots : « ainsi que les établissements d'enseignement artistique mentionnés au chapitre 1er et à l'article 9 de la loi n° 88-20 du 6 janvier 1988 relative aux enseignements artistiques ».

Art. 14. - Les établissements qui délivrent des titres ou diplômes homologués peuvent conclure entre eux ou avec des établissements entrant dans le champ d'application de la loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 précitée des conventions fixant les conditions d'accès d'un établissement à un autre des élèves de ces établissements ou des titulaires de titre ou diplômes délivrés par ceux-ci. Ces conventions pourront instituer une coopération des établissements signataires pour la formation initiale et continue des enseignants.

CHAPITRE III

Du haut comité des enseignements artistiques

Art. 15. - Il est créé un haut comité des enseignements artistiques chargé de suivre la mise en oeuvre des mesures administratives et financières relatives au développement des enseignements artistiques.

Ce haut comité comprend notamment des représentants de l'Etat et des collectivités territoriales et des personnalités du monde artistique; il est présidé conjointement par le ministre chargé de la culture et par le ministre chargé de l'éducation nationale; il établit et publie chaque année un rapport sur son activité et sur l'état des enseignements artistiques.

Des décrets précisent la composition et le mode de désignation des membres du haut comité, ainsi que les modalités de son fonctionnement.

Art. 16. - Le Gouvernement présente chaque année au Parlement, en annexe au projet de loi de finances, un état récapitulatif des crédits affectés au développement des enseignements artistiques.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 6 janvier 1988.

Par le Président de la République :

FRANÇOIS MITTERRAND

Le Premier ministre,

JACQUES CHIRAC

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation,

EDOUARD BALLADUR

Le ministre de la culture et de la communication,

FRANÇOIS LEOTARD

Le ministre de l'intérieur

CHARLES PASQUA

1.5. INFORMAZIONI E INDIRIZZI UTILI

Ministère de la culture et de la communication

www.culture.gouv.fr

3 rue de Valois 75001 Paris

tél : 01 40 15 80 00

Direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles (DMDTS)

www.culture.fr/culture/dmdts/

53, rue Saint-Dominique - 75007 Paris -

tél : 01 40 15 89 02 ou ...89 03 ou ...87 88

Office national d'information sur les enseignements et les professions (ONISEP)

Librairie 168, boulevard du Montparnasse 75014 Paris tél : 01 43 35 15 98

Vente par correspondance Onisep diffusion 75635 Paris cedex 13

Média-Com-Centre d'information et d'orientation

168, boulevard du Montparnasse 75014 Paris tél : 01 44 10 73 30

Cité de la musique

221 avenue Jean Jaurès 75019 Paris Centre de ressources musique et danse

1) Centre d'information musique et danse

tél : 01 44 84 45 00

2) Médiathèque pédagogique

tél : 01 44 84 46 77 ou 85 ou 73

Centre de recherche et de documentation du musée de la musique

tél : 01 44 84 46 03 ou 05 ou 06 ou 07

Centre de documentation de la musique contemporaine t

él : 01 47 15 47 15

Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris

209 avenue Jean Jaurès 75019 Paris

Centre de documentation et des archives tél : 01 40 40 45 47 ou 48

Médiathèque pédagogique tél : 01 40 40 45 40

Centre d'information et de ressources pour les musiques actuelles (IRMA)

www.irma.asso.fr

Centre d'information du jazz, rock et chanson

Centre d'information sur les musiques traditionnelles

21 bis rue de Paradis 75010 Paris

tél : 01 44 83 10 30 -

Bibliothèque publique d'information (BPI)

Centre Georges Pompidou 19 rue Beaubourg 75004 Paris

Département musique tél : 01 78 44 61

Département musique enregistrée tél : 01 44 78 43 93

Théâtre contemporain de la danse - Centre d'information et d'orientation du danseur

9 rue Geoffroy l'Asnier 75004 Paris

tél : 01 42 74 44 22

Maison des conservatoires de la Ville de Paris

Forum des Halles - Porte Saint Eustache 12 place carrée 75001 Paris

tél : 01 42 33 13 01

Centre national de documentation pédagogique

29, rue d'Ulm 75230 Paris cedex 052

Librairie 3, rue du Four 75006 Paris

tél : 01 46 34 54 80

Délégation au développement et aux formations

2 rue Jean Lantier 75001 Paris t

él : 01 40 15 73 00

Centre national du théâtre (CNT)

6 rue de Braque 75003 Paris tél : 01 44 61 84 85

Le Centre national du théâtre informe sur les possibilités de formation et d'insertion professionnelle dans les domaines du spectacle vivant. Il se tient à la disposition des élèves, des jeunes, des comédiens et de toute personne désirant se documenter sur les formations artistiques et techniques du spectacle. Il établit en outre tous les ans, une liste de cours d'art dramatique (Paris et région parisienne, publics et privés), la liste des lycées offrant un enseignement "théâtre" dans le cadre du baccalauréat...

Centre d'information et de documentation jeunesse (CIDJ)

101 quai Branly 75740 Paris cedex 15

tel: 01 44 49 29 30

Office national d'information sur les enseignements et les professions (ONISEP)

librairie 168, boulevard du Montparnasse 75014 Paris tél : 01 43 35 15 98

vente par correspondance Onisep Diffusion B.P. 86 Lognes 77423 Marne La Vallée cedex 2

Média-Com./Centre d'information et d'orientation

168, boulevard du Montparnasse 75014 Paris

permanence téléphonique : lundi de 14h à 18h et du mardi au vendredi de 10h à 18h au 01 44 10 73 30

Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT)

10-12 rue d'Anjou - 75381 Paris cedex 08 -

tel : 01 55 27 44 00

AFDAS

3 rue Au Maire 75156 Paris cedex 03 tél : 01 44 78 39 39

FNCTA

12 rue de la Chaussée d'Antin 75009 Paris tél : 01 45 23 36 46

CEMEA

76 boulevard de la Villette 75490 Paris cedex 19 tél : 01 40 40 43 29 (Jean-Noël Bruguère)

Conservatoire National Supérieur De Musique De Lyon

3, Quai Chauveau 69009 Lyon Tél : 04 72 19 26 26

Directeur : Gilbert Amy

Secrétaire Général : Claire Alban-Lenoble

Les écoles supérieures de danse

École de danse de l'Opéra national de Paris

20, allée de la Danse 92000 Nanterre tél : 01 47 29 09 23

directeur : Mme Claude Bessy

disciplines enseignées: discipline principale, danse classique. Disciplines complémentaires, mime - folklore - danse de caractère - adage - jazz - chant - théorie de la danse rythme - solfège corporel - histoire de la danse - anatomie appliquée à la danse.

École nationale supérieure de danse de Marseille

20, boulevard Gabès 13417 Marseille cedex 08 tél : 04 91 71 03 03

directeur : Marie-Claude Pietragalla

Centre national de danse contemporaine d'Angers L'esquisse

(CNDC L'esquisse) 42, boulevard Henri Arnaud BP 2137 49021 Angers Cedex 02 tél : 02 41 24 12 12

directeurs artistiques : Joëlle Bouvier et Régis Obadia

École supérieure de danse de Cannes Rosella Hightower

5, rue Colmar 06400 Cannes tél : 04 93 38 15 82

directeur artistique : Rosella Hightower

2. GERMANIA

La Folkwang Hochschule di Essen nella sezione danza offre una ampia gamma di insegnamenti: danza teatrale a livello professionale, pedagogia (biennale), composizione di danza, balletto classico, folklore, flamenco, musica, storia della danza, danza contemporanea, studi e ricerche. Il corso completo di studi in danza dura 4 anni. Nella tabella seguente sono riportate le scuole di alta formazione, la localizzazione, i corsi e i titoli conseguiti.

Tab. 2 Le scuole di alta formazione, i corsi e i titoli

Institution of Higher Education	Study Location	Degree Course	Target Degree
<u>Hochschule für Musik Köln</u>	<u>Aachen</u>	Gesang Musikpädagogik Künstlerische Instrumentalausbildung	Diplom
<u>Katholische Hochschule für Kirchenmusik St. Gregorius Aachen</u>	<u>Aachen</u>	Katholischenmusische Musik	Diplom
<u>Hochschule für Musik Nürnberg - Augsburg</u>	<u>Augsburg</u>	Blasorchesterleitung Elementare Musikpädagogik Instrumente und Gesang Kirchenmusik B, kath. Musikpädagogik	Diplom
<u>Hochschule für evangelische Kirchenmusik der Evangelisch-Lutherischen Landeskirche in Bayern</u>	<u>Bayreuth</u>	Evangelische Kirchenmusik B	Diplom
<u>Hochschule für Musik "Hanns Eisler" Berlin</u>	<u>Berlin</u>	Dirigieren, Chor- und Orchesterleitung Instrumente und Gesang Jazz und Populärmusik Komposition/Theorie/Tonsatz Musik, Künstlerische Ausbildung Musik, Solistenausbildung Oper, Sologesang Regie Oper Choreographie Puppenspielkunst Regie Schauspiel Schauspiel	Diplom
<u>Folkwang Hochschule Essen</u>	<u>Bochum</u>	Schauspiel	Diplom
<u>Hochschule für Musik Detmold</u>	<u>Detmold</u>	Dirigieren (Orchesterleitung) Evangelische Kirchenmusik Gesang Katholische Kirchenmusik Komposition Künstlerische Instrumentalausbildung Musik Musikpädagogik Musikübertragung Musikwissenschaft Evangelische Kirchenmusik Gesang (Lied und Oratoriengesang) Katholische Kirchenmusik Künstlerische Instrumentalausbildung Musikpädagogik	Diplom Lehramt in der Sekundarstufe II Promotion
<u>Hochschule für Kirchenmusik der Evangelisch-Lutherischen Landeskirche Sachsens</u>	<u>Dresden</u>	Kirchenmusik B	Diplom
<u>Hochschule für Musik "Carl</u>	<u>Dresden</u>	Gesang Jazz/Rock/Pop Klavier	Diplom

<u>Maria von Weber" Dresden</u>		Komposition/Musiktheorie Musik Musikpädagogik Orchestermusik	Lehramt an Gymnasien
<u>Palucca Schule Dresden</u> <u>Hochschule für Tanz</u>	<u>Dresden</u>	Bühnentanz Tanzpädagogik	Diplom
<u>Folkwang Hochschule Essen</u>	<u>Duisburg</u>	Künstlerische Instrumental- ausbildung Musikpädagogik	Diplom
<u>Robert-Schumann-Hochschule</u> <u>Düsseldorf</u>	<u>Düsseldorf</u>	Dirigieren Evangelische Kirchenmusik Gesang Katholische Kirchenmusik Komposition Künstlerische Instrumental- ausbildung Musikpädagogik Musikwissenschaft Ton- und Bildtechnik	Diplom Promotion Diplom (FH)
<u>Folkwang Hochschule Essen</u>	<u>Essen</u>	Dirigieren Evangelische Kirchenmusik Gesang Jazz Katholische Kirchenmusik Komposition Künstlerische Instrumental- ausbildung Musical Musik Musik Musikpädagogik Musikwissenschaft Regie Oper Regie Schauspiel Schauspiel Tanz Tanzpädagogik für Bühnen- und Laientanz	Diplom Lehramt in der Primarstufe Lehramt in der Sekundarstufe I Lehramt in der Sekundarstufe II
<u>Hochschule für Musik und</u> <u>Darstellende Kunst Frankfurt</u> <u>a.M.</u>	<u>Frankfurt am</u> <u>Main</u>	Chordirigieren Gesang Instrumental- und Gesangspädagogik Instrumentalmusik Kirchenmusik A Kirchenmusik B Komposition Musik Orchesterdirigieren Schauspiel Zeitgenössischer und Klassischer Tanz	Diplom Lehramt an Gymnasien
<u>Staatliche Hochschule für Musik</u> <u>Freiburg i. Br.</u>	<u>Freiburg</u>	Kirchenmusik B, ev. Kirchenmusik B, kath. Künstlerische Ausbildung Musiklehrer/in Schulmusik	Diplom Lehramt an Gymnasien
<u>Evangelische Hochschule für</u> <u>Kirchenmusik Halle an der Saale</u>	<u>Halle</u>	Kirchenmusik A Kirchenmusik B	Diplom
<u>Hochschule für Musik und</u> <u>Theater Hamburg</u>	<u>Hamburg</u>	Blas- und Schlaginstrumente (Orchester) Blas- und Schlaginstrumente (Solo) Dirigieren (Chor) Dirigieren (Orchester) Evangelische Kirchenmusik Gesang, Lied und Oratorium Komposition/Theorie Kulturmanagement Medienkunde Musik Musik Musik Musiklehrer im freien Beruf und an Musikschulen Musikpädagogik im freien Beruf und an Musikschulen Musiktheater-Regie Musikwissenschaft Oper, Sologesang Saiteninstrumente (Orchester) Saiteninstrumente (Solo) Schauspiel Schauspieltheater-Regie Tasteninstrumente	Diplom Lehramt an der Grund- und Mittelstufe Lehramt an der Oberstufe - allgemeinbildende Schulen Lehramt an Sonderschulen
<u>Hochschule für Musik und</u> <u>Theater Hannover</u>	<u>Hannover</u>	Darstellendes Spiel Dirigieren, Chor- und Orchesterleitung Instrumente und Gesang Jazz Kirchenmusik A Kirchenmusik B Komposition/Theorie/Tonsatz Medienmanagement Musik Musik, Künstlerische Ausbildung Musik, Solistenausbildung	Lehramt an Gymnasien Diplom B.A. / M.A. Lehramt an Grund-, Haupt- und Realschulen Lehramt an Gymnasien Lehramt für Sonderpädagogik Magister

		Musikpädagogik Musikschule und freiberuflicher Musiklehrer Musikwissenschaft Oper, Chorgesang Oper, Sologesang Philosophie Rhythmik Schauspiel	
<u>Hochschule für Kirchenmusik der Evangelischen Landeskirche in Baden</u>	<u>Heidelberg</u>	Kirchenmusik B, ev.	Diplom
<u>Hochschule für Kirchenmusik der Evangelischen Kirche von Westfalen</u>	<u>Herford</u>	Kirchenmusik B	
<u>Staatliche Hochschule für Musik</u>	<u>Karlsruhe</u>	Künstlerische Ausbildung Musiklehrer/in Schulmusik	Diplom Lehramt an Gymnasien
<u>Hochschule für Musik Köln</u>	<u>Köln</u>	Bühnentanz Dirigieren Evangelische Kirchenmusik Gesang Jazz Katholische Kirchenmusik Komposition Künstlerische Instrumentalausbildung Musik Musikpädagogik	Diplom Lehramt in der Sekundarstufe II
<u>Hochschule für Musik und Theater "Felix Mendelssohn Bartholdy" Leipzig</u>	<u>Leipzig</u>	Alte Musik Blasinstrumente/Schlagzeug Chordirigieren Dirigieren Dramaturgie Gesang (Solo und Chor) Kirchenmusik B Klavier Komposition Korrepetition Musical Musik Orgel Populärmusik Schauspiel Streichinstrumente/Harfe/Konzertgita re Tonsatz/Gehörbildung	Diplom Lehramt an Gymnasien
<u>Musikhochschule Lübeck</u>	<u>Lübeck</u>	Bühnen- und Konzertgesang Dirigieren Elementare Musikpädagogik Instrumentalmusik Instrumentalpädagogik Kirchenmusik B Komposition Musik Musiktheorie und Gehörbildung	Diplom Lehramt an Gymnasien
<u>Staatliche Hochschule für Musik und Darstellende Kunst Mannheim</u>	<u>Mannheim</u>	Jazz/Populärmusik Künstlerische Ausbildung Musiklehrer/in Oper (Operschule) Schulmusik Tanz / Kindertanzpädagogik	Diplom Lehramt an Gymnasien
<u>Hochschule für Musik und Theater München</u>	<u>München</u>	Ballett Ballettpädagogik Chordirigieren Gehörbildung Instrumental- und Gesangspädagogik Instrumente Kirchenmusik A (ev./kath.) Kirchenmusik B (ev./kath.) Komposition Komposition für Film und Fernsehen Konzertgesang, Opemgesang Lichtgestaltung Musical Musik Musiktheorie Orchesterdirigieren Regie Schauspiel	Diplom Bachelor Lehramt an beruflichen Schulen Lehramt an Grundschulen Lehramt an Gymnasien Lehramt an Hauptschulen Lehramt an Realschulen Lehramt an Sonderschulen
<u>Hochschule für Musik Detmold</u>	<u>Münster</u>	Künstlerische Instrumentalausbildung Musikpädagogik	Diplom
<u>Hochschule für Musik Nürnberg - Augsburg</u>	<u>Nürnberg</u>	Elementare Musikpädagogik Historische Instrumente Instrumente und Gesang Jazz Musikpädagogik	Diplom
<u>Hochschule für Musik und Theater Rostock</u>	<u>Rostock</u>	Darstellendes Spiel Dirigieren, Chor- und Orchesterleitung Komposition Korrepetition Musik, Instrumental- und	Lehramt an Grund- und Hauptschulen Lehramt an Gymnasien

		Vokalpädagogik Musik, Künstlerische Ausbildung Musiktheorie Schauspiel	
<u>Hochschule für Kirchenmusik</u>	<u>Rottenburg</u>	Kirchenmusik B, kath. Kirchenmusik B (ev./kath.) Komposition Musik Musikerziehung Oper/Konzertgesang Orchestermusik	Diplom
<u>Staatliche Hochschule für Musik und Darstellende Kunst Stuttgart</u>	<u>Stuttgart</u>	Figurentheater Jazz und Populärmusik Jazz und Populärmusik als Verbreitungsfach Kirchenmusik B, ev. Kirchenmusik B, kath. Künstlerische Ausbildung Musiklehrer/in Schauspiel Schulmusik Sprecherziehung	Diplom Lehramt an Gymnasien
<u>Staatliche Hochschule für Musik Trossingen</u>	<u>Trossingen</u>	Jazz und Populärmusik als Verbreitungsfach Kirchenmusik B, ev. Künstlerische Ausbildung Musiklehrer/in Schulmusik	Lehramt an Gymnasien Diplom
<u>Hochschule für Kirchenmusik der Evangelischen Landeskirche in Württemberg</u>	<u>Tübingen</u>	Kirchenmusik A, ev. Kirchenmusik B, ev.	Diplom
<u>Hochschule für Musik "Franz Liszt" Weimar</u>	<u>Weimar</u>	Dirigieren, Chor- und Orchesterleitung Instrumente, Künstlerische Ausbildung Jazz Kirchenmusik A Kirchenmusik B Komposition Korrepetition Kulturmanagement Musik Musikschule und freiberuflicher Musiklehrer Musikwissenschaft Oper, Chorgesang Oper, Sologesang	Diplom Magister Lehramt an Gymnasien Lehramt an Regelschulen
<u>Hochschule für Musik Köln</u>	<u>Wuppertal</u>	Gesang (Lied und Oratoriengesang) Künstlerische Instrumentalbildung Musikpädagogik	Diplom
<u>Hochschule für Musik Würzburg</u>	<u>Würzburg</u>	Dirigieren: Chorleitung Dirigieren: Orchesterleitung Historische Instrumente Kirchenmusik A (ev./kath.) Komposition Musikschule und freiberuflicher Sologesang Konzert, Musiktheater Musiklehrer	Diplom Lehramt an Grundschulen Lehramt an Gymnasien Lehramt an Hauptschulen Lehramt an Realschulen

2.4. INFORMAZIONI E INDIRIZZI UTILI

Federal Government Commissioner for Cultural Affairs and Media

<http://eng.bundesregierung.de/>

Federal Ministry of Education and Research

<http://www.bmbf.de>

Bonn

Heinemannstr. 2

53175 Bonn-Bad Godesberg

Tel.: +49-1888/57- 0

Fax.: +49-1888/57- 36 01

BMBF 53170 Bonn

Berlin Office

Hannoversche Straße 30

10117 Berlin

Tel.: +49-1888/57- 0

Fax.: +49-1888/57- 52 70

BMBF 11055 Berlin

Kulturalportal

www.kulturportal-deutschland.de

German Press Office, Cultural Section,

Tel.: 01888 272-3281, Fax: -3259,

e-mail: 322@bpa.bund.de.

Main theatre schools in Germany :

Abbreviations: D=Dance, O=Opera, S/C-D=Set/Costume Design, D/T=Drama/Theatre

Hochschule für Schauspielkunst "Ernst Busch" (D/T, D/T-directing, puppet-playing)

Head: Klaus Völker

Schnellerstr. 104

D-12439 Berlin (30/63 99 75 0, Fax:: 30/63 99 75 75)

Hochschule der Künste Berlin

Fachbereich 9, Darstellende Kunst (D/T, Musical, O, S/C-D)

Head: Olaf Schwencke

Postfach 126720

Fasanenstr. 1

D-10595 Berlin (30/3815 23 22)

Hochschule für Musik "Hanns Eisler" (O)

Head: Annerose Schmidt

Charlottenstr. 55

D-10117 Berlin (30/20 90 24 08)

Staatliche Ballettschule Berlin /Schule für Artistik (D)

Erich-Weinert-Str. 103

D-10409 Berlin (30/965 40 21)

Technische Fachhochschule Berlin

Fachbereich 9 Maschinenbau - Labor für Theater und Veranstaltungstechnik (Theatre Technique)

Head: Jan Fiebelkorn

Luxemburger Str. 10

13353 Berlin (30/45 04 29 02, fax: /45 04 20 16)

Westfälische Schauspielschule Bochum (D/T)

Lohring 20

D-44777 Bochum (234/9 10 24 77)

Hochschule für Bildende Künste (S/C-D)

Güntzstr. 34

D-01307 Dresden (351/459 01 12, fax: 459 00 22)

Palucca Schule Dresden (D)

Head: Peter Jarchow

Basteiplatz 4

D-01277 Dresden (351/239 10 91, fax: 234 01 47)

Staatliche Kunstakademie Düsseldorf (S/C-D)

Eiskellerstr. 1

D-40213 Düsseldorf 211/1 39 60, fax: 1 39 6 225)

Folkwang Hochschule für Musik - Theater - Tanz (D,O,D/T)

Klemensborn 39 (201/490 30)

D-45239 Essen

Postal address: Postfach 4428

D-45224 Essen

Hochschule für Musik und Darstellende Kunst Frankfurt/Main (D,O,D/T)
Eschersheimer Landstr. 29-39
D-60322 Frankfurt/M. (69/15 40 07 0, fax: 15 40 07 108)

Hochschule für Musik und Theater(D/T,O,O-directing)
Harvestehuder Weg 12
D-20148 Hamburg (40/44 19 50; fax /4 19 56 66)

Ballettschule der Hamburgischen Staatsoper (D)
Head: John Neumeier
Caspar-Voght-Str. 54
D-20535 Hamburg (40/21 11 88 31, fax /21 11 88 88)

Hochschule für Musik Köln (D)
Head: Peter Vondruska
Dagobertstr. 38
D-50668 Köln (221/912 81 80, fax: /13 12 04)

Hochschule für Musik und Theater
"Felix Mendelssohn Bartholdy" Theatre department (D/T,D-choreography)
Schwägrichenstr. 3
Postfach 945
D-04107 Leipzig (341/32 51 34)

Hochschule für Musik in München (O,D,O-directing)
Arcisstr. 12
D-80333 München (89/559 15 82, fax: 28 0381)

Akademie der Bildenden Künste München (S/C-D)
Akademiestr. 2
D-80799 München (89/385 20)

Bayerische Theaterakademie im Prinzregententheater (D/T)
Head: August Everding
Prinzregentenplatz 12
D-81675 München (89/2185 364, fax: 21 85 554)

Heinz-Bosl-Stiftung (D) (Ballet -academy of Bavaria)
Head: Konstanze Vernon
Wilhelmstr. 19
D-80801 München (89/33 77 63, fax: 34 42 21)

Otto-Falckenberg-Schule (D/T,D/T-directing)
Hildegardstr. 3
D-80539 München (89/23 72 13 41)
Postal address: Postfach 22 16 13
D-80506 München

Staatliche Hochschule für Musik und Darstellende Kunst (D,O)
Urbansplatz 2
D-70182 Stuttgart (711/212 48 40, fax: 6 40 23 93)

3. GRAN BRETAGNA

3.4 DOCUMENTAZIONE LEGISLATIVA

Education Act 1996, chapter 56



Education Act 1996

1996 Chapter 56

© Crown Copyright 1996

All Crown copyrights are reserved. The text is reproducible in all media and formats and without restriction provided that the text is reproduced accurately; is not used in a misleading manner; and is accompanied by the following acknowledgment:

Crown copyright 1996 with the permission of the Controller of Her Majesty's Stationery Office

It should be noted that the right to reproduce the text of Acts of Parliament does not extend to the Royal Arms and the Queen's Printer imprints.

The text of this Internet version of the Act has been prepared to reflect the text as it received Royal Assent. The authoritative version is in printed form and is published by The Stationery Office Limited as the Education Act 1996, ISBN 0 10 545696 9, £36.50 sterling. For details of how to obtain a printed copy see How to obtain The Stationery Office Limited titles.

Education Act 1996

1996 Chapter 56

ARRANGEMENT OF PARTS

PART I GENERAL

CHAPTER THE STATUTORY SYSTEM OF
I EDUCATION

CHAPTER II

CHAPTER III

CHAPTER THE FUNDING AUTHORITIES
IV

CHAPTER ALLOCATION OF RESPONSIBILITY
V FOR EDUCATION AT SCHOOL

FUNCTIONS OF
THE SECRETARY
OF STATE

LOCAL
EDUCATION
AUTHORITIES

BETWEEN LEA AND FUNDING
AUTHORITY

CHAPTER SUPPLEMENTAL

VI

→ PART II SCHOOLS MAINTAINED BY LOCAL
EDUCATION AUTHORITIES

CHAPTER PRELIMINARY

I

CHAPTER ESTABLISHMENT, ALTERATION
II ETC. OF COUNTY AND VOLUNTARY
SCHOOLS

CHAPTER FUNDING OF VOLUNTARY
III SCHOOLS

CHAPTER GOVERNMENT OF COUNTY,
IV VOLUNTARY AND MAINTAINED
SPECIAL SCHOOLS

CHAPTER FINANCIAL DELEGATION TO
V GOVERNING BODIES OF COUNTY,
VOLUNTARY AND MAINTAINED
SPECIAL SCHOOLS

CHAPTER CONDUCT AND STAFFING OF
VI COUNTY, VOLUNTARY AND
MAINTAINED SPECIAL SCHOOLS

CHAPTER DISCONTINUANCE OF LOCAL
VII EDUCATION AUTHORITY SCHOOLS

CHAPTER MISCELLANEOUS AND
VIII SUPPLEMENTARY PROVISIONS

→ PART III GRANT-MAINTAINED SCHOOLS

CHAPTER PRELIMINARY

I

CHAPTER PROCEDURE FOR ACQUISITION OF
II GRANT-MAINTAINED STATUS

CHAPTER PROPERTY, STAFF AND
III CONTRACTS

CHAPTER ESTABLISHING NEW GRANT-
IV MAINTAINED SCHOOLS

CHAPTER GOVERNMENT, CONDUCT ETC. OF
V GRANT-MAINTAINED SCHOOLS

CHAPTER FUNDING OF GRANT-MAINTAINED
VI SCHOOLS

CHAPTER ALTERATION ETC. OF GRANT-
VII MAINTAINED SCHOOLS

CHAPTER DISCONTINUANCE OF GRANT-
VIII MAINTAINED SCHOOLS

CHAPTER GROUPS OF GRANT-MAINTAINED
IX SCHOOLS

CHAPTER GENERAL AND MISCELLANEOUS
X

PART IV SPECIAL EDUCATIONAL NEEDS

CHAPTER CHILDREN WITH SPECIAL
I EDUCATIONAL NEEDS

CHAPTER SCHOOLS PROVIDING FOR SPECIAL
II EDUCATIONAL NEEDS

→ PART V THE CURRICULUM

CHAPTER PRELIMINARY
I

CHAPTER SECULAR EDUCATION
II

CHAPTER RELIGIOUS EDUCATION AND
III WORSHIP

CHAPTER MISCELLANEOUS AND
IV SUPPLEMENTARY PROVISIONS

→ PART VI SCHOOL ADMISSIONS,
ATTENDANCE AND CHARGES

CHAPTER SCHOOL ADMISSIONS
I

CHAPTER SCHOOL ATTENDANCE
II

CHAPTER CHARGES IN CONNECTION WITH
III EDUCATION AT LEA OR GRANT-
MAINTAINED SCHOOLS

→ PART VII INDEPENDENT SCHOOLS

CHAPTER PRELIMINARY
I

CHAPTER REGISTRATION OF INDEPENDENT
II SCHOOLS

CHAPTER ASSISTED PLACES AT
III INDEPENDENT SCHOOLS

CHAPTER CITY COLLEGES
IV

PART VIII GRANTS AND OTHER FINANCIAL
MATTERS

GRANTS AND OTHER FINANCIAL
MATTERS

PART IX ANCILLARY FUNCTIONS

CHAPTER ANCILLARY FUNCTIONS OF
I SECRETARY OF STATE

CHAPTER ANCILLARY FUNCTIONS OF LOCAL
II EDUCATION AUTHORITIES

CHAPTER ANCILLARY FUNCTIONS OF
III GOVERNING BODIES

CHAPTER PROVISION OF INFORMATION BY
IV GOVERNING BODIES ETC.

PART X MISCELLANEOUS AND GENERAL

CHAPTER EDUCATIONAL PREMISES

I

CHAPTER CORPORAL PUNISHMENT

II

CHAPTER OTHER PROVISIONS ABOUT
III SCHOOLS

CHAPTER EMPLOYMENT OF CHILDREN AND
IV YOUNG PERSONS

CHAPTER PERSONS NOT COVERED BY ACT
V

CHAPTER GENERAL
VI

SCHEDULES:

Continue

Other UK Acts | [Home](#) | [Scotland Legislation](#) | [Wales](#)
[Legislation](#) | [Northern Ireland Legislation](#) | [Her Majesty's](#)
[Stationery Office](#)

Education Act 1996

1996 Chapter 56 - *continued*

ARRANGEMENT OF SECTIONS - *continued*

[back to previous text](#)

PART I

GENERAL

CHAPTER I

THE STATUTORY SYSTEM OF EDUCATION

General

Section

1. The stages of education.
2. Definition of primary, secondary and further education.
3. Definition of pupil etc.

Educational institutions

4. Schools: general.
5. Primary schools, secondary schools and middle schools.
6. Nursery schools and special schools.

Compulsory education

7. Duty of parents to secure education of children of compulsory school age.
8. Compulsory school age.

Education in accordance with parental wishes

9. Pupils to be educated in accordance with parents' wishes.

CHAPTER II

FUNCTIONS OF THE SECRETARY OF STATE

10. General duty of Secretary of State.
11. Duty in the case of primary, secondary and further education.

CHAPTER III

LOCAL EDUCATION AUTHORITIES

The authorities

12. Local education authorities and their areas.

General functions

- 13. General responsibility for education.
- 14. Functions in respect of provision of primary and secondary schools.
- 15. Functions in respect of provision of further education.

Establishment etc. of schools

- 16. Power to establish, maintain and assist primary and secondary schools.
- 17. Powers in respect of nursery education.

Other arrangements for provision of education

- 18. Power to arrange provision of education at non-maintained schools.
- 19. Exceptional provision of education in pupil referral units or elsewhere.

CHAPTER IV

THE FUNDING AUTHORITIES —

The Authorities

- 20. The Funding Agency for Schools.
- 21. The Schools Funding Council for Wales.

Functions

- 22. Functions of funding authorities.
- 23. Value-for-money studies of grant-maintained schools.
- 24. Supervision of funding authorities by the Secretary of State.

Supplemental

- 25. Grants to funding authorities.
- 26. Meaning of "funding authority".

CHAPTER V

ALLOCATION OF RESPONSIBILITY FOR EDUCATION AT SCHOOL
BETWEEN LEA AND FUNDING AUTHORITY

- 27. Responsibility for providing sufficient school places.

CHAPTER VI

SUPPLEMENTAL

Allocation of functions

- 28. Resolution of disputes as to allocation of functions.

Provision of information

- 29. Provision of information by local education authorities.

30. Provision of information by funding authorities.

Continue

Other UK Acts | Home | Scotland Legislation | Wales
Legislation | Northern Ireland Legislation | Her Majesty's
Stationery Office

Education Act 1996

1996 Chapter 56 - *continued*

An Act to consolidate the Education Act 1944 and certain other enactments relating to education, with amendments to give effect to recommendations of the Law Commission.

[24th July 1996]

BE IT ENACTED by the Queen's most Excellent Majesty, by and with the advice and consent of the Lords Spiritual and Temporal, and Commons, in this present Parliament assembled, and by the authority of the same, as follows:-

PART I

GENERAL

CHAPTER I

THE STATUTORY SYSTEM OF EDUCATION

General

The stages of education.

1. - (1) The statutory system of public education consists of three progressive stages: primary education, secondary education and further education.

(2) This Part-

(a) confers functions on the Secretary of State and local education authorities with respect to primary, secondary and further education; and

(b) provides for functions with respect to primary and secondary education to be conferred on the funding authorities constituted under Chapter IV.

(3) Part I of the Further and Higher Education Act 1992 confers functions with respect to further education on the further education funding councils established under section 1 of that Act.

(4) Apart from section 10 (general duty of Secretary of State), nothing in this Act confers any functions with respect to higher education.

Definition of primary, secondary and further education.

2. - (1) In this Act "primary education" means -

(a) full-time education suitable to the requirements of junior pupils who have not attained the age of 10 years and six months; and

(b) full-time education suitable to the requirements of junior pupils who have attained that age and whom it is expedient to educate together with junior pupils within paragraph (a).

(2) In this Act "secondary education" means-

(a) full-time education suitable to the requirements of pupils of compulsory school age who are either-

(i) senior pupils, or

(ii) junior pupils who have attained the age of 10 years and six months and whom it is expedient to educate together with senior pupils of compulsory school age; and

(b) (subject to subsection (5)) full-time education suitable to the requirements of pupils who are over compulsory school age but under the age of 19 which is provided at a school at which education within paragraph (a) is also provided.

(3) Subject to subsection (5), in this Act "further education" means-

(a) full-time and part-time education suitable to the requirements of persons who are over compulsory school age (including vocational, social, physical and recreational training), and

(b) organised leisure-time occupation provided in connection with the provision of such education,

except that it does not include secondary education or (in accordance with subsection (7)) higher education.

(4) Accordingly, unless it is education within subsection (2) (b), full-time education suitable to the requirements of persons over compulsory school age who have not attained the age of 19 is further education for the purposes of this Act and not secondary education.

(5) For the purposes of this Act education provided for persons who have attained the age of 19 is further education not secondary education; but where a person-

(a) has begun a particular course of secondary education before attaining the age of 18, and

(b) continues to attend that course,

the education does not cease to be secondary education by reason of his having attained the age of 19.

(6) In subsection (3)(b) "organised leisure-time occupation" means leisure-time occupation, in such organised cultural training and recreative activities as are suited to their requirements, for any persons over compulsory school age who are able and willing to profit by facilities provided for that purpose.

(7) References in this section to education do not include references to higher education.

Definition of pupil etc.

3. - (1) In this Act "pupil" means a person for whom education is being provided at a school, other than-

(a) a person who has attained the age of 19 for whom further education is being provided, or

(b) a person for whom part-time education suitable to the requirements of persons of any age over compulsory school age is being provided.

(2) In this Act-

"junior pupil" means a child who has not attained the age of 12; and

"senior pupil" means a person who has attained the age of 12 but not the age of 19.

(3) The definition of "pupil" in subsection (1) also applies (unless the context otherwise requires) for the purposes of any instrument made or having effect as if made under the Education Acts.

Educational institutions

Schools: general.

4. - (1) In this Act "school" means an educational institution which is outside the further education sector and the higher education sector and is an institution for providing any one or more of the following-

(a) primary education,

(b) education which is secondary education by virtue of section 2(2)(a), or

(c) full-time education suitable to the requirements of persons who are over compulsory school age but under the age of 19,

whether or not the institution also provides part-time education suitable to the requirements of junior pupils, further education or secondary education not within paragraph (b).

(2) For the purposes of this Act an educational institution that would fall within subsection (1) but for the fact that it provides part-time rather than full-time education shall nevertheless be treated as a school if that part-time education is provided under arrangements made under section 19(1) (pupil referral units).

(3) For the purposes of this Act an institution is outside the further education sector if it is not-

(a) an institution conducted by a further education corporation established under section 15 or 16 of the Further and Higher Education Act 1992, or

(b) a designated institution for the purposes of Part I of that Act (defined in section 28(4) of that Act);

and references to institutions within that sector shall be construed accordingly.

(4) For the purposes of this Act an institution is outside the higher education sector if it is not-

(a) a university receiving financial support under section 65 of that Act,

(b) an institution conducted by a higher education corporation within the meaning of that Act, or

(c) a designated institution for the purposes of Part II of that Act (defined in section 72(3) of that Act);

and references to institutions within that sector shall be construed accordingly.

Primary schools, secondary schools and middle schools.

5. - (1) In this Act "primary school" means (subject to regulations under subsection (4)) a school for providing primary education, whether or not it also provides part-time education suitable to the requirements of junior pupils or further education.

(2) In this Act "secondary school" means (subject to regulations under subsection (4)) a school for providing secondary education, whether or not it also provides further education.

(3) In this Act "middle school" means a school in respect of which proposals authorised by section 49, 198(6) or 291 are implemented (that is, a school providing full-time education suitable to the requirements of pupils who have attained a specified age below 10 years and six months and are under a specified age above 12 years).

(4) The Secretary of State shall make regulations for determining, or enabling him to determine, whether a middle school is to be treated for the purposes of this Act and the other enactments relating to education as a primary school or as a secondary school.

(5) The powers conferred by sections 49, 198(6) and 291 and subsection (4) above are exercisable-

(a) notwithstanding anything in this Act (and in particular section 1); but

(b) without prejudice to the exercise of any other power conferred by this Act.

Nursery schools and special schools.

6. - (1) A primary school is a nursery school if it is used mainly for the purpose of providing education for children who have attained the age of two but are under the age of five.

(2) A school is a special school if it is specially organised, and for the time being approved, as mentioned in section 337 (1).

Compulsory education

Duty of parents to secure education of children of compulsory school age.

7. The parent of every child of compulsory school age shall cause him to receive efficient full-time education suitable-

(a) to his age, ability and aptitude, and

(b) to any special educational needs he may have,

either by regular attendance at school or otherwise.

Compulsory school age.

8. - (1) Subsections (2) and (3) apply to determine for the purposes of any enactment whether a person is of compulsory school age.

(2) A person begins to be of compulsory school age when he attains the age of five.

(3) A person ceases to be of compulsory school age at the end of the day which is the school leaving date for any calendar year-

(a) if he attains the age of 16 after that day but before the beginning of the school year next following,

(b) if he attains that age on that day, or

(c) (unless paragraph (a) applies) if that day is the school leaving date next following his attaining that age.

(4) The Secretary of State may by order determine the day in any calendar year which is to be the school leaving date for that year.

Education in accordance with parental wishes

Pupils to be educated in accordance with parents' wishes.

9. In exercising or performing all their respective powers and duties under the Education Acts, the Secretary of State, local education authorities and the funding authorities shall have regard to the general principle that pupils are to be educated in accordance with the wishes of their parents, so far as that is compatible with the provision of efficient instruction and training and the avoidance of unreasonable public expenditure.

4. SPAGNA

4.4. DOCUMENTAZIONE LEGISLATIVA

- Ordine del 20 marzo 1985 della regolamentazione dell'insegnamento della Scuola Reale Superiore d'Arte Drammatica e Danza di Madrid, nella sezione arte drammatica
- Decreto reale 2732/1986 del 24 dicembre, degli organi di governo dei centri pubblici di insegnamento artistico
- Decreto reale 389/1992 del 15 aprile, per stabilire i requisiti minimi dei centri che impartiscono l'insegnamento artistico
- Decreto Reale 754/1992 del 26 giugno per stabilire gli aspetti basilari del curriculum dell'insegnamento artistico e per regolare la prova d'accesso a questi studi
- Decreto Reale 321/1994 del 25 febbraio, sull'autorizzazione dei centri privati per l'insegnamento artistico
- Decreto Reale 2491/1996 del 5 dicembre, della struttura organica e funzioni dell'Istituto Nazionale delle Arti Sceniche e Musica
- LOGSE Ley 1/1990 3 ottobre
- Decreto Reale 989/2000 del 2 giugno, per stabilire le specializzazioni dei docenti di musica e delle arti sceniche e per determinare le materie di studio



Ministerio de Educación y Cultura

EDUCACIÓN

Consulta de la Base de Datos de LEDA info-leda@mec.es

Su consulta ha sido:
vigencia=vigente and descriptores="ENSEÑANZAS ARTISTICAS" and ente=estado

**ORDEN DE 20 DE MARZO DE 1985 SOBRE
REGULACION, CON CARACTER EXPERIMENTAL, DE
LAS ENSEÑANZAS DE LA REAL ESCUELA SUPERIOR
DE ARTE DRAMATICO Y DANZA DE MADRID, EN LA
SECCION DE ARTE D**

CLAVE:
Y00850829

ENTE:
ESTADO

RANGO:
ORDEN

FECHA DISPOSICION:
1985-03-20

AÑO DISPOSICION:
1985

VIGENCIA:
VIGENTE

DESCRIPTORES:
EDUCACION NO UNIVERSITARIA
ENSEÑANZAS ARTISTICAS
ARTE DRAMATICO
ORDENACION
PLAN ESTUDIOS

TITULO:
ORDEN DE 20 DE MARZO DE 1985 SOBRE REGULACION, CON
CARACTER EXPERIMENTAL, DE LAS ENSEÑANZAS DE LA REAL
ESCUELA SUPERIOR DE ARTE DRAMATICO Y DANZA DE MADRID, EN
LA SECCION DE ARTE DRAMATICO. (B.O.E. 74/85, DE 27 DE
MARZO DE 1985).

TEXTO:

ILMO. SR.: LA EXPERIENCIA OBTENIDA DESDE QUE, POR DECRETO DE 9 DE AGOSTO DE 1974, SE ESTABLECIO EL PLAN DE ESTUDIOS DE LA REAL ESCUELA SUPERIOR DE ARTE DRAMATICO Y DANZA DE MADRID, EN LA SECCION DE ARTE DRAMATICO, HACE ACONSEJABLE PLANTEARSE EXPERIMENTALMENTE UNA RENOVACION DE LOS CONTENIDOS PEDAGOGICOS DESDE PERSPECTIVAS DE ACTUALIZACION, HACIENDOLOS MAS SISTEMATICOS Y UNIFICANDO AQUELLAS MATERIAS SUSCEPTIBLES DE ELLO, EN LO QUE SE REFIERE A LAS ENSEÑANZAS GENERALES, ASI COMO INTRODUCIR LA POSIBILIDAD DE IMPLANTAR, TAMBIEN CON CARACTER EXPERIMENTAL, LOS ESTUDIOS ENCAMINADOS A LA FORMACION DE DIRECTORES ESCENICOS.

POR REAL DECRETO 799/1984, DE 28 DE MARZO, SE ESTABLECIO LA POSIBILIDAD DE AUTORIZAR, MEDIANTE ORDEN MINISTERIAL, AQUELLAS INNOVACIONES Y EXPERIENCIAS PEDAGOGICAS QUE TENDIESEN AL PERFECCIONAMIENTO DE LAS ENSEÑANZAS ARTISTICAS. EN SU VIRTUD, ESTE MINISTERIO HA DISPUESTO:

PRIMERO.-LAS ENSEÑANZAS DE ARTE DRAMATICO QUE SE IMPARTAN EN LA REAL ESCUELA SUPERIOR DE ARTE DRAMATICO DE MADRID COMPRENDERAN TRES CURSOS ACADEMICOS, QUE CONTARAN CON LAS SIGUIENTES ASIGNATURAS:

CURSO PRIMERO:

ORTOFONIA Y TECNICA VOCAL (I).
 EXPRESION CORPORAL (I).
 INTERPRETACION (I).
 HISTORIA DE LA LITERATURA DRAMATICA (I).
 SOCIOLOGIA DEL TEATRO.

CURSO SEGUNDO:

ORTOFONIA Y TECNICA VOCAL (II).
 EXPRESION CORPORAL (II).
 INTERPRETACION (II).
 HISTORIA DE LA LITERATURA DRAMATICA (II).
 HISTORIA DEL ARTE.

ESGRIMA.

CURSO TERCERO:

ORTOFONIA Y TECNICA VOCAL (III).
 EXPRESION CORPORAL (III).
 INTERPRETACION (III).
 DRAMATURGIA Y ANALISIS DE TEXTOS.
 INICIACION A LA ESCENOGRAFIA.
 CARACTERIZACION.

SEGUNDO.-DICHO PLAN, QUE TIENE CARACTER EXPERIMENTAL, REGIRA EN EL CENTRO DE REFERENCIA DURANTE TRES CURSOS, A PARTIR DEL CORRESPONDIENTE A 1985-1986, EN QUE SE IMPLANTARA EL PRIMER CURSO.

TERCERO.-TAMBIEN, CON CARACTER EXPERIMENTAL, SE AUTORIZA A LA REAL ESCUELA SUPERIOR DE ARTE DRAMATICO Y DANZA DE MADRID A IMPLANTAR, EN EL CURSO 1985-1986, LAS ENSEÑANZAS DE DIRECCION ESCENICA.

DICHAS ENSEÑANZAS, QUE ABARCARAN INICIALMENTE UN CURSO, CONTARAN CON LAS SIGUIENTES ASIGNATURAS:

HISTORIA DE LA PUESTA EN ESCENA.
 TEORIA DEL TEXTO DRAMATICO.
 HISTORIA DEL ARTE.
 TECNICA TEATRAL (DIRECCION Y PUESTA EN ESCENA).
 PLASTICA TEATRAL (ESCENOGRAFIA Y VESTUARIO).
 CARACTERIZACION.

DRAMATURGIA Y ESTETICA TEATRAL.

PARA LA IMPLANTACION DE ESTAS ENSEÑANZAS SERA NECESARIO CONTAR CON UNA MATRICULA NO INFERIOR A 15 ALUMNOS.

CUARTO.-ADEMAS DE LAS ASIGNATURAS SEÑALADAS EN LOS ARTICULOS PRECEDENTES, EL CENTRO PODRA IMPARTIR, CON CARACTER ESPECIFICO Y EN REGIMEN DE SEMINARIO O TALLER, LAS MATERIAS RELACIONADAS CON EL TEATRO INFANTIL, MIMO Y PANTOMIMA, MASCARAS, TITERES Y MARIONETAS, ASPECTOS RELACIONADOS CON LUMINOTECNIA Y SONORIZACION Y CUANTAS OTRAS PUEDAN ESTABLECERSE CON LOS MEDIOS INSTRUMENTALES Y PERSONALES DISPONIBLES, PREVIA AUTORIZACION DE LA SUBSECRETARIA DE I.

DEPARTAMENTO
 DE INSTRUCCION

QUINTO.-LA IMPARTICION DE LAS ENSEÑANZAS QUE INTEGRAN CADA UNA DE LAS

ASIGNATURAS CORRESPONDERA AL PROFESORADO ACTUAL EN FUNCION DE LAS MATERIAS A SU CARGO. A ESTOS EFECTOS, LA SUBSECRETARIA DEL DEPARTAMENTO DETERMINARA LA ADSCRIPCION CONCRETA DE LOS PROFESORES.

SEXTO.-PARA EL ACCESO A LAS ENSEÑANZAS DE ARTE DRAMATICO SERA PRECISO HABER APROBADO DOS CURSOS COMPLETOS DE BACHILLERATO UNIFICADO Y POLIVALENTE, ASI COMO UNA PRUEBA DE ADMISION ENCAMINADA A VALORAR LAS APTITUDES DE LOS SOLICITANTES.

PARA CURSAR LAS ENSEÑANZAS DE DIRECCION ESCENICA SERA REQUISITO SUPERAR UNA PRUEBA EN LA QUE SE VALORARAN LAS APTITUDES, CONOCIMIENTOS Y FORMACION CULTURAL DE LOS ASPIRANTES.

DISPOSICION FINAL

POR LA SUBSECRETARIA DEL DEPARTAMENTO SE PUBLICARA LA DESCRIPCION DEL CONTENIDO, ORIENTACIONES DIDACTICAS SUSTANCIALES Y HORARIOS DE CADA UNA DE LAS ASIGNATURAS ANTES RELACIONADAS.

IGUALMENTE, LA SUBSECRETARIA DEL DEPARTAMENTO APOYARA DE MODO PERMANENTE EL DESARROLLO DE LAS EXPERIENCIAS. A ESTOS EFECTOS, LA SUBDIRECCION GENERAL DE ENSEÑANZAS ARTISTICAS VALORARA, AL CABO DE CADA CURSO ACADEMICO, EL RENDIMIENTO DE LAS ENSEÑANZAS, EVALUANDO LOS RESULTADOS Y PROPONIENDO, EN SU CASO, LAS CORRECCIONES QUE SEAN NECESARIAS.

LO QUE COMUNICO A V. I.

MADRID, 20 DE MARZO DE 1985.

MARAVALL HERRERO

ILMO. SR. SUBSECRETARIO.

Esta página fue generada por SFGate 5.111.



Ministerio de Educación y Cultura

EDUCACIÓN

Consulta de la Base de Datos de LEDA info-leda@mec.es

Su consulta ha sido:

vigencia=vigente and descriptores="ENSEÑANZAS ARTISTICAS" and ente=estado

**REAL DECRETO 2732/1986, DE 24 DE DICIEMBRE,
SOBRE ORGANOS DE GOBIERNO DE LOS CENTROS
PUBLICOS DE ENSEÑANZAS ARTISTICAS. (B.O.E. 8/87
DE 9 DE ENERO DE 1987). NOTAS: CORREGIDAS
ERRAT**

CLAVE:
Y00863780

ENTE:
ESTADO

RANGO:
RD

FECHA DISPOSICION:
1986-12-24

AÑO DISPOSICION:
1986

NUMERO DISPOSICION:
2732/86

VIGENCIA:
VIGENTE

DESCRIPTORES:
EDUCACION NO UNIVERSITARIA
ENSEÑANZAS ARTISTICAS
CENTRO
CENTRO NO UNIVERSITARIO
CENTRO ENSEÑANZAS ARTISTICAS
ORGANO GOBIERNO
NORMA SUPLETORIA

TITULO:
REAL DECRETO 2732/1986, DE 24 DE DICIEMBRE, SOBRE

ORGANOS DE GOBIERNO DE LOS CENTROS PUBLICOS DE
ENSEÑANZAS ARTISTICAS. (B.O.E. 8/87 DE 9 DE ENERO DE
1987).

NOTAS: CORREGIDAS ERRATAS ADVERTIDAS EN BOE 36/87 DE 11 DE
FEBRERO.

TEXTO:

LA LEY ORGANICA 8/1985, DE 3 DE JULIO, REGULADORA DEL DERECHO A LA EDUCACION, DETERMINARA EN SU ARTICULO 11.2, QUE SE EFECTUARA REGLAMENTARIAMENTE LA ADAPTACION DE LO PERCEPTUADO EN LA MISMA A LOS CENTROS QUE IMPARTAN ENSEÑANZAS DISTINTAS DE LA EDUCACION DE PREESCOLAR, EDUCACION GENERAL BASICA, BACHILLERATO Y FORMACION PROFESIONAL.

EL ARTICULO 41 DE LA CITADA LEY REGULA LA COMPOSICION DE LOS CONSEJOS ESCOLARES DE LOS CENTROS, Y EN SU PUNTO TERCERO HABILITA A LA ADMINISTRACION EDUCATIVA COMPETENTE PARA ADAPTAR LO EN EL DISPUESTO A LOS CENTROS DE CARACTERISTICAS SINGULARES.

FINALMENTE, LA DISPOSICION ADICIONAL PRIMERA DE LA MISMA LEY ESTABLECE QUE PODRA SER DESARROLLADA POR LAS COMUNIDADES AUTONOMAS QUE TENGAN RECONOCIDA COMPETENCIA PARA ELLO EN SUS RESPECTIVOS ESTATUTOS DE AUTONOMIA O, EN SU CASO, EN LAS CORRESPONDIENTES LEYES ORGANICAS DE TRANSFERENCIA DE COMPETENCIAS.

LA PRESENTE DISPOSICION, CUMPLIENDO EL MANDATO LEGAL Y HACIENDO USO DE LA HABILITACION DE POTESTAD REGLAMENTARIA OTORGADA, VIENE A ADAPTAR LO PREVISTO EN LAS CITADAS DISPOSICIONES LEGALES A LOS CENTROS DE ENSEÑANZAS ARTISTICAS (ESCUELAS DE ARTES APLICADAS Y OFICIOS ARTISTICOS, ESCUELAS DE CERAMICA Y RESTAURACION; CONSERVATORIOS DE MUSICA, ESCUELAS DE ARTE DRAMATICO, DANZA Y CANTO DESARROLLANDO SUS NORMAS EN LO QUE SE REFIERE A LA ESTRUCTURA Y FUNCIONAMIENTO DE LOS ORGANOS UNIPERSONALES Y COLEGIADOS, DESDE LA CONCEPCION PARTICIPATIVA QUE PARA LOS DISTINTOS SECTORES DE LA COMUNIDAD ESCOLAR ESTABLECE EL MANDATO LEGAL.

EN SU VIRTUD, CON EL INFORME DEL CONSEJO NACIONAL DE EDUCACION, DE ACUERDO CON EL CONSEJO DE ESTADO, A PROPUESTA DEL MINISTRO DE EDUCACION Y CIENCIA Y PREVIA DELIBERACION DEL CONSEJO DE MINISTROS EN SU REUNION DEL DIA 24 DE DICIEMBRE DE 1986,

DISPONGO:

TITULO PRIMERO

DISPOSICIONES GENERALES

ARTICULO 1. 1. LOS CENTROS PUBLICOS DE ENSEÑANZAS ARTISTICAS TENDRAN LOS SIGUIENTES ORGANOS DE GOBIERNO:

A) UNIPERSONALES: DIRECTOR, SECRETARIO, JEFE DE ESTUDIOS, Y EN CASO, VICEDIRECTOR Y VICESECRETARIO.

B) COLEGIADOS: CONSEJO ESCOLAR DEL CENTRO Y CLAUSTRO DE PROFESORES. DICHS CENTROS PUBLICOS TENDRAN, EN SU CASO, LOS DEMAS ORGANOS QUE DETERMINEN LOS RESPECTIVOS REGLAMENTOS ORGANICOS.

2. A LOS EFECTOS DE LO ESTABLECIDO EN EL APARTADO ANTERIOR, SE ENTENDERA POR CENTROS DE ENSEÑANZAS ARTISTICAS LAS ESCUELAS DE ARTES APLICADAS Y OFICIOS ARTISTICOS, ESCUELAS DE CERAMICA, RESTAURACION, CONSERVATORIOS DE MUSICA Y ESCUELAS DE ARTE DRAMATICO, DANZA Y CANTO.

ART. 2. LA PARTICIPACION DE LOS ALUMNOS, PADRES DE ALUMNOS, PROFESORES, PERSONAL DE ADMINISTRACION Y SERVICIOS Y AYUNTAMIENTO, EN LA GESTION DE LOS CENTROS PUBLICOS SE EFECTUARA DE CONFORMIDAD CON LO PREVISTO EN LA LEY ORGANICA REGULADORA DEL DERECHO A LA EDUCACION, A TRAVES DE CONSEJO ESCOLAR DEL CENTRO, SIN PERJUICIO DE LAS FUNCIONES PROPIAS DEL CLAUSTRO DE PROFESORES.

TEXTO:

TITULO II

ORGANOS UNIPERSONALES DE GOBIERNO

ART. 3 LOS ORGANOS UNIPERSONALES DE GOBIERNO CONSTITUYEN EL EQUIPO DIRECTIVO DEL CENTRO. EL MANDATO DE LOS CITADOS ORGANOS UNIPERSONALES SERA DE TRES AÑOS. CONTADOS A PARTIR DE SU NOMBRAMIENTO Y CORRESPONDIENTE TOMA DE POSESION.

CAPITULO PRIMERO
DEL DIRECTOR

- ART. 4 EL DIRECTOR DEL CENTRO SERA ELEGIDO POR EL CONSEJO ESCOLAR DEL CENTRO Y NOMBRADO POR EL DIRECTOR PROVINCIAL DEL MINISTERIO DE EDUCACION Y CIENCIA.
- ART. 5. LOS CANDIDATOS AL CARGO DE DIRECTOR DEBERAN SER PROFESORES CON DESTINO DEFINITIVO EN EL CENTRO, CON AL MENOS UN AÑO DE PERMANENCIA EN EL MISMO Y TRES DE DOCENCIA EN CENTROS PUBLICOS DE ENSEÑANZAS ARTISTICAS, SALVO LO DISPUESTO EN EL ARTICULO 8.
- ART. 6. LOS CANDIDATOS AL CARGO DE DIRECTOR DEBERAN PRESENTAR POR ESCRITO ANTE EL CONSEJO ESCOLAR, CON UNA ANTELACION MINIMA DE QUINCE DIAS RESPECTO A LA FECHA DE ELECCION, LAS LINEAS BASICAS DE SUS PROGRAMAS Y SUS MERITOS PROFESIONALES.
- ART. 7. LA ELECCION SE PRODUCIRA POR MAYORIA ABSOLUTA DE LOS MIEMBROS DEL CONSEJO ESCOLAR, Y LA VOTACION SE EFECTUARA MEDIANTE SUFRAGIO DIRECTO Y SECRETO ANTE LA MESA ELECTORAL CONSTITUIDA AL EFECTO. SI EN PRIMERA VOTACION NO SE PRODUJERA LA MAYORIA ABSOLUTA, SE PROCEDERA A UNA NUEVA CONVOCATORIA EN EL PLAZO DE CUARENTA Y OCHO HORAS, DIRIMIENDOSE TAMBIEN LA VOTACION POR MAYORIA ABSOLUTA.
- ART. 8. 1. EN CASO DE AUSENCIA DE CANDIDATOS, O CUANDO ESTOS NO OBTUVIERAN LA MAYORIA ABSOLUTA, EL DIRECTOR PROVINCIAL DEL MINISTERIO DE EDUCACION Y CIENCIA DESIGNARA DIRECTOR, CON CARACTER PROVISIONAL. DICHA DESIGNACION SE EFECTURARA, PREFERENTEMENTE, ENTRE PROFESORES DEL CENTRO Y, EN SU DEFECTO, ENTRE PROFESORES NUMERARIOS DE OTRO CENTRO DE ENSEÑANZAS ARTISTICAS PARA QUE, EN COMISION DE SERVICIOS Y CON EL INDICADO CARACTER PROVISIONAL, DESEMPEÑE LA FUNCION DIRECTIVA.
2. CUANDO SE TRATE DE CENTROS DE NUEVA CREACION, EL DIRECTOR PROVINCIAL DEL MINISTERIO DE EDUCACION Y CIENCIA DESIGNARA EL DIRECTOR, CON CARACTER PROVISIONAL.
3. EN TODOS LOS SUPUESTOS DE NOMBRAMIENTO PROVISIONAL DE DIRECTOR, LA DESIGNACION TENDRA EFECTO HASTA EL TERMINO DEL CURSO DE QUE SE TRATE.
- ART. 9. LA MESA ELECTORAL ESTARA INTEGRADA POR DOS PROFESORES, UN PADRE Y UN ALUMNO MAYOR DE CATORCE AÑOS. TODOS LOS INTEGRANTES DE LA MESA SERAN DESIGNADOS POR SORTEO, ACTUANDO DE PRESIDENTE EL PROFESOR DE MAYOR EDAD, Y DE SECRETARIO, EL DE MENOR EDAD.
- ART. 10. 1. LA CANDIDATURA QUE OBTENGA LA MAYORIA ABSOLUTA SERA REMITIDA POR LA MESA ELECTORAL AL DIRECTOR PROVINCIAL DEL MINISTERIO DE EDUCACION Y CIENCIA PARA SU CORRESPONDIENTE NOMBRAMIENTO.
2. EL NOMBRAMIENTO SE REALIZARA DURANTE EL PRIMER TRIMESTRE DEL CURSO ACADEMICO Y TENDRA EFECTO DESDE EL 1 DE ENERO SIGUIENTE.
- ART. 11. SERAN COMPETENCIAS DEL DIRECTOR:
- A) OSTENTAR OFICIALMENTE LA REPRESENTACION DEL CENTRO.
 - B) CUMPLIR Y HACER CUMPLIR LAS LEYES Y DEMAS DISPOSICIONES VIGENTES.
 - C) DIRIGIR Y COORDINAR TODAS LAS ACTIVIDADES DEL CENTRO DE ACUERDO CON LAS DISPOSICIONES VIGENTES, SIN PERJUICIO DE LAS COMPETENCIAS DEL CONSEJO ESCOLAR DEL CENTRO.
 - D) EJERCER LA JEFATURA DE TODO EL PERSONAL ADSCRITO AL CENTRO.
 - E) CONVOCAR Y PRESIDIR LOS ACTOS ACADEMICOS Y LAS REUNIONES DE TODOS LOS ORGANOS COLEGIADOS DEL CENTRO.
 - F) AUTORIZAR LOS GASTOS DE ACUERDO CON EL PRESUPUESTO DEL CENTRO, Y ORDENAR LOS PAGOS.
 - G) VISAR LAS CERTIFICACIONES Y DOCUMENTOS OFICIALES DEL CENTRO.
 - H) PROPONER EL NOMBRAMIENTO DE LOS CARGOS DIRECTIVOS.
 - I) EJECUTAR LOS ACUERDOS DE LOS ORGANOS COLEGIADOS EN EL AMBITO DE SU COMPETENCIA.
 - J) COORDINAR LA PARTICIPACION DE LOS DISTINTOS SECTORES DE LA COMUNIDAD ESCOLAR PROCURANDO LOS MEDIOS PRECISOS PARA LA MAS EFICAZ EJECUCION DE SUS RESPECTIVAS ATRIBUCIONES.
 - K) ELABORAR CON EL EQUIPO DIRECTIVO LA PROPUESTA DEL PLAN ANUAL DE ACTIVIDADES DEL CENTRO.
 - L) ELEVAR UNA MEMORIA ANUAL A LOS SERVICIOS PROVINCIALES DEL MINISTERIO DE EDUCACION Y CIENCIA SOBRE LAS ACTIVIDADES Y SITUACION GENERAL DEL CENTRO.
 - LL) FACILITAR LA ADECUADA COORDINACION CON LOS CENTROS DE PROFESORES Y OTROS SERVICIOS EDUCATIVOS DE SU DEMARCAACION Y SUMINISTRAR LA INFORMACION QUE LE SEA REQUERIDA POR LAS INSTANCIAS EDUCATIVAS COMPETENTES.
 - M) PROMOVER RELACIONES CON CENTROS E INSTITUCIONES QUE DESARROLLEN ACTIVIDADES

CONEXIONADAS CON LOS CONTENIDOS EDUCATIVOS DEL CENTRO, SIEMPRE QUE AFECTEN A ASPECTOS REFERENTES A LA FORMACION IMPARTIDA EN EL MISMO.

N) GARANTIZAR LA INFORMACION SOBRE LA VIDA DEL CENTRO A LOS DISTINTOS SECTORES DE LA COMUNIDAD ESCOLAR Y A SUS ORGANIZACIONES REPRESENTATIVAS, ASI COMO FACILITAR EL DERECHO DE REUNION DE LOS PROFESORES, ALUMNOS, PADRES DE ALUMNOS Y PERSONAL DE ADMINISTRACION Y SERVICIOS, DE ACUERDO CON LO DISPUESTO EN LA LEY ORGANICA 8/1985, DE 3 DE JULIO.

ART. 12. 1. EL DIRECTOR DEL CENTRO CESARA EN SUS FUNCIONES AL TERMINO DE SU MANDATO O AL PRODUCIRSE ALGUNA DE LAS CAUSAS SIGUIENTES:

- A) CUALQUIER SITUACION QUE IMPLIQUE DEJAR DE PERTENECER AL CLAUSTRO DE PROFESORES.
 - B) RENUNCIA MOTIVADA ACEPTADA POR LA AUTORIDAD QUE PROCEDIO AL NOMBRAMIENTO.
 - C) REOVACION POR LA MISMA AUTORIDAD, A PROPUESTA RAZONADA DEL CONSEJO ESCOLAR DEL CENTRO, PREVIO ACUERDO DE SUS MIEMBROS ADOPTADA POR MAYORIA DE DOS TERCIOS.
2. SI EL DIRECTOR CESARA ANTES DE TERMINAR SU MANDATO POR CUALQUIERA DE LAS CAUSAS ENUMERADAS EN EL APARTADO ANTERIOR, SE ESTARA A LO DISPUESTO EN EL ARTICULO 8, SIN PERJUICIO DE QUE SE PROCEDA A LA CONVOCATORIA DE ELECCIONES EN LOS PLAZOS PREVISTOS EN EL ARTICULO 25 DE ESTE REAL DECRETO.

ART. 13 NO OBSTANTE LO DISPUESTO EN EL ARTICULO ANTERIOR, LA AUTORIDAD QUE REALIZO EL NOMBRAMIENTO PODRA, MEDIANTE EXPEDIENTE ADMINISTRATIVO, CESAR O SUSPENDER AL DIRECTOR ANTES DEL TERMINO DE SU MANDATO CUANDO INCUMPLA GRAVEMENTE SUS FUNCIONES, PREVIO INFORME RAZONADO DEL CONSEJO ESCOLAR DEL CENTRO Y CON AUDIENCIA DEL INTERESADO.

CAPITULO II

DE LOS RESTANTES ORGANOS UNIPERSONALES DE GOBIERNO

ART. 14. 1. EL SECRETARIO Y EL JEFE DE ESTUDIOS Y, EN SU CASO, EL VICEDIRECTOR Y VICESECRETARIO, SERAN PROFESORES CON DESTINO DEFINITIVO EN EL CENTRO, ELEGIDOS POR EL CONSEJO ESCOLAR A PROPUESTA DEL DIRECTOR Y NOMBRADOS POR EL DIRECTOR PROVINCIAL DEL MINISTERIO DE EDUCACION Y CIENCIA.

2. LA ELECCION DE ESTOS ORGANOS UNIPERSONALES DE GOBIERNO SE REALIZARA POR SUFRAGIO DIRECTO Y SECRETO, SIENDO PRECISA LA MAYORIA ABSOLUTA DE LOS VOTOS DEL CONSEJO ESCOLAR DEL CENTRO. SI NO OBTUVIERA DICHA MAYORIA BASTARA PARA SU DESIGNACION LA MAYORIA SIMPLE EN SEGUNDA VOTACION. SI EN SEGUNDA VOTACION NO SE OBTUVIERAN LOS VOTOS REQUERIDOS, EL DIRECTOR PROVINCIAL DEL MINISTERIO DE EDUCACION Y CIENCIA PROCEDERA A ADOPTAR LAS MEDIDAS NECESARIAS PARA EL BUEN FUNCIONAMIENTO DEL CENTRO.

3. ELEGIDOS POR EL CONSEJO ESCOLAR LOS PROFESORES QUE HAN DE OCUPAR LOS CARGOS DE SECRETARIO Y JEFE DE ESTUDIOS, Y EN SU CASO, DE VICEDIRECTOR Y VICESECRETARIO, EL DIRECTOR DEL CENTRO REMITIRA LA PROPUESTA DE NOMBRAMIENTO AL DIRECTOR PROVINCIAL DEL MINISTERIO DE EDUCACION Y CIENCIA A EFECTOS DE LOS PREVISTO EN EL ARTICULO 10.2.

4. DICHS CARGOS CESARAN EN SUS FUNCIONES AL TERMINO DE SU MANDATO O AL PRODUCIRSE ALGUNA DE LAS CAUSAS SEÑALADAS PARA EL CESE DEL DIRECTOR EN LOS ARTICULOS 12 Y 13.

5. CUANDO SE PRODUZCA EL CESE DE ESTOS CARGOS, SE ESTARA A LO DISPUESTO EN EL ARTICULO 17.2, SIN PERJUICIO DE QUE EL DIRECTOR ADOpte LAS MEDIDAS PRECISAS PARA LA CONVOCATORIA DEL CONSEJO ESCOLAR, A EFECTOS DE CUBRIR EL CARGO VACANTE.

ART. 15. SERAN COMPETENCIAS DEL SECRETARIO:

- A) LA ORDENACION DEL REGIMEN ADMINISTRATIVO DEL CENTRO DE CONFORMIDAD CON LAS DIRECTRICES DEL DIRECTOR.
- B) ACTUAR COMO SECRETARIO DE LOS ORGANOS COLEGIADOS DEL CENTRO, LEVANTAR ACTAS DE LAS SESIONES Y DAR FE DE LOS CUERDOS CON EL VISTO BUENO DEL DIRECTOR.
- C) CUSTODIAR LOS LIBROS Y ARCHIVOS DEL CENTRO.
- D) EXPEDIR LAS CERTIFICACIONES QUE SOLICITEN LAS AUTORIDADES Y LOS INTERESADOS O SUS REPRESENTANTES.
- E) FORMULAR EL INVENTARIO GENERAL DEL CENTRO Y MANTENERLO ACTUALIZADO.
- F) EJERCER, POR DELEGACION DEL DIRECTOR Y BAJO SU AUTORIDAD, LA JEFATURA DEL PERSONAL DE ADMINISTRACION Y SERVICIOS DEL CENTRO.
- G) ELABORAR EL ANTEPROYECTO DE PRESUPUESTO DEL CENTRO.
- H) CUALQUIERA OTRA FUNCION QUE LE ENCOMIENDE EL DIRECTOR DENTRO DE SU AMBITO DE COMPETENCIA.

ART. 16. SERAN COMPETENCIA DEL JEFE DE ESTUDIOS:

- A) COORDINAR Y VELAR POR LA EJECUCION DE LAS ACTIVIDADES DE CARACTER ACADEMICO

- DE PROFESORES Y ALUMNOS EN RELACION CON EL PLAN ANUAL DEL CENTRO.
- B) CONFECCIONAR LOS HORARIOS ACADEMICOS EN COLABORACION CON LOS RESTANTES ORGANOS UNIPERSONALES Y VELAR POR SU ESTRICTO CUMPLIMIENTO.
 - C) COORDINAR LAS ACTIVIDADES DE LOS ORGANOS UNIPERSONALES DE CARACTER ACADEMICO.
 - D) COORDINAR LAS ACTIVIDADES DE ORIENTACION ESCOLAR Y PROFESIONAL, ASI COMO LAS ACTIVIDADES DE LOS SERVICIOS DE APOYO QUE INCIDAN EN EL CENTRO.
 - E) VELAR POR EL CUMPLIMIENTO DE LOS CRITERIOS QUE FIJE EL CLAUSTRO DE PROFESORES SOBRE LA LABOR DE EVALUACION Y RECUPERACION DE LOS ALUMNOS.
 - F) CUSTODIAR Y DISPONER LA UTILIZACION DEL MATERIAL DIDACTICO.
 - G) PROGRAMAR Y COORDINAR EL DESARROLLO DE LAS ACTIVIDADES ESCOLARES COMPLEMENTARIAS Y DE SERVICIOS SIGUIENDO LAS DIRECTRICES DEL CONSEJO ESCOLAR DEL CENTRO.
 - H) ORGANIZAR LOS ACTOS ACADEMICOS.
 - I) CUALQUIER OTRA FUNCION QUE LE PUEDA SER ENCOMENDADA POR EL DIRECTOR DENTRO DE SU AMBITO DE COMPETENCIA.
 - J) SUSTITUIR AL DIRECTOR EN CASO DE AUSENCIA O ENFERMEDAD, CUANDO EN EL CENTRO NO EXISTA VICEDIRECTOR.

ART. 17. 1. SERAN FUNCIONES DEL VICEDIRECTOR Y VICESECRETARIO LAS QUE EL DIRECTOR LES ENCOMIENDE EXPRESAMENTE EN RELACION CON LA DIRECCION Y LA GESTION ECONOMICA Y ADMINISTRATIVA DEL CENTRO, RESPECTIVAMENTE.

2. EN CASO DE AUSENCIA O ENFERMEDAD DEL DIRECTOR SE HARA CARGO DE SUS FUNCIONES EL VICEDIRECTOR DEL CENTRO. ASIMISMO, CORRESPONDERA AL VICESECRETARIO LA SUSTITUCION DEL SECRETARIO EN LOS MISMOS SUPUESTOS. CUANDO NO EXISTA VICESECRETARIO, LA SUSTITUCION CORRESPONDERA AL PROFESOR QUE DESIGNE EL DIRECTOR DEL CENTRO, PREVIA COMUNICACION AL CONSEJO ESCOLAR. ESTE PROCEDIMIENTO SE UTILIZARA TAMBIEN PARA SUSTITUIR AL JEFE DE ESTUDIOS.

TEXTO:

TITULO III

ORGANOS COLEGIADOS DE GOBIERNO

CAPITULO PRIMERO

EL CONSEJO ESCOLAR

SECCION 1. COMPOSICION

ART. 18. EL CONSEJO ESCOLAR DEL CENTRO ES EL ORGANO PROPIO DE PARTICIPACION EN EL MISMO DE LOS DIFERENTES MIEMBROS DE LA COMUNIDAD ESCOLAR.

ART. 19 EN LOS CENTROS PUBLICOS DE ENSEÑANZAS ARTISTICAS EL CONSEJO ESCOLAR ESTARA INTEGRADO POR LOS SIGUIENTES MIEMBROS:

- A) EL DIRECTOR DEL CENTRO, QUE SERA SU PRESIDENTE.
- B) EL JEFE DE ESTUDIOS.
- C) UN CONCEJAL O REPRESENTANTE DEL AYUNTAMIENTO EN CUYO TERMINO MUNICIPAL SE HALLE RADICADO EL CENTRO.
- D) EL NUMERO DE PROFESORES ELEGIDOS POR EL CLAUSTRO, QUE PARA CADA TIPO DE CENTRO, SE DETERMINARA EN EL ARTICULO 20.
- E) EL NUMERO DE REPRESENTANTES DE LOS PADRES Y DE LOS ALUMNOS QUE, PARA CADA TIPO DE CENTRO, SE DETERMINARA EN LOS ARTICULOS 21 Y 22.
- F) UN REPRESENTANTE DEL PERSONAL DE ADMINISTRACION Y DE SERVICIOS.
- G) EL SECRETARIO DEL CENTRO, QUE ACTUARA DE SECRETARIO DEL CONSEJO ESCOLAR, CON VOZ PERO SIN VOTO.

ART. 20. EL NUMERO DE PROFESORES ELEGIDOS POR EL CLAUSTRO PARA SU REPRESENTACION EN EL CONSEJO ESCOLAR DEL CENTRO SERA EL SIGUIENTE:

- A) EN LAS ESCUELAS DE ARTES APLICADAS Y OFICIOS ARTISTICOS, CINCO PROFESORES EN LOS CENTROS CON MATRICULA SUPERIOR A 1.000 ALUMNOS, CUATRO EN LOS CENTROS CON MATRICULA SUPERIOR A 500 E INFERIOR A 1000, Y TRES EN LOS CENTROS CON MATRICULA INFERIOR A 500.
- B) EN LAS ESCUELAS DE CERAMICA Y EN LAS DE RESTAURACION, CUATRO PROFESORES.
- C) EN LOS CONSERVATORIOS SUPERIORES DE MUSICA, OCHO PROFESORES; EN LOS CONSERVATORIOS PROFESIONALES DE MUSICA, SEIS PROFESORES; EN LOS CONSERVATORIOS ELEMENTALES DE MUSICA, CUATRO PROFESORES.
- D) EN LAS ESCUELAS DE ARTE DRAMATICO Y DANZA, SEIS PROFESORES; TRES DE LA SECCION DE ARTE DRAMATICO Y TRES DE LA DE DANZA.

E) EN LA ESCUELA DE DANZA, TRES PROFESORES.

F) EN LA ESCUELA SUPERIOR DE CANTO, CUATRO PROFESORES.

ART. 21. EL NUMERO DE REPRESENTANTES DE LOS PADRES DE ALUMNOS EN EL CONSEJO ESCOLAR DEL CENTRO SERA EL SIGUIENTE:

A) EN LOS CONSERVATORIOS SUPERIORES DE MUSICA, TRES PADRES DE ALUMNOS MATRICULADOS EN LOS GRADOS ELEMENTAL Y PROFESIONAL.

B) EN LOS CONSERVATORIOS PROFESIONALES DE MUSICA, TRES PADRES.

C) EN LOS CONSERVATORIOS ELEMENTALES DE MUSICA, TRES PADRES.

D) EN LAS ESCUELAS DE ARTE DRAMATICO Y DANZA, DOS PADRES DE LA SECCION DE DANZA.

E) EN LA ESCUELA DE DANZA, DOS PADRES.

ART. 22. EL NUMERO DE REPRESENTANTES DE LOS ALUMNOS EN EL CONSEJO ESCOLAR DEL CENTRO SERA EL SIGUIENTE:

A) EN LAS ESCUELAS DE ARTES APLICADAS Y OFICIOS ARTISTICOS, CINCO ALUMNOS EN LOS CENTROS CON MATRICULA SUPERIOR A 1.000, CUATRO ALUMNOS EN LOS CENTROS CON MATRICULA SUPERIOR A 500 E INFERIOR A 1.000 Y TRES ALUMNOS EN LOS CENTROS DE MATRICULA INFERIOR A 500.

B) EN LAS ESCUELAS DE CERAMICA Y RESTAURACION, CUATRO ALUMNOS. C) EN LOS CONSERVATORIOS SUPERIORES DE MUSICA, CINCO ALUMNOS DE LOS GRADOS ELEMENTAL, PROFESIONAL Y SUPERIOR. DE ELLOS, UNO DE GRADO ELEMENTAL MAYOR DE ONCE AÑOS; DOS DE GRADO MEDIO Y DOS DE GRADO SUPERIOR.

D) EN LOS CONSERVATORIOS PROFESIONALES DE MUSICA, DOS ALUMNOS DE GRADO MEDIO Y UNO DEL GRADO ELEMENTAL MAYOR DE ONCE AÑOS.

E) EN LOS CONSERVATORIOS ELEMENTALES DE MUSICA, UN ALUMNO MAYOR DE ONCE AÑOS.

F) EN LAS ESCUELAS DE ARTE DRAMATICO Y DANZA, TRES ALUMNOS DE LA SECCION DE ARTE DRAMATICO Y UNO DE LOS DE ALGUNO DE LOS TRES ULTIMOS CURSOS DE LA SECCION DE DANZA.

G) EN LA ESCUELA DE DANZA, UN ALUMNO MAYOR DE ONCE AÑOS.

H) EN LA ESCUELA SUPERIOR DE CANTO, CUATRO ALUMNOS.

ART. 23. LOS REPRESENTANTES DE LOS ALUMNOS DEL GRADO ELEMENTAL DE LOS CONSERVATORIOS Y DE LOS TRES PRIMEROS AÑOS DE LA ESCUELA DE DANZA, NO INTERVENDRAN EN LOS CASOS DE ELECCION DEL DIRECTOR, DESIGNACION DEL EQUIPO DIRECTIVO Y PROPUESTA DE REVOCACION DEL NOMBRAMIENTO DEL DIRECTOR.

ART. 24. AL CONSEJO ESCOLAR DEL CENTRO PODRAN ASISTIR EL VICEDIRECTOR Y EL VICESECRETARIO CON VOZ, PERO SIN VOTO, CUANDO SE TRATE DE ASUNTOS QUE HAYAN SIDO ENCOMENDADOS EXPRESAMENTE A LOS MISMOS.

SECCION 2. PROCEDIMIENTO DE SELECCION

A) INICIACION DEL PROCEDIMIENTO

ART. 25. EL PROCEDIMIENTO DE ELECCION DE LOS MIEMBROS DEL CONSEJO ESCOLAR DE LOS CENTROS PUBLICOS DE ENSEÑANZAS ARTISTICAS SE DESARROLLARA EN EL PRIMER TRIMESTRE DEL CORRESPONDIENTE CURSO ACADEMICO Y DENTRO DEL PERIODO LECTIVO. LA FECHA DE CELEBRACION DE LAS ELECCIONES SE FIJARA POR EL MINISTERIO DE EDUCACION Y CIENCIA, CON UN MES DE ANTELACION.

ART. 26. 1. A EFECTOS DE LA ORGANIZACION DEL PROCEDIMIENTO DE ELECCION, SE CONSTITUIRA EN CADA CENTRO UNA JUNTA COMPUESTA POR LOS SIGUIENTES MIEMBROS: EL DIRECTOR DEL CENTRO, UN PROFESOR, UN PADRE, UN ALUMNO Y UN REPRESENTANTE DEL PERSONAL DE ADMINISTRACION Y DE SERVICIOS, SIENDO DESIGNADOS POR SORTEO LOS CUATRO ULTIMOS.

2. EN LOS CONSERVATORIOS DE MUSICA EL ALUMNO DEBERA PERTENECER AL GRADO PROFESIONAL O SUPERIOR. EN LAS ESCUELAS DE ARTE DRAMATICO Y DANZA, EL ALUMNO DEBERA PERTENECER A LA SECCION DE ARTE DRAMATICO O A LOS TRES ULTIMOS CURSOS DE LA SECCION DE DANZA.

3. EN LOS CONSERVATORIOS SUPERIORES DE MUSICA, EL PADRE DEBERA SERLO DE UN ALUMNO MATRICULADO EN EL GRADO PROFESIONAL O ELEMENTAL. EN LA ESCUELA DE ARTE DRAMATICO Y DANZA EL PADRE DEBERA SERLO DE UN ALUMNO MATRICULADO EN LA SECCION DE DANZA.

4. EN AQUELLOS CENTROS DONDE DE ACUERDO CON EL ARTICULO 21, LOS PADRES DE LOS ALUMNOS NO TENGAN REPRESENTACION EN EL CONSEJO ESCOLAR, TAMPOCO FORMARAN PARTE DE LA JUNTA ELECTORAL.

ART. 27. 1. SERAN COMPETENCIAS DE DICHA JUNTA LAS SIGUIENTES:

A) APROBACION Y PUBLICACION DE LOS CENSOS ELECTORALES, QUE COMPRENDERAN, EN TODO CASO, NOMBRE, APELLIDOS Y DOMICILIO DE LOS ELECTORES.

B) ORDENACION DEL PROCESO ELECTORAL.

C) ADMISION Y PROCLAMACION DE CANDIDATURAS.

D) PROMOCION DE LA CONSTITUCION DE LA MESA ELECTORAL.

E) RESOLUCION DE LAS RECLAMACIONES PRESENTADAS CONTRA LAS RESOLUCIONES DE LA MESA ELECTORAL.

F) PROCLAMACION DE LOS CANDIDATOS ELEGIDOS Y REMISION DE LAS CORRESPONDIENTES ACTAS A LA AUTORIDAD ADMINISTRATIVA COMPETENTE.

2. SERAN ELECTORES Y ELEGIBLES TODOS LOS MIEMBROS DE LA COMUNIDAD ESCOLAR, PERO SOLO PODRAN SER ELEGIDOS POR EL SECTOR CORRESPONDIENTE DE DICHA COMUNIDAD.

ART. 28. LA JUNTA QUE HA DE DIRIGIR EL PROCEDIMIENTO DE ELECCION SOLICITARA DEL AYUNTAMIENTO EN CUYO TERMINO MUNICIPAL SE HALLE RADICADO EL CENTRO LA DESIGNACION DEL CONCEJAL O REPRESENTANTE DEL MUNICIPIO QUE HAYA DE FORMAR PARTE DEL CONSEJO ESCOLAR.

B) ELECCION DE LOS REPRESENTANTES DEL PROFESORADO

ART. 29. LOS REPRESENTANTES SERAN ELEGIDOS POR EL CLAUSTRO Y EN EL SENO DE ESTE. EL VOTO SERA DIRECTO, SECRETO Y NO DELEGABLE.

ART. 30. A LOS EFECTOS DE LOS DISPUESTO EN EL ARTICULO ANTERIOR, SE PROCEDERA A CONVOCAR EL CLAUSTRO, DANDO LECTURA A LAS NORMAS DE ESTE REGLAMENTO RELATIVA AL PROCEDIMIENTO DE ELECCION DE LOS REPRESENTANTES DE LOS PROFESORES EN EL CONSEJO ESCOLAR DEL CENTRO. EN DICHA SESION SE FIJARA LA FECHA DE CELEBRACION DEL CLAUSTRO DE CARACTER EXTRAORDINARIO, EN EL QUE, COMO UNICO PUNTO DE ORDEN DEL DIA, FIGURARA EL ACTO DE ELECCION Y PROCLAMACION DE PROFESORES ELECTOS.

ART. 31. EN LA SESION DEL CLAUSTRO EXTRAORDINARIO, A QUE SE REFIERE EL ARTICULO ANTERIOR, SE CONSTITUIRA UNA MESA ELECTORAL. DICHA MESA ESTARA INTEGRADA POR EL DIRECTOR DEL CENTRO, QUE ACTUARA DE PRESIDENTE DE LA MISMA; EL PROFESOR DE MAYOR ANTIGUEDAD Y EL DE MENOR ANTIGUEDAD EN EL CUERPO DE PROCEDENCIA, RESPECTIVAMENTE, ACTUANDO ESTE ULTIMO DE SECRETARIO DE LA MESA. CUANDO EN UN CENTRO COINCIDAN VARIOS PROFESORES DE MAYOR O MENOR ANTIGUEDAD, FORMARA PARTE DE LA MESA EL DE MAYOR EDAD, EN EL PRIMER CASO, Y EL DE MENOR EDAD EN EL SEGUNDO.

ART. 32. EL QUORUM SERA EL DE LA MITAD MAS UNO DE LOS COMPONENTES DEL CLAUSTRO. SI NO EXISTIERA QUORUM SE EFECTUARA NUEVA CONVOCATORIA VEINTICUATRO HORAS DESPUES DE LA SEÑALADA PARA LA PRIMERA, SIENDO PRECEPTIVO EL QUORUM SEÑALADO.

ART. 33. CADA PROFESOR HARA CONSTAR EN SU PAPELETA UN MAXIMO DE NOMBRES EQUIVALENTES A LOS DOS TERCIOS DEL NUMERO DE PROFESORES QUE DEBAN SER ELEGIDOS.

C) ELECCION DE REPRESENTANTES DE PADRES

ART. 34. LA REPRESENTACION DE LOS PADRES EN EL CONSEJO ESCOLAR DEL CENTRO CORRESPONDERA A ESTOS O A LOS REPRESENTANTES LEGALES DE LOS ALUMNOS, SEA CUAL FUERE EL NUMERO DE HIJOS ESCOLARIZADOS EN EL CENTRO. EL DERECHO A ELEGIR Y SER ELEGIDO CORRESPONDE AL PADRE O A LA MADRE, Y EN SU CASO, A LOS TUTORES LEGALES. EN LOS CASOS EN QUE LA PATRIA POTESTAD DE LOS HIJOS SE ENCUENTRE CONFERIDA A UNO SOLO DE LOS PROGENITORES, LAS CONDICIONES DE ELECTOR Y ELEGIBLE LE CONCERNIRAN EXCLUSIVAMENTE A EL.

ART. 35. CUANDO DE ACUERDO CON EL ARTICULO 21, LOS PADRES DE ALUMNOS TENGAN REPRESENTACION EN EL CONSEJO ESCOLAR, SERAN ELECTORES Y ELEGIBLES TODOS LOS PADRES O TUTORES LEGALES DE LOS CORRESPONDIENTES ALUMNOS MATRICULADOS OFICIALMENTE EN EL CENTRO Y QUE, POR TANTO, DEBERAN FIGURAR EN EL CENSO. LA ELECCION SE PRODUCIRA ENTRE LOS CANDIDATOS ADMITIDOS POR LA JUNTA, A QUE SE REFIERE EL ARTICULO 26 DE ESTE REGLAMENTO.

ART. 36. LA ELECCION DE LOS PADRES DE LOS ALUMNOS ESTARA PRECEDIDA POR LA CONSTITUCION DE LA MESA ENCARGADA DE PRESIDIR LA VOTACION, CONSERVAR EL ORDEN, VELAR POR LA PUREZA DEL SUFRAGIO Y REALIZAR EL ESCRUTINIO.

ART. 37. LA MESA ELECTORAL INTEGRADA POR EL DIRECTOR DEL CENTRO, QUE ACTUARA DE PRESIDENTE Y CUATRO PADRES O TUTORES LEGALES DESIGNADOS POR SORTEO, ACTUANDO DE SECRETARIO EL DE MENOR EDAD. LA MESA DEBERA PREVER EL NOMBRAMIENTO DE SUPLENTE, DESIGNADOS TAMBIEN POR SORTEO.

ART. 38. PODRAN ACTUAR COMO SUPERVISORES, DE LA VOTACION LOS PADRES O TUTORES LEGALES DE LOS ALUMNOS MATRICULADOS EN EL CENTRO, PROPUESTOS POR UNA ASOCIACION DE PADRES DE ALUMNOS EN EL CENTRO AVALADOS PARA ELLO POR LA FIRMA DE DIEZ ELECTORES.

ART. 39. CADA PADRE HARA CONSTAR EN SU PAPELETA UN MAXIMO DE NOMBRES EQUIVALENTE A LOS DOS TERCIOS DEL NUMERO DE PADRES QUE DEBAN SER ELEGIDOS. EL VOTO SERA DIRECTO, SECRETO Y NO DELEGABLE.

ART. 40. CON LA FINALIDAD DE CONSEGUIR LA MAYOR PARTICIPACION POSIBLE, LOS PADRES DE LOS ALUMNOS PODRAN UTILIZAR EL VOTO POR CORREO. A TAL EFECTO, LAS CARTAS CONTENIENDO EL VOTO DEBERAN SER ENVIADAS A LA MESA ELECTORAL DEL CENTRO ANTES DE LA REALIZACION DEL ESCRUTINIO MEDIANTE UN PROCEDIMIENTO QUE GARANTICE EL SECRETO DEL VOTO Y LA IDENTIFICACION DEL ELECTOR

D) ELECCION DE LOS REPRESENTANTES DE LOS ALUMNOS

ART. 41. LOS REPRESENTANTES DE LOS ALUMNOS EN EL CONSEJO ESCOLAR SE ELEGIRAN POR QUIENES ESTEN MATRICULADOS EN EL CENTRO CON CARACTER OFICIAL. SERAN ELECTORES Y ELEGIBLES LOS ALUMNOS OFICIALES DE LAS ESCUELAS DE ARTES APLICADAS Y OFICIOS ARTISTICOS, CERAMICA Y RESTAURACION; LOS LOS ALUMNOS OFICIALES DE LOS GRADOS PROFESIONAL Y SUPERIOR DE LOS CONSERVATORIOS DE MUSICA; LOS ALUMNOS OFICIALES DE LA SECCION DE DANZA, Y LOS ALUMNOS OFICIALES DE LA ESCUELA SUPERIOR DE CANTO.

EN EL CASO DE LAS ESCUELAS DE DANZA Y DE LOS CONSERVATORIOS DE MUSICA, DICHS ALUMNOS DEBERAN SER MAYORES DE ONCE AÑOS.

ART. 42. LA MESA ELECTORAL ESTARA CONSTITUIDA POR EL DIRECTOR DEL CENTRO, QUE ACTUARA DE PRESIDENTE, Y DOS ALUMNOS ELEGIBLES DESIGNADOS POR SORTEO, UNO DE LOS CUALES ACTUARA DE SECRETARIO.

ART. 43. CADA ALUMNO HARA CONSTAR EN SU PAPELETA UN MAXIMO DE NOMBRES EQUIVALENTE A LOS DOS TERCIOS DEL NUMERO DE ALUMNOS QUE DEBAN SER ELEGIDOS. EL VOTO SERA DIRECTO, SECRETO Y NO DELEGABLE.

ART. 44. PODRAN ACTUAR DE SUPERVISORES DE LA VOTACION LOS ALUMNOS QUE SEA PROPUESTOS POR UNA ASOCIACION DE ALUMNOS DEL CENTRO O AVALADOS POR LA FIRMA DE DIEZ EL ECTORES.

E) ELECCION DE LOS REPRESENTANTES DEL PERSONAL DE ADMINISTRACION Y SERVICIOS
ART. 45. EL REPRESENTANTE DEL PERSONAL DE ADMINISTRACION Y DE SERVICIOS SERA ELEGIDO POR EL PERSONAL QUE REALIZA EN EL CENTRO FUNCIONES DE ESTA NATURALEZA, SIEMPRE QUE ESTE VINCULADO AL MISMO POR RELACION JURIDICA ADMINISTRATIVA O LABORAL. TODO PERSONAL DE ADMINISTRACION Y DE SERVICIOS DEL CENTRO QUE REUNA LOS REQUISITOS INDICADOS TIENE LA CONDICION DE ELECTOR Y ELEGIBLE.

ART. 46. PARA LA ELECCION DE REPRESENTANTE EN EL CONSEJO ESCOLAR DEL PERSONAL DE ADMINISTRACION Y DE SERVICIOS SE CONSTITUIRA UNA MESA INTEGRADA POR EL DIRECTOR, QUE ACTUARA DE PRESIDENTE, EL SECRETARIO DEL CENTRO Y EL MIEMBRO DEL CITADO PERSONAL CON MAS ANTIGUEDAD EN EL CENTRO DOCENTE. EN EL SUPUESTO DE QUE EL ELECTORADO SEA INFERIOR A CINCO, LA VOTACION SE REALIZARA ANTE LA MESA ELECTORAL DEL PROFESORADO EN URNAS SEPARADAS.

ART. 47. LA VOTACION SE EFECTUARA MEDIANTE SUFRAGIO DIRECTO, SECRETO Y NO DELEGABLE. CADA VOTANTE DEPOSITARA EN LA MESA ELECTORAL UNA PAPELETA EN LA QUE HARA CONSTAR EL NOMBRE DE LA PERSONA A QUE OTORGUE SU REPRESENTACION.

F) TERMINACION DEL PROCEDIMIENTO

ART. 48. EN CADA UNO DE LOS ACTOS ELECTORALES, UNA VEZ FINALIZADA LA VOTACION SE PROCEDERA POR LA MESA AL ESCRUTINIO DE LOS VOTOS. EFECTUANDO EL RECUENTO DE LOS VOTOS QUE SERA PUBLICO, SE EXTENDERA UN ACTA QUE FIRMARAN TODOS LOS COMPONENTES DE LA MESA, EN LA QUE SE HARA CONSTAR LOS REPRESENTANTES ELEGIDOS POR EL MAYOR NUMERO DE VOTOS. EL ACTA SERA ENVIADA A LA JUNTA ELECTORAL DEL CENTRO A EFECTOS DE LA PROCLAMACION DE LOS DISTINTOS CANDIDATOS ELEGIDOS, REMITIENDO COPIA A LA DIRECCION PROVINCIAL DEL MINISTERIO DE EDUCACION Y CIENCIA.

ART. 49. CUANDO SE PRODUZCA EMPATE EN LAS VOTACIONES, LA ELECCION SE DERIMIRA POR SORTEO.

ART. 50. EN PREVISION DE SUSTITUCIONES FUTURAS DE LOS CANDIDATOS PROCLAMADOS SE HARA CONSTAR EN EL ACTA LOS NOMBRES DE TODOS LOS QUE HUBIEREN OBTENIDO VOTOS Y EL NUMERO DE ESTOS QUE A CADA UNO DE AQUELLOS HUBIERE CORRESPONDIDO.

ART. 51. EL ACTO DE PROCLAMACION DE LOS CANDIDATOS ELEGIDOS SE REALIZARA POR LA JUNTA ELECTORAL DEL CENTRO, TRAS EL ESCRUTINIO REALIZADO PO LA MESA Y LA RECEPCION DE LAS CORRESPONDIENTES ACTAS. CONTRA LAS DECISIONES DE DICHA JUNTA SE PODRA RECLAMAR ANTE EL DIRECTOR PROVINCIAL DE MINISTERIO DE EDUCACION Y CIENCIA, CUYA RESOLUCION PONDRÁ FIN A LA VIA ADMINISTRATIVA.

ART. 52. LOS GASTOS QUE ORIGINEN LAS ACTIVIDADES ELECTORALES, EXCEPTO LOS OCASIONADOS POR LA PROPAGANDA, SERA SUFRAGADOS CON CARGO A LOS CREDITOS ASIGNADOS PARA EL FUNCIONAMIENTO DEL CENTRO.

SECCION 3. CONSTITUCION DEL CONSEJO ESCOLAR DEL CENTRO Y ATRIBUCIONES

ART. 53. EN EL PLAZO DE DIEZ DIAS, A CONTAR DESDE LA FECHA DE PROCLAMACION DE

LOS CANDIDATOS ELECTOS POR LA JUNTA QUE HA ORGANIZADO EL PROCEDIMIENTO DE ELECCION, EL DIRECTOR CONVOCARA A LOS DISTINTOS MIEMBROS PARA LA SESION DE CONSTITUCION DEL CONSEJO ESCOLAR.

ART. 54. SI ALGUNO DE LOS SECTORES DE LA COMUNIDAD ESCOLAR DEL CENTRO NO ELEGIERA SUS REPRESENTANTES EN EL CONSEJO ESCOLAR POR CAUSAS IMPUTABLES A DICHS SECTORES, ESTE HECHO NO INVALIDARA LA CONSTITUCION DEL CONSEJO ESCOLAR. A TALES EFECTOS, EL DIRECTOR PROVINCIA DEL MINISTERIO DE EDUCACION Y CIENCIA TOMARA LAS MEDIDAS OPORTUNAS PARA LA CONSTITUCION DE ESTE ORGANO COLEGIADO.

ART. 55. LAS REUNIONES DEL CONSEJO ESCOLAR DEL CENTRO SE CELEBRARAN EN EL DIA Y CON EL HORARIO QUE GARANTICE LA ASISTENCIA DE TODOS LOS SECTORES REPRESENTADOS EN EL MISMO.

ART. 56. EN EL SENO DEL CONSEJO ESCOLAR DEL CENTRO EXISTIRA UNA COMISION ECONOMICA, INTEGRADA POR EL DIRECTOR, UN PROFESOR, UN PADRE DE ALUMNO O UN ALUMNO, EN EL CASO DE AQUELLOS CENTROS EN CUYO CONSEJO ESCOLAR NO FIGUREN LOS PADRES DE ALUMNOS. EN AQUELLOS CENTROS A CUYO SOSTENIMIENTO COOPEREN LAS CORPORACIONES LOCALES FORMARA PARTE DE DICHA COMISION EL CONCEJAL O REPRESENTANTE DEL AYUNTAMIENTO MIEMBRO DEL CONSEJO ESCOLAR.

ART. 57. CONSTITUIDO EL CONSEJO ESCOLAR DEL CENTRO Y EN LA PRIMERA REUNION DEL MISMO, LOS PROFESORES DEL CONSEJO ELEGIRAN DE ENTRE ELLOS MISMOS AL PROFESOR QUE DEBE FORMAR PARTE DE LA COMISION ECONOMICA. DE MODO ANALOGO LOS PADRES O LOS ALUMNOS, EN SU CASO, ELEGIRAN, DE ENTRE ELLOS, A QUIENES HAYAN DE REPRESENTARLES EN LA CITADA COMISION.

ART. 58. LOS MIEMBROS ELECTIVOS DEL CONSEJO ESCOLAR DEL CENTRO, ASI COMO DE LA COMISION ECONOMICA, SE RENOVARA CADA DOS AÑOS. AQUELLOS CONSEJEROS QUE EN EL TRANSCURSO DE ESTE TIEMPO DEJARAN DE TENER LOS REQUISITOS NECESARIOS PARA PERTENECER AL CONSEJO O A LA COMISION, SERAN SUSTITUIDOS POR LOS SIGUIENTES CANDIDATOS EN NUMERO DE VOTOS OBTENIDOS. IGUAL PROCEDIMIENTO SE SEGUIRA PARA CUBRIR VACANTES QUE SE PRODUZCAN POR CUALQUIER OTRA CIRCUNSTANCIA.

ART. 59. EL CONSEJO ESCOLAR TENDRA LAS SIGUIENTES ATRIBUCIONES:

- A) ELEGIR EL DIRECTOR Y DESIGNAR EL EQUIPO DIRECTIVO POR EL PROPUESTO.
- B) PROPONER LA REVOCACION DEL NOMBRAMIENTO DE DIRECTOR, PREVIO ACUERDO DE SUS MIEMBROS ADOPTADO POR MAYORIA DE DOS TERCIOS.
- C) DECIDIR SOBRE LA ADMISION DE ALUMNOS, CON SUJECCION ESTRICTA A LO ESTABLECIDO EN LA LEGISLACION VIGENTE.
- D) RESOLVER LOS CONFLICTOS E IMPONER LAS SANCIONES EN MATERIA DE DISCIPLINA DE ALUMNOS DE ACUERDO CON LAS NORMAS QUE REGULEN LOS DERECHOS Y DEBERES DE LOS MISMOS.
- E) APROBAR EL PROYECTO DE PRESUPUESTO DE CENTRO.
- F) APROBAR Y EVALUAR LA PROGRAMACION GENERAL DEL CENTRO QUE, CON CARACTER ANUAL, ELABORE EL EQUIPO DIRECTIVO.
- G) ELABORAR LAS DIRECTRICES DE LA PROGRAMACION Y DESARROLLO DE LAS ACTIVIDADES ESCOLARES COMPLEMENTARIAS, VISITAS Y VIAJES CULTURALES.
- H) ESTABLECER LOS CRITERIOS SOBRE LA PARTICIPACION DEL CENTRO EN ACTIVIDADES CULTURALES, DEPORTIVAS Y RECREATIVAS, ASI COMO AQUELLAS ACCIONES ASISTENCIALES A LAS QUE EL CENTRO PUDIERA PRESTAR SU COLABORACION.
- I) ESTABLECER LAS RELACIONES DE COLABORACION CON OTROS CENTROS CON FINES CULTURALES Y EDUCATIVOS.
- J) APROBAR EL REGLAMENTO DE REGIMEN INTERIOR DEL CENTRO.
- K) PROMOVER LA RENOVACION DE LAS INSTALACIONES Y EQUIPO ESCOLAR, ASI COMO VIGILAR SU CONSERVACION.
- L) SUPERVISAR LA ACTIVIDAD GENERAL DEL CENTRO EN LOS ASPECTOS ADMINISTRATIVOS Y DOCENTES.
- LL) INFORMAR LA MEMORIA ANUAL SOBRE ACTIVIDADES Y SITUACION GENERAL DEL CENTRO
- M) CONOCER LA EVOLUCION DEL RENDIMIENTO ESCOLAR GENERAL DEL CENTRO A TRAVES DE LOS RESULTADOS DE LAS EVALUACIONES.
- N) CONOCER LAS RELACIONES DEL CENTRO CON LAS INSTITUCIONES DE SU ENTORNO, EN ESPECIAL CON LOS ORGNANISMOS PUBLICOS QUE LLEVAN A CABO TAREAS DE RESPONSABILIDAD EN MATERIA EDUCATIVA.
- EÑE) CONOCER LAS RELACIONES CON LOS CENTROS E INSTITUCIONES DE LA RESPECTIVA AREA PROFESIONAL, ESPECIALMENTE LAS QUE AFECTEN A ASPECTOS REFERENTES A LA FORMACION.

ART. 60. EL CONSEJO ESCOLAR DEL CENTRO SE REUNIRA UNA VEZ AL TRIMESTRE Y SIEMPRE QUE LO CONVOQUE SU PRESIDENTE O LO SOLICITE, AL MENOS, UN TERCIO DE SUS

MIEMBROS. EN TODO CASO, SERA PRECEPTIVA UNA REUNION A PRINCIPIO DE CURSO Y OTRA A FINAL DEL MISMO.

TEXTO:

CAPITULO II

EL CLAUSTRO DE PROFESORES

ART. 61. EL CLAUSTRO DE PROFESORES, ORGANO PROPIO DE PARTICIPACION DE ESTOS EN EL CENTRO, ESTA INTEGRADO POR LA TOTALIDAD DE LOS PROFESORES QUE PRESTAN SERVICIOS EN EL MISMO. EL CLAUSTRO LO PRESIDRA EL DIRECTOR DEL CENTRO.

ART. 62. SON COMPETENCIAS DEL CLAUSTRO DE PROFESORES:

- A) PROGRAMAR LAS ACTIVIDADES DOCENTES DEL CENTRO.
- B) ELEGIR SUS REPRESENTANTES EN EL CONSEJO ESCOLAR DEL CENTRO.
- C) FIJAR Y COORDINAR CRITERIOS SOBRE LA LABOR DE EVALUACION Y RECUPERACION DE LOS ALUMNOS.
- D) COORDINAR LAS FUNCIONES DE ORIENTACION Y TUTORIA DE LOS ALUMNOS.
- E) PROMOVER INICIATIVAS EN EL AMBITO DE LA EXPERIMENTACION O INVESTIGACION PEDAGOGICA.
- F) ELEVAR AL EQUIPO DIRECTIVO PROPUESTAS PARA LA ELABORACION DE LA PROGRAMACION GENERAL DEL CENTRO, ASI COMO INFORMAR DICHA PROGRAMACION ANTES DE SU PRESENTACION AL CONSEJO ESCOLAR DEL CENTRO.
- G) ELEVAR PROPUESTA AL EQUIPO DIRECTIVO PARA EL DESARROLLO DE LAS ACTIVIDADES COMPLEMENTARIAS.
- H) CUALESQUIERA OTRAS QUE LES SEAN ENCOMENDADAS POR LOS RESPECTIVOS REGLAMENTOS ORGANICOS.

ART. 63. EL CLAUSTRO SE REUNIRA UNA VEZ AL TRIMESTRE Y SIEMPRE QUE LO CONVOQUE EL DIRECTOR O LO SOLICITE UN TERCIO, AL MENOS, DE SUS MIEMBROS. EN TODO CASO, SERA PRECEPTIVA UNA SESION DEL CLAUSTRO AL PRINCIPIO DEL CURSO Y OTRA AL FINAL DEL MISMO.

ART. 64. LA ASISTENCIA AL CLAUSTRO SERA OBLIGATORIA PARA TODOS LOS COMPONENTES DEL MISMO.

TEXTO:

DISPOSICIONES ADICIONALES

PRIMERA.- LA FIJACION DE LAS RETRIBUCIONES COMPLEMENTARIAS DE LOS ORGANOS UNIPERSONALES DE GOBIERNO DE LOS CENTROS COMPRENDIDOS EN ESTE REGLAMENTO, SE EFECTUARA POR EL GOBIERNO, PREVIA VALORACION DE LOS PUESTOS DE TRABAJO, DE ACUERDO CON LA NORMATIVA VIGENTE.

SEGUNDA.- EN EL CASO DE CENTROS DE ENSEÑANZAS ARTISTICAS QUE SE ENCUENTREN SITUADOS EN EL AMBITO TERRITORIAL DE LAS COMUNIDADES AUTONOMAS QUE NO HAN ASUMIDO COMPETENCIAS AL RESPECTO DE ACUERDO CON SUS ESTATUTOS, Y CUYOS TITULARES SEAN LAS CORPORACIONES LOCALES, LAS FUNCIONES QUE, DE ACUERDO CON ESTE REAL DECRETO, CORRESPONDEN AL MINISTERIO DE EDUCACION Y CIENCIA, SE ENTENDERAN REFERIDAS AL TITULAR PUBLICO PROMOTOR.

TERCERA.- ESTE REGLAMENTO SERA DE APLICACION EN EL AMBITO TERRITORIAL DE LAS COMUNIDADES AUTONOMAS QUE TENGAN ATRIBUIDA COMPETENCIA AL EFECTO EN TANTO NO DESARROLLEN LO ESTABLECIDO EN EL TITULO III DE LA LEY ORGANICA REGULADORA DEL DERECHO A LA EDUCACION, DE CONFORMIDAD CON SU DISPOSICION ADICIONAL PRIMERA, PUNTO I Y MIENTRAS NO TENGA TRANSFERIDOS LOS SERVICIOS CORRESPONDIENTES.

DISPOSICION TRANSITORIA

NO OBSTANTE LO DISPUESTO EN EL ARTICULO 25 DE ESTE REGLAMENTO, EXCEPCIONALMENTE Y POR UNA SOLA VEZ, LOS CONSEJOS ESCOLARES SE CONSTITUIRAN EN EL SEGUNDO TRIMESTRE DEL CURSO ACADEMICO 1986-1987, PREVIO EL PROCESO ELECTORAL CORRESPONDIENTE, PROCEDIENDOSE A SU RENOVACION EN EL PRIMER TRIMESTRE DEL CURSO EN QUE FINALICE SU MANDATO.

EN ESTA PRIMERA ELECCION EL DIRECTOR TOMARA POSESION INMEDIATAMENTE A SU PROCLAMACION.

DISPOSICION DEROGATORIA

A LA ENTRADA EN VIGOR DEL PRESENTE REGLAMENTO QUEDAN DEROGADAS TODAS LAS

DISPOSICIONES DE IGUAL O INFERIOR RANGO QUE SE OPONGA A LO ESTABLECIDO EN ESTA NORMA, Y ESPECIFICAMENTE LAS SIGUIENTES:

ARTICULOS 7 AL 9; 15 AL 20 Y 32 AL 36, DEL DECRETO DE 16 DE DICIEMBRE DE 1910, POR EL QUE SE APRUEBA LA ORGANIZACION GENERAL DE LAS ESCUELAS DE ARTES Y OFICIOS.

ARTICULOS 32, 33, 34 Y 35 DEL DECRETO 2618/1986, DE 10 DE SEPTIEMBRE, POR EL QUE SE APRUEBA LA REGLAMENTACION GENERAL DE CONSERVATORIOS DE MUSICA.

ARTICULO 23 DEL DECRETO 313/1970, DE 29 DE ENERO, POR EL QUE SE CREA LA ESCUELA SUPERIOR DE CANTO.

ORDEN DE 26 DE OCTUBRE DE 1968, SOBRE NOMBRAMIENTO Y DURACION DEL CARGO DE DIRECTOR EN LOS CENTROS DE ENSEÑANZAS ARTISTICAS.

DISPOSICION FINAL

SE AUTORIZA AL MINISTERIO DE EDUCACION Y CIENCIA PARA DICTAR CUANTAS DISPOSICIONES SEAN PRECISAS PARA EL DESARROLLO DE LO DISPUESTO EN ESTE REAL DECRETO QUE ENTRARA EN VIGOR EL DIA SIGUIENTE AL DE LA PUBLICACION EN EL 'BOLETIN OFICIAL DEL ESTADO'.

DADO EN MADRID A 24 DE DICIEMBRE DE 1986.

JUAN CARLOS R.

EL MINISTRO DE EDUCACION Y CIENCIA,
JOSE MARIA MARAVALL HERRERO.

Esta página fue generada por SFgate 5.111.



Ministerio de Educación y Cultura

EDUCACIÓN

Consulta de la Base de Datos de LEDA info-leda@mec.es

Su consulta ha sido:
vigencia=vigente and descriptores="ENSEÑANZAS ARTISTICAS" and ente=estado

**REAL DECRETO 389/1992, DE 15 DE ABRIL, POR EL
QUE SE ESTABLECEN LOS REQUISITOS MINIMOS DE
LOS CENTROS QUE IMPARTAN ENSEÑANZAS
ARTISTICAS. (BOE 102/92 DE 28 DE ABRIL DE 1992). L**

CLAVE:
Y00922111

ENTE:
ESTADO

RANGO:
RD

FECHA DISPOSICION:
1992-04-15

AÑO DISPOSICION:
1992

NUMERO DISPOSICION:
0389/92

VIGENCIA:
VIGENTE

DESCRIPTORES:
EDUCACION NO UNIVERSITARIA
ENSEÑANZAS ARTISTICAS
CENTRO
CENTRO NO UNIVERSITARIO
CENTRO ENSEÑANZAS ARTISTICAS
SERVICIOS MINIMOS CENTRO
NORMA BASICA

TITULO:
REAL DECRETO 389/1992, DE 15 DE ABRIL, POR EL QUE SE
ESTABLECEN LOS REQUISITOS MINIMOS DE LOS CENTROS QUE
IMPARTAN ENSEÑANZAS ARTISTICAS. (BOE 102/92 DE 28 DE

ABRIL DE 1992).

TEXTO:

LA LEY ORGANICA 8/1985, DE 3 DE JULIO, REGULADORA DEL DERECHO A LA EDUCACION ESTABLECE EN SU ARTICULO 14 QUE EL GOBIERNO REGULARA LOS REQUISITOS MINIMOS QUE DEBERAN REUNIR LOS CENTROS DOCENTES PARA IMPARTIR LAS ENSEÑANZAS CON GARANTIA DE CALIDAD.

POR OTRA PARTE, LA LEY ORGANICA 1/1990, DE 3 DE OCTUBRE, DE ORDENACION GENERAL DEL SISTEMA EDUCATIVO, QUE INTEGRA PLENAMENTE A LAS ENSEÑANZAS ARTISTICAS EN EL SISTEMA EDUCATIVO, RECOGE DE FORMA EXPRESA EN SU ARTICULO 38 LOS OBJETIVOS A LOS QUE ESTAS DEBEN ENCAMINARSE: PROPORCIONAR A LOS ALUMNOS UNA FORMACION ARTISTICA DE CALIDAD Y GARANTIZAR LA CUALIFICACION DE LOS FUTUROS PROFESIONALES.

DE ACUERDO CON LA HABILITACION LEGAL CITADA Y A FIN DE POSIBILITAR LA CONSECUION DE ESTOS OBJETIVOS RESULTA PRECISO, ENTRE OTRAS ACCIONES, FIJAR LOS REQUISITOS MINIMOS QUE DEBEN CUMPLIR TODOS LOS CENTROS, COMO CONDICION INDISPENSABLE PARA SU CREACION O AUTORIZACION Y FUNCIONAMIENTO, QUE GARNTICEN LOS MEDIOS MATERIALES Y PERSONALES PRECISOS PARA PODER IMPARTIR Y RECIBIR LA ENSEÑANZA ARTISTICA EN CONDICIONES SUFICIENTES DE CALIDAD.

DE ACUERDO CON ELLO, EL PRESENTE REAL DECRETO ABORDA, POR VEZ PRIMERA EN ESTAS ENSEÑANZAS, LA DETERMINACION DE LOS ESPACIOS Y SUPERFICIES ESPECIFICOS QUE DEBEN REUNIR LOS CENTROS PARA IMPARTIR CADA UNA DE LAS DISTINTAS ENSEÑANZAS ARTISTICAS; DETERMINACION EN LA QUE SE HA PRETENDIDO ARMONIZAR LA RED DE CENTROS EXISTENTES Y NUESTRA REALIDAD ECONOMICA CON LA INEXCUSABLE NECESIDAD DE QUE ESTAS ENSEÑANZAS DE REGIMEN ESPECIAL ESTEN DOTADAS CON TODA LA INFRAESTRUCTURA MATERIAL ADECUADA A LA ESPECIFICA ACTIVIDAD EDUCATIVA QUE SE REALIZA EN CADA CENTRO.

ASIMISMO, Y ATENDIENDO AL OBJETIVO DE FORMAR A LOS FUTUROS PROFESIONALES QUE DEMANDA LA SOCIEDAD, SE FIJAN UNAS PROPORCIONES OBJETIVAS ENTRE EL NUMERO DE ALUMNOS Y EL DE PROFESORES, EN RAZON A LAS DISTINTAS ENSEÑANZAS Y AL TIPO DE LAS CLASES DENTRO DE CADA UNA DE ELLAS.

POR OTRA PARTE, Y A LOS MISMOS EFECTOS, SE EFECTUA UNA NECESARIA CLARIFICACION Y DEFINICION DE LOS DISTINTOS MODELOS DE CENTROS, TANTO A TRAVES DE LA DELIMITACION DE SU AMBITO COMPETENCIAL Y DE LAS ESPECIALIDADES MINIMAS CON QUE EN CADA CASO DEBEN CONTAR, COMO POR EL DISTINTO REGIMEN JURIDICO APLICABLE EN RAZON A LA VALIDEZ ACADEMICA DE LAS ENSEÑANZAS QUE IMPARTAN; EN ESTE CONTEXTO, EL PRESENTE REAL DECRETO EFECTUA, EN EL CASO DE LA MUSICA Y LA DANZA, UNA DISTINCION ENTRE EL MODELO DE CENTROS QUE IMPARTE ENSEÑANZAS REGLADAS CONDUCENTES A UNA FORMACION ESPECIFICA DE PROFESIONALES, CUYOS REQUISITOS REGULA DETALLADAMENTE, Y EL MODELO DE ESCUELAS DE MUSICA O DE DANZA EN LAS QUE PRIMA EL CARACTER CULTURAL SOBRE EL PROFESIONAL, Y CUYA REGULACION SE REMITE A CADA ADMINISTRACION EDUCATIVA.

ESPECIAL RELEVANCIA ADQUIEREN LOS CENTROS QUE IMPARTEN ENSEÑANZAS ARTISTICAS DE NIVEL SUPERIOR, PARA LOS CUALES EL PRESENTE REAL DECRETO ESTABLECE UNOS REQUISITOS ACORDES CON EL NIVEL DE LOS ESTUDIOS Y DE LOS TITULOS A QUE CONDUCEN Y COHERENTES CON LOS EXIGIDOS EN NUESTRO PAIS A LOS CENTROS DOCENTES SUPERIORES.

FINALMENTE, SE FIJAN LOS REQUISITOS MINIMOS QUE HABRAN DE CUMPLIR LOS CENTROS INTEGRADOS, PREVISTOS EN EL ARTICULO 41.1 DE LA LEY DE ORDENACION GENERAL DEL SISTEMA EDUCATIVO, EN LOS QUE SE CONJUGAN LOS REQUISITOS ESTABLECIDOS EN EL REAL DECRETO 1004/1991, DE 14 DE JUNIO, PARA LAS ENSEÑANZAS DE REGIMEN GENERAL Y LOS ESTABLECIDOS EN EL PRESENTE REAL DECRETO, CON LAS EXENCIONES DERIVADAS DE LA EXISTENCIA DE ESPACIOS COMUNES A AMBOS REGIMENES DE ENSEÑANZA.

PARA LA ELABORACION DE ESTA NORMA HAN SIDO CONSULTADAS LAS COMUNIDADES AUTONOMAS EN EL SENO DE LA CONFERENCIA SECTORIAL DE EDUCACION. EN SU VIRTUD, A PROPUESTA DEL MINISTRO DE EDUCACION Y CIENCIA, PRRVIO INFORME DEL CONSEJO ESCOLAR DEL ESTADO, DE ACUERDO CON EL CONSEJO DE

ESTADO, Y PREVIA DELIBERACION DEL CONSEJO DE MINISTROS EN SU REUNION DEL DIA 15 DE ABRIL DE 1992,

DISPONGO:

TITULO PRIMERO

DISPOSICIONES DE CARACER GENERAL

ARTICULO 1.

1. LOS CENTROS DOCENTES QUE IMPARTAN LAS ENSEÑANZAS DE MUSICA, DANZA, ARTE DRAMATICO Y ARTES PLASTICAS Y DISEÑO CONDUCENTES A TITULOS OFICIALES, REGULADAS EN EL CAPITULO PRIMERO, DEL TITULO II, DE LA LEY ORGANICA 1/1990, DE 3 DE OCTUBRE, DE ORDENACION GENERAL DEL SISTEMA EDUCATIVO, DEBERAN REUNIR LOS REQUISITOS MINIMOS QUE SE ESTABLECEN EN EL PRESENTE REAL DECRETO.

2. LA APERTURA Y FUNCIONAMIENTO DE LOS CENTROS DOCENTES PRIVADOS SE SOMETERA AL PRINCIPIO DE AUTORIZACION ADMINISTRATIVA, LA CUAL SE CONCEDERA SIEMPRE QUE REUNAN LOS REQUISITOS MINIMOS QUE SE ESTABLECEN EN ESTE REAL DECRETO.

3. CUANDO EL CENTRO DOCENTE PRIVADO DEJARA DE REUNIR LOS REQUISITOS MINIMOS ESTABLECIDOS EN EL PRESENTE REAL DECRETO, LA ADMINISTRACION EDUCATIVA COMPETENTE, DE OFICIO O A INSTANCIA DE LOS INTERESADOS, INSTRUIRA EXPEDIENTE PARA LA REVOCACION DE LA AUTORIZACION. EN EL PROCEDIMIENTO DE REVOCACION SE DARA AUDIENCIA AL TITULAR DEL CENTRO Y SE OTORGARA UN PLAZO PARA SUBSANAR LAS DEFICIENCIAS, FINALIZADO EL CUAL LA ADMINISTRACION COMPETENTE PROCEDERA, SI NO SE CUMPLIERAN LOS REQUISITOS MINIMOS, A REVOCAR LA AUTORIZACION MEDIANTE RESOLUCION MOTIVADA.

ART. 2. 1. LOS CENTROS PUBLICOS DE ENSEÑANZAS ARTISTICAS RECIBIRAN LAS DENOMINACIONES GENERICAS DE CONSERVATORIOS, CUANDO IMPARTAN ENSEÑANZAS DE MUSICA O DANZA, Y ESCUELAS, CUANDO IMPARTAN ENSEÑANZAS DE ARTE DRAMATICO O LAS SUPERIORES DE ARTES PLASTICAS Y DISEÑO, ACOMPAÑANDO A ESTA DENOMINACION LA CORRESPONDIENTE AL NIVEL Y A LAS ENSEÑANZAS QUE IMPARTA EL CENTRO. LOS CENTROS PUBLICOS QUE IMPARTAN CICLOS FORMATIVOS DE ARTES PLASTICAS Y DISEÑO SE DENOMINARAN ESCUELAS DE ARTE.

2. LOS CENTROS DOCENTES PRIVADOS A QUE SE REFIERE EL ARTICULO 1.2 DEL PRESENTE REAL DECRETO SE DENOMINARAN GENERICAMENTE CENTROS AUTORIZADOS, ACOMPAÑÁNDOSE ESTA DENOMINACION DE LA CORRESPONDIENTE A LA ENSEÑANZA Y GRADO QUE, EN SU CASO, IMPARTA EL CENTRO.

ART. 3. 1. SEGUN LO DISPUESTO EN EL ARTICULO 24.1 DE LA LEY ORGANICA 8/1985, DE 3 DE JULIO, REGULADORA DEL DERECHO A LA EDUCACION, EN LA NUEVA REDACCION DADA POR LA DISPOSICION ADICIONAL SEXTA DE LA LEY ORGANICA 1/1990, DE 3 DE OCTUBRE, DE ORDENACION GENERAL DEL SISTEMA EDUCATIVO, LOS CENTROS PRIVADOS QUE IMPARTAN ENSEÑANZAS QUE NO CONDUZCAN A LA OBTENCION DE UN TITULO CON VALIDEZ ACADEMICA QUEDARAN SOMETIDOS A LAS NORMAS DE DERECHO COMUN.

2. LO ESTABLECIDO EN EL APARTADO ANTERIOR SE ENTIENDE SIN PERJUICIO DE LA REGULACION QUE LAS ADMINISTRACIONES EDUCATIVAS ESTABLEZCAN EN DESARROLLO DEL ARTICULO 39.5 DE LA LEY ORGANICA DE ORDENACION GENERAL DEL SISTEMA EDUCATIVO, EN RELACION CON LAS ESCUELAS ESPECIFICAS DE MUSICA Y DANZA CUYAS ENSEÑANZAS NO CONDUZCAN A LA OBTENCION DE UN TITULO CON VALIDEZ ACADEMICA OFICIAL.

3. LOS CENTROS A QUE SE REFIEREN LOS APARTADOS ANTERIORES DEL PRESENTE ARTICULO NO PODRAN UTILIZAR NINGUNA DE LAS DENOMINACIONES ESTABLECIDAS EN EL ARTICULO 2 DEL PRESENTE REAL DECRETO PARA LOS CENTROS DOCENTES, NI CUALESQUIERA OTRAS QUE PUDIERAN INDUCIR A ERROR O CONFUSION CON AQUELLAS.

ART. 4. LOS CENTROS DOCENTES DEBERAN SITUARSE EN EDIFICIOS INDEPENDIENTES DESTINADOS EXCLUSIVAMENTE A USO ESCOLAR, SIN PERJUICIO DE LAS EXCEPCIONES QUE EN EL PRESENTE REAL DECRETO SE CONTEMPLAN, Y QUE INCLUYAN LA TOTALIDAD DE LAS INSTALACIONES ESTABLECIDAS EN ESTA NORMA.

ARTICULO 5. LOS EDIFICIOS DESTINADOS A CENTROS DOCENTES DEBERAN REUNIR LAS CONDICIONES HIGIENICAS, ACUSTICAS, DE HABITABILIDAD Y DE SEGURIDAD QUE SE EXIJAN EN LA LEGISLACION VIGENTE, ADEMAS DE LOS REQUISITOS QUE SE ESTABLECEN EN ESTE REAL DECRETO.

ART. 6.

LOS EDIFICIOS DE LOS CENTROS DOCENTES CONTARAN CON LAS CONDICIONES

NECESARIAS PARA POSIBILITAR EL ACCESO Y UTILIZACION DE LAS INSTALACIONES A LOS USUARIOS CON PROBLEMAS FISICOS, DE ACUERDO CON LO DISPUESTO EN LA LEGISLACION APLICABLE.

ART. 7. 1. LAS ADMINISTRACIONES EDUCATIVAS COMPETENTES DICTARAN LAS REGLAMENTACIONES TECNICAS NECESARIAS PARA ESPECIFICAR LAS CONDICIONES ARQUITECTONICAS DE LOS EDIFICIOS EN MATERIA DE COMPORTAMIENTO ACUSTICO E INSONORIZACION, ILUMINACION, VENTILACION, CLIMATIZACION Y SEGURIDAD, ASI COMO AQUELLOS OTROS REQUISITOS QUE SEAN PRECISOS PARA EL DESARROLLO DE LAS FUNCIONES A QUE ESTAN DESTINADOS.

2. ASIMISMO, LAS ADMINISTRACIONES EDUCATIVAS DETERMINARAN EL EQUIPAMIENTO QUE SEA NECESARIO PARA EL CORRECTO DESENVOLVIMIENTO DE LAS ACTIVIDADES DE LOS CENTROS.

ART. 8. A EFECTOS DE LO DISPUESTO EN ESTE REAL DECRETO SE ENTENDERA POR NUMERO DE PUESTOS ESCOLARES EL NUMERO DE ALUMNOS QUE UN CENTRO PUEDE ATENDER DE FORMA QUE SE GARANTICEN LAS CONDICIONES MINIMAS Y DE CALIDAD EXIGIBLES EN LA IMPARTICION DE CADA UNA DE LAS ENSEÑANZAS REGULADAS EN LA PRESENTE DISPOSICION.

TEXTO:

omissis

omissis

TITULO IV
DE LOS CENTROS DE ENSEÑANZAS DE ARTES PLASTICAS Y DISEÑO
CAPITULO PRIMERO
DE LOS CENTROS DE ENSEÑANZA DE CICLOS FORMATIVOS DE GRADO MEDIO Y DE
GRADO SUPERIOR DE ARTES PLASTICAS Y DISEÑO

ART. 38.

LOS CENTROS EN LOS QUE SE IMPARTAN LOS CICLOS FORMATIVOS DE ARTES PLASTICAS Y DISEÑO OFRECERAN AL MENOS DOS CICLOS FORMATIVOS.

ART. 39. LOS CENTROS QUE IMPARTAN CICLOS FORMATIVOS DE ARTES PLASTICAS Y DISEÑO DEBERAN CONTAR, AL MENOS, CON 60 PUESTOS ESCOLARES.

ART. 40. 1. EN LOS CENTROS DE ENSEÑANZA DE CICLOS FORMATIVOS DE ARTES PLASTICAS Y DISEÑO SERAN NECESARIOS, COMO MINIMO, LOS SIGUIENTES REQUISITOS REFERENTES A INSTALACIONES Y CONDICIONES MATERIALES:

- A) UBICACION EN LOCALES DE USO EXCLUSIVAMENTE DOCENTE Y CON ACCESO INDEPENDIENTE DESDE EL EXTERIOR, CUANDO NO PUEDA CUMPLIRSE EL REQUISITO GENERAL ESTABLECIDO EN EL ARTICULO 4. DEL PRESENTE REAL DECRETO.
- B) UN LABORATORIO FOTOGRAFICO, CON UNA SUPERFICIE MINIMA DE 45 METROS CUADRADOS.
- C) UN AULA DE INFORMATICA, CON UNA SUPERFICIE MINIMA DE 30 METROS CUADRADOS.
- D) UN AULA DE MEDIOS AUDIOVISUALES CON UNA SUPERFICIE MINIMA DE 30 METROS CUADRADOS.
- E) UNA BIBLIOTECA Y ARCHIVO DE DOCUMENTACION AUDIOVISUAL CON ESPACIO DE LECTURA INCORPORADO.
- F) UN ESPACIO DE USO POLIVALENTE QUE PUEDA UTILIZARSE PARA EXPOSICIONES, ACTIVIDADES ARTISTICAS Y OTROS ACTOS.
- G) ESPACIOS PARA DESPACHOS DE DIRECCION Y ACTIVIDADES DE COORDINACION Y DE ORIENTACION.
- H) UNA SECRETARIA.
- I) UNA SALA DE PROFESORES DE TAMAÑO ADECUADO AL NUMERO DE PUESTOS ESCOLARES AUTORIZADOS.
- J) ASEOS Y SERVICIOS HIGIENICO-SANITARIOS EN NUMERO ADECUADO A LA CAPACIDAD DEL CENTRO, TANTO PARA ALUMNOS COMO PARA PROFESORES.
- K) EL NUMERO DE AULAS DESTINADAS A LA IMPARTICION DE CLASES TEORICO-PRACTICAS, CON UNA SUPERFICIE MINIMA DE 80 METROS CUADRADOS, QUE SE PRECISE PARA QUE, DE ACUERDO CON EL NUMERO DE PUESTOS ESCOLARES Y LA RELACION NUMERICA PROFESOR-ALUMNO, PUEDA GARANTIZARSE EL HORARIO LECTIVO QUE SE ESTABLEZCA EN EL PLAN DE ESTUDIOS.
- L) EL NUMERO DE AULAS DESTINADAS A LA IMPARTICION DE CLASES TEORICAS, CON UNA SUPERFICIE MINIMA DE 45 METROS CUADRADOS, QUE SE PRECISE PARA QUE, DE ACUERDO CON EL NUMERO DE PUESTOS ESCOLARES Y LA RELACION NUMERICA PROFESOR-ALUMNO, PUEDA GARANTIZARSE EL HORARIO LECTIVO QUE SE ESTABLEZCA EN EL PLAN DE ESTUDIOS.
- M) UN AULA-TALLER POR CADA TALLER ESPECIFICO QUE SE ESTABLEZCA EN EL PLAN DE ESTUDIOS DE LOS CORRESPONDIENTES CICLOS FORMATIVOS. EN CASO DE QUE EN UN MISMO CENTRO SE IMPARTAN CICLOS FORMATIVOS CON TALLERES COINCIDENTES PODRAN UTILIZARSE LAS MISMAS AULAS-TALLER, SIEMPRE QUE LO PERMITA EL NUMERO DE PUESTOS ESCOLARES Y SE RESPETE LA RELACION NUMERICA PROFESOR-ALUMNO. ESTAS AULAS TENDRAN UNA SUPERFICIE MINIMA DE 45 METROS CUADRADOS, ADEMAS DE LA SUPERFICIE NECESARIA PARA MAQUINARIA, EQUIPAMIENTO Y ALMACEN, Y DEBERAN CONTAR CON LA MAQUINARIA Y TECNOLOGIA ESPECIFICAS DE CADA FAMILIA PROFESIONAL Y LAS MEDIDAS ADECUADAS DE SEGURIDAD.

- G) UN AULA DE DIBUJO TECNICO, CON UNA SUPERFICIE MINIMA DE 60 METROS CUADRADOS.
- H) UN AULA DE INFORMATICA, CON UNA SUPERFICIE MINIMA DE 30 METROS CUADRADOS.
- I) UN AULA DE MEDIOS AUDIOVISUALES, CON UNA SUPERFICIE MINIMA DE 30 METROS CUADRADOS.
- J) UNA BIBLIOTECA Y ARCHIVO DE DOCUMENTACION AUDIOVISUAL QUE DEBERA PERMITIR, EN EL CONJUNTO DE LAS SECCIONES, LA UTILIZACION SIMULTANEA DE, AL MENOS, UN 5 POR 100 DEL NUMERO TOTAL DE ALUMNOS PREVISTOS. DISPONDRA DE SALA DE LECTURAS, ARCHIVO Y SISTEMA DE PRESTAMO. QUEDARA GARANTIZADO EL NUMERO DE VOLUMENES NECESARIO PARA EL CORRECTO DESARROLLO DE LAS ENSEÑANZAS QUE SE IMPARTAN Y SU USO EN SOPORTE NO CONVENCIONAL, ASI COMO EL DE LAS PRINCIPALES REVISTAS TECNICAS RELACIONADAS CON EL AMBITO DE DICHAS ENSEÑANZAS.
- K) UN ESPACIO DE USO POLIVALENTE QUE PUEDA UTILIZARSE PARA EXPOSICIONES, ACTIVIDADES ARTISTICAS Y OTROS ACTOS.
- L) DOS TALLERES POR ESPECIALIDAD PARA PRACTICAS DE RESTAURACION, CON UNA SUPERFICIE MINIMA DE 75 METROS CUADRADOS CADA UNO.
- M) UN AULA PARA ASIGNATURAS TEORICAS POR ESPECIALIDAD, CON UNA SUPERFICIE MINIMA DE 50 METROS CUADRADOS.
- N) ASEOS Y SERVICIOS HIGIENICO-SANITARIOS EN NUMERO ADECUADO A LA CAPACIDAD DEL CENTRO, TANTO PARA ALUMNOS COMO PARA PROFESORES.
- Ñ) DESPACHOS PARA FUNCIONES DIRECTIVAS, DE COORDINACION Y ORIENTACION, DE TAMAÑO ADECUADO AL NUMERO DE PUESTOS ESCOLARES.
- O) UNA SECRETARIA.
- P) UNA SALA DE PROFESORES DE TAMAÑO ADECUADO AL NUMERO DE PUESTOS ESCOLARES AUTORIZADOS.

ART. 48. 1. PARA IMPARTIR LA DOCENCIA EN LOS CENTROS SUPERIORES DE CONSERVACION Y RESTAURACION DE BIENES CULTURALES SERA REQUISITO INDISPENSABLE ESTAR EN POSESION DEL TITULO DE LICENCIADO, INGENIERO O ARQUITECTO, O DEL TITULO DECLARADO EQUIVALENTE A AQUELLOS, A EFECTOS DE DOCENCIA, SIN PERJUICIO DEL DESARROLLO DEL ARTICULO 33.1 Y LA DISPOSICION ADICIONAL DECIMOCUARTA, NUMERO 2, DE LA LEY ORGANICA DE ORDENACION GENERAL DEL SISTEMA EDUCATIVO.

2. EL GOBIERNO, DE ACUERDO CON LAS COMUNIDADES AUTONOMAS, PODRA ESTABLECER PARA DETERMINADAS AREAS O MATERIAS LA EQUIVALENCIA, A EFECTOS DE DOCENCIA, DE OTRAS TITULACIONES, SIEMPRE QUE ESTAS GARANTICEN LOS CONOCIMIENTOS ADECUADOS.

3. PARA DETERMINADAS AREAS O MATERIAS, LA ADMINISTRACION EDUCATIVA COMPETENTE PODRA AUTORIZAR LA DOCENCIA, COMO PROFESORES ESPECIALISTAS, A PROFESIONALES QUE DESARROLLEN SU ACTIVIDAD EN EL CAMPO LABORAL ATENDIENDO A SU CUALIFICACION Y A LAS NECESIDADES DEL SISTEMA.

4. EN CUALQUIER CASO EL PROFESORADO DE CENTROS DE ENSEÑANZA DE CONSERVACION Y RESTAURACION DE BIENES CULTURALES DEBERA ACREDITAR LA CUALIFICACION ESPECIFICA PARA IMPARTIR LAS AREAS Y MATERIAS RESPECTIVAS. A ESTOS EFECTOS EL MINISTERIO DE EDUCACION Y CIENCIA, PREVIA CONSULTA CON LAS COMUNIDADES AUTONOMAS, DETERMINARA LA CONCORDANCIA DE LAS TITULACIONES CON LAS DISTINTAS AREAS Y MATERIAS.

ART. 49. EN LAS ENSEÑANZAS CORRESPONDIENTES A LOS ESTUDIOS SUPERIORES DE CONSERVACION Y RESTAURACION DE BIENES CULTURALES, LA RELACION NUMERICA MAXIMA PROFESOR-ALUMNO SERA DE 1/30 EN EL PRIMER CURSO Y DE 1/15 EN LOS CURSOS SEGUNDO Y TERCERO, DE ACUERDO CON LA ESTRUCTURA DEL PLAN DE ESTUDIOS ESTABLECIDA EN EL REAL DECRETO 1387/1991, DE 18 DE SEPTIEMBRE.

CAPITULO III

DE LOS CENTROS SUPERIORES DE ENSEÑANZA DE DISEÑO

ART. 50. LOS CENTROS SUPERIORES DE DISEÑO IMPARTIRAN LAS ENSEÑANZAS REGULADAS EN EL ARTICULO 49, APARTADO 2, DE LA LEY ORGANICA 1/1990, DE 3 DE OCTUBRE, DE ORDENACION GENERAL DEL SISTEMA EDUCATIVO.

ART. 51.

LOS CENTROS SUPERIORES DE DISEÑO IMPARTIRAN, AL MENOS, UNA DE LAS ESPECIALIDADES QUE SE ESTABLEZCAN.

ART. 52. 1. EN LOS CENTROS QUE IMPARTAN ESTUDIOS SUPERIORES DE DISEÑO

SERAN NECESARIOS COMO MINIMO LOS SIGUIENTES REQUISITOS REFERENTES A INSTALACIONES Y CONDICIONES MATERIALES:

- A) UN LABORATORIO FOTOGRAFICO, DEBIDAMENTE EQUIPADO, CON UNA SUPERFICIE MINIMA DE 80 METROS CUADRADOS.
- B) UN AULA DE INFORMATICA, CON UNA SUPERFICIE MINIMA DE 60 METROS CUADRADOS.
- C) UN AULA DE MEDIOS AUDIOVISUALES CON UNA SUPERFICIE MINIMA DE 80 METROS CUADRADOS.
- D) DESPACHOS PARA FUNCIONES DIRECTIVAS, DE COORDINACION Y ORIENTACION, DE TAMAÑO ADECUADO AL NUMERO DE PUESTOS ESCOLARES.
- E) UNA SECRETARIA.
- F) UNA SALA DE PROFESORES DE TAMAÑO ADECUADO AL NUMERO DE PUESTOS ESCOLARES AUTORIZADOS.
- G) BIBLIOTECA Y ARCHIVO DE DOCUMENTACION AUDIOVISUAL. DEBERA PERMITIR, EN EL CONJUNTO DE LAS SECCIONES, LA UTILIZACION SIMULTANEA DE, AL MENOS, UN 5 POR 100 DEL NUMERO TOTAL DE ALUMNOS PREVISTOS. DISPONDRÁ DE SALA DE LECTURAS, ARCHIVO Y SISTEMA DE PRESTAMO. QUEDARA GARANTIZADO EL NUMERO DE VOLUMENES NECESARIO PARA EL CORRECTO DESARROLLO DE LAS ENSEÑANZAS QUE SE IMPARTAN Y SU USO EN SOPORTE NO CONVENCIONAL, ASI COMO EL DE LAS PRINCIPALES REVISTAS TECNICAS RELACIONADAS CON EL AMBITO DE DICHAS ENSEÑANZAS.
- H) UN ESPACIO DE USO POLIVANTE, CON UNA SUPERFICIE NO INFERIOR A 100 METROS CUADRADOS, QUE PUEDA UTILIZARSE PARA EXPOSICIONES, ACTIVIDADES ARTISTICAS Y OTROS ACTOS.
- I) UN ESPACIO PARA ALMACEN, CON UNA SUPERFICIE NO INFERIOR A 80 METROS CUADRADOS.
- J) UN AULA TEORICA POR ESPECIALIDAD, CON UNA SUPERFICIE MINIMA DE 50 METROS CUADRADOS, PREPARADA CON VIDEO, RETROPROYECTOR Y APARATO DE PROYECCION.
- K) EL NUMERO DE AULAS-TALLER ESPECIFICAS, CON UNA SUPERFICIE MINIMA DE 90 METROS CUADRADOS, CON EL EQUIPAMIENTO NECESARIO EN FUNCION DE LOS ESTUDIOS SUPERIORES DE QUE SE TRATE, QUE SE PRECISE PARA QUE, DE ACUERDO CON EL NUMERO DE PUESTOS ESCOLARES Y LA RELACION NUMERICA PROFESOR/ALUMNO, PUEDA GARANTIZARSE EL HORARIO LECTIVO QUE SE ESTABLEZCA EN EL PLAN DE ESTUDIOS. DICHAS AULAS CONTARAN CON LA MAQUINARIA Y LA TECNOLOGIA ESPECIFICAS, EL ESPACIO BASICO PARA ELLO Y LAS CORRESPONDIENTES MEDIDAS DE SEGURIDAD.
- L) EL NUMERO DE AULAS TEORICO-PRACTICAS, CON UNA SUPERFICIE MINIMA DE 90 METROS CUADRADOS, QUE SE PRECISEN PARA QUE, DE ACUERDO CON EL NUMERO DE PUESTOS ESCOLARES Y LA RELACION NUMERICA PROFESOR/ALUMNO, PUEDA GARANTIZARSE EL HORARIO LECTIVO QUE SE ESTABLEZCA EN EL PLAN DE ESTUDIOS.

M) ASEOS Y SERVICIOS HIGIENICO-SANITARIOS EN NUMERO ADECUADO A LA CAPACIDAD DEL CENTRO, TANTO PARA ALUMNOS COMO PARA PROFESORES.

2. LAS ADMINISTRACIONES EDUCATIVAS, EN DESARROLLO DEL PRESENTE REAL DECRETO, PODRAN DETERMINAR, CON CARACTER GENERAL, EL NUMERO DE AULAS NECESARIAS POR PUESTOS ESCOLARES EN LOS SUPUESTOS CONTENIDOS EN LAS LETRAS K) Y L) DEL APARTADO ANTERIOR, DE ACUERDO CON EL CURRICULUM QUE ESTABLEZCAN.

ART. 53. 1. PARA IMPARTIR LA DOCENCIA EN LOS CENTROS SUPERIORES DE DISEÑO SERA REQUISITO INDISPENSABLE ESTAR EN POSESION DEL TITULO DE LICENCIADO, INGENIERO O ARQUITECTO, O DEL TITULO DECLARADO EQUIVALENTE A AQUELLOS, A EFECTOS DE DOCENCIA, SIN PERJUICIO DEL DESARROLLO DEL ARTICULO 33.1 Y LA DISPOSICION ADICIONAL DECIMOCUARTA, NUMERO 2, DE LA LEY ORGANICA DE ORDENACION GENERAL DEL SISTEMA EDUCATIVO.

2. EL GOBIERNO, DE ACUERDO CON LAS COMUNIDADES AUTONOMAS, PODRA ESTABLECER PARA DETERMINADAS AREAS O MATERIAS LA EQUIVALENCIA, A EFECTOS DE DOCENCIA, DE OTRAS TITULACIONES, SIEMPRE QUE ESTAS GARANTICEN LOS CONOCIMIENTOS ADECUADOS.

3. PARA DETERMINADAS AREAS O MATERIAS, LA ADMINISTRACION EDUCATIVA COMPETENTE PODRA AUTORIZAR LA DOCENCIA, COMO PROFESORES ESPECIALISTAS, A PROFESIONALES QUE DESARROLLEN SU ACTIVIDAD EN EL CAMPO LABORAL ATENDIENDO A SU CUALIFICACION Y A LAS NECESIDADES DEL SISTEMA

4. EN CUALQUIER CASO EL PROFESORADO DE CENTROS DE ENSEÑANZA DE DISEÑO DEBERA ACREDITAR LA CUALIFICACION ESPECIFICA PARA IMPARTIR LAS AREAS Y MATERIAS RESPECTIVAS. A ESTOS EFECTOS EL MINISTERIO DE EDUCACION Y CIENCIA, PREVIA CONSULTA CON LAS COMUNIDADES AUTONOMAS, DETERMINARA LA CONCORDANCIA DE LAS TITULACIONES CON LAS DISTINTAS AREAS Y MATERIAS.

ART. 54. EN LAS ENSEÑANZAS CORRESPONDIENTES A LOS ESTUDIOS SUPERIORES DE DISEÑO, LA RELACION NUMERICA MAXIMA PROFESOR-ALUMNO SERA DE 1/20 EN LAS CLASES TEORICAS, 1/10 EN LAS CLASES TEORICO-PRACTICAS Y 1/5 EN LAS CLASES DE TALLER.

TEXTO:

DISPOSICIONES ADICIONALES

PRIMERA. 1. LOS REQUISITOS MINIMOS QUE DEBERAN REUNIR LOS CENTROS INTEGRADOS DE MUSICA O DANZA A QUE SE REFIERE EL ARTICULO 41.1 DE LA LEY ORGANICA 1/1990, DE 3 DE OCTUBRE, DE ORDENACION GENERAL DEL SISTEMA EDUCATIVO, SERAN LOS RECOGIDOS EN EL REAL DECRETO 1004/1991, DE 14 DE JUNIO, Y EN EL PRESENTE REAL DECRETO, CON EXCEPCION DE LO RELATIVO A INSTALACIONES Y CONDICIONES MATERIALES, QUE SE AJUSTARA A LO ESPECIFICADO EN LOS APARTADOS SIGUIENTES.

2. LOS REQUISITOS MINIMOS DE INSTALACIONES Y CONDICIONES MATERIALES QUE DEBERAN REUNIR LOS CENTROS INTEGRADOS SERAN LOS SIGUIENTES:

A) CENTROS QUE IMPARTAN ENSEÑANZAS DE EDUCACION PRIMARIA Y GRADO ELEMENTAL DE MUSICA. ESTOS CENTROS DEBERAN CUMPLIR LOS REQUISITOS ESTABLECIDOS EN EL ARTICULO 20 DEL REAL DECRETO 1004/1991, DE 14 DE JUNIO, ASI COMO LOS ESTABLECIDOS EN LA LETRA H) DEL ARTICULO 12.1 DEL PRESENTE REAL DECRETO, ADEMAS DE CONTAR CON UN ESPACIO PARA FONOTECA DE, AL MENOS, 15 METROS CUADRADOS.

B) CENTROS QUE IMPARTAN ENSEÑANZAS DE EDUCACION PRIMARIA Y GRADO ELEMENTAL DE DANZA. ESTOS CENTROS DEBERAN CUMPLIR LOS REQUISITOS ESTABLECIDOS EN EL ARTICULO 20 DEL REAL DECRETO 1004/1991, DE 14 DE JUNIO, ASI COMO LOS ESTABLECIDOS EN LAS LETRAS K) Y L) DEL ARTICULO 24.1 DEL PRESENTE REAL DECRETO, ADEMAS DE CONTAR CON UN ESPACIO PARA FONOTECA DE, AL MENOS, 15 METROS CUADRADOS.

C) CENTROS QUE, DE ACUERDO CON LO ESTABLECIDO EN LOS ARTICULOS 41.1 Y 41.2 DE LA LEY ORGANICA 1/1990, DE 3 DE OCTUBRE, IMPARTAN ENSEÑANZAS DE EDUCACION SECUNDARIA OBLIGATORIA, LAS MATERIAS COMUNES DE BACHILLERATO Y LOS TRES CICLOS DE GRADO MEDIO DE MUSICA. ESTOS CENTROS DEBERAN CUMPLIR

LOS SIGUIENTES REQUISITOS:

LOS ESTABLECIDOS EN LOS APARTADOS A), B), C), D), E) Y G) DEL ARTICULO 25 DEL REAL DECRETO 1004/1991, DE 14 DE JUNIO.

LOS ESTABLECIDOS EN EL ARTICULO 15.1 DEL PRESENTE REAL DECRETO EXCEPTO LOS APARTADOS A), C) Y D).

UNA SUPERFICIE DE 100 METROS CUADRADOS, COMO MINIMO, DESTINADA A LOS SERVICIOS DE BIBLIOTECA, VIDEOTECA Y FONOTECA, ACORDE CON LAS NECESIDADES DE LAS ESPECIALIDADES QUE IMPARTA EL CENTRO.

OCHENTA METROS CUADRADOS, COMO MINIMO, PARA DESPACHOS DE DIRECCION Y ACTIVIDADES DE COORDINACION Y ORIENTACION

D) CENTROS QUE, DE ACUERDO CON LO ESTABLECIDO EN LOS ARTICULOS 41.1 Y 41.2 DE LA LEY ORGANICA 1/1990, DE 3 DE OCTUBRE, IMPARTAN ENSEÑANZAS DE EDUCACION SECUNDARIA OBLIGATORIA, LAS MATERIAS COMUNES DE BACHILLERATO Y LOS TRES CICLOS DE GRADO MEDIO DE DANZA. ESTOS CENTROS DEBERAN CUMPLIR

LOS SIGUIENTES REQUISITOS:

LOS ESTABLECIDOS EN LOS APARTADOS A), B), C), D), E) Y G) DEL ARTICULO 25 DEL REAL DECRETO 1004/1991, DE 14 DE JUNIO.

LOS ESTABLECIDOS EN EL ARTICULO 15.1 DEL PRESENTE REAL DECRETO EXCEPTO LOS APARTADOS A), E) Y G).

UNA SUPERFICIE DE 100 METROS CUADRADOS, COMO MINIMO, DESTINADA A LOS SERVICIOS DE BIBLIOTECA, VIDEOTECA Y FONOTECA, ACORDE CON LAS NECESIDADES DE LAS ESPECIALIDADES QUE IMPARTA EL CENTRO.

OCHENTA METROS CUADRADOS, COMO MINIMO, PARA DESPACHOS DE DIRECCION Y ACTIVIDADES DE COORDINACION Y ORIENTACION

3. LAS ADMINISTRACIONES EDUCATIVAS COMPETENTES DETERMINARAN LA

ADECUACION DE LOS REQUISITOS DE INSTALACIONES Y CONDICIONES MATERIALES ESTABLECIDAS EN ESTA DISPOSICION ADICIONAL A LOS SUPUESTOS DE CREACION DE CENTROS INTEGRADOS A PARTIR DE UN CENTRO, O CENTROS, DE ENSEÑANZA DE REGIMEN GENERAL O DE REGIMEN ESPECIAL EXISTENTES JURIDICAMENTE A LA ENTRADA EN VIGOR DEL PRESENTE REAL DECRETO.

SEGUNDA. LOS REQUISITOS DE INSTALACIONES ESTABLECIDAS EN EL TITULO IV DEL PRESENTE REAL DECRETO SE ENTIENDEN SIN PERJUICIO DE OTROS REQUISITOS DERIVADOS DE LA ESPECIAL NATURALEZA DE DETERMINADAS ENSEÑANZAS QUE PUDIERAN ESTABLECERSE AL APROBARSE LOS CORRESPONDIENTES TITULOS Y ENSEÑANZAS MINIMAS A QUE SE REFIEREN LOS ARTICULOS 47, EN CONEXION CON EL ARTICULO 35, 43.2 Y 49 DE LA LEY ORGANICA 1/1990, DE 3 DE OCTUBRE, DE ORDENACION GENERAL DEL SISTEMA EDUCATIVO.

TERCERA. NO OBSTANTE, LO DISPUESTO EN LOS ARTICULOS 16, 18.8, 33 Y 35.9 DEL PRESENTE REAL DECRETO, LA DENOMINACION DE LAS ESPECIALIDADES QUE EN ELLOS SE ESPECIFICAN PODRA SER MODIFICADA AL ESTABLECERSE LOS CORRESPONDIENTES TITULOS Y ENSEÑANZAS MINIMAS A QUE SE REFIEREN LOS ARTICULOS 39, 42, 43 Y 45 DE LA LEY ORGANICA 1/1990, DE 3 DE OCTUBRE, DE ORDENACION GENERAL DEL SISTEMA EDUCATIVO.

CUARTA. EL NUMERO DE PUESTOS ESCOLARES DE LOS CENTROS DE ENSEÑANZAS ARTISTICAS SE FIJARA EN LAS ORDENES POR LAS QUE SE REGULE SU APERTURA Y FUNCIONAMIENTO, TENIENDO EN CUENTA LOS REQUISITOS ESTABLECIDOS EN EL PRESENTE REAL DECRETO. ASIMISMO, EN LA ORDEN DE AUTORIZACION SE DETERMINARA EL NUMERO MAXIMO DE ALUMNOS O GRUPOS DE ALUMNOS QUE PUEDEN RECIBIR ENSEÑANZA EN TURNOS DISTINTOS, EN FUNCION DEL HORARIO ESTABLECIDO EN EL PLAN DE ESTUDIOS CORRESPONDIENTE.

QUINTA. LAS ESCUELAS DE ARTE PODRAN IMPARTIR ADEMAS DE LOS CICLOS FORMATIVOS PREVISTOS EN EL CAPITULO PRIMERO DEL TITULO IV DEL PRESENTE REAL DECRETO, LA MODALIDAD DEL BACHILLERATO EN ARTES.

TEXTO:

DISPOSICIONES TRANSITORIAS

PRIMERA.

1. LAS SOLICITUDES DE AUTORIZACION DE NUEVOS CENTROS DEBERAN REFERIRSE A LAS ENSEÑANZAS ESTABLECIDAS POR LA LEY ORGANICA 1/1990, DE 3 DE OCTUBRE, DE ORDENACION GENERAL DEL SISTEMA EDUCATIVO.

2. EN LA SOLICITUD, ADEMAS DE LA AUTORIZACION PARA LAS ENSEÑANZAS CITADAS, SE PODRA INSTAR AUTORIZACION PARA IMPARTIR, PROVISIONALMENTE, AQUELLAS ENSEÑANZAS DEL SISTEMA ANTERIOR QUE NO SE HUBIERAN EXTINGUIDO CON ARREGLO AL REAL DECRETO 986/1991, DE 14 DE JUNIO, POR EL QUE SE APRUEBA EL CALENDARIO DE APLICACION DE LA NUEVA ORDENACION DEL SISTEMA EDUCATIVO.

SEGUNDA. 1. LOS CENTROS DOCENTES PRIVADOS QUE ESTEN RECONOCIDOS EN EL MOMENTO DE ENTRADA EN VIGOR DEL PRESENTE REAL DECRETO COMO CENTROS DE ENSEÑANZAS MUSICALES O DE DANZA, DE ACUERDO CON EL DECRETO 1987/1964, DE 18 DE JUNIO, SERAN AUTORIZADOS PARA IMPARTIR LAS ENSEÑANZAS DE GRADO ELEMENTAL DE MUSICA O DANZA CORRESPONDIENTES A LA NUEVA ORDENACION DEL SISTEMA EDUCATIVO.

2. LO ESTABLECIDO EN ESTA DISPOSICION NO EXIME A LOS CENTROS DE LA OBLIGACION DE ADAPTARSE A LO PREVISTO EN ESTE REAL DECRETO SOBRE NUMERO DE PUESTOS ESCOLARES, RELACION NUMERICA PROFESOR/ALUMNO Y TITULACION Y ESPECIALIZACION DEL PROFESORADO, EN LOS PLAZOS PREVISTOS EN EL REAL DECRETO 986/1991, DE 14 DE JUNIO, POR EL QUE SE APRUEBA EL CALENDARIO DE APLICACION DE LA NUEVA ORDENACION DEL SISTEMA EDUCATIVO, SIN PERJUICIO DE LO ESTABLECIDO EN LA DISPOSICION TRANSITORIA OCTAVA DEL PRESENTE REAL DECRETO.

3. ASIMISMO, LOS CENTROS DE MUSICA A QUE SE REFIERE ESTA DISPOSICION DEBERAN OFERTAR DESDE EL CURSO 1992/1993 LAS ESPECIALIDADES ESTABLECIDAS EN EL ARTICULO 10 DEL PRESENTE REAL DECRETO, DEBIENDO SER LA IMPARTICION DE LAS MISMAS EFECTIVA EN EL CURSO 1995/1996.

NO OBSTANTE, LAS ADMINISTRACIONES EDUCATIVAS PODRAN ADAPTAR LOS PLAZOS DE LA OFERTA DE DICHAS ESPECIALIDADES EN FUNCION DE SU PROPIA

PLANIFICACION.

TERCERA. 1. LOS CENTROS DOCENTES PRIVADOS QUE ESTEN CLASIFICADOS COMO

CENTROS RECONOCIDOS PARA LA IMPARTICION DE LAS ENSEÑANZAS DE MUSICA DE GRADO MEDIO O DE DANZA EN EL MOMENTO DE ENTRADA EN VIGOR DEL PRESENTE REAL DECRETO, DE ACUERDO CON EL DECRETO 1987/1964, DE 18 DE JUNIO, PODRAN SOLICITAR AUTORIZACION PARA IMPARTIR LAS ENSEÑANZAS DE GRADO MEDIO CORRESPONDIENTES A LA NUEVA ORDENACION DEL SISTEMA EDUCATIVO.

2. ESTOS CENTROS DEBERAN CUMPLIR LOS REQUISITOS MINIMOS RELATIVOS A INSTALACIONES Y CONDICIONES MATERIALES QUE SE FIJAN EN EL PRESENTE REAL DECRETO, AL COMIENZO DEL AÑO ACADEMICO 1997/1998, CON LAS SIGUIENTES EXCEPCIONES:

A) CENTROS PROFESIONALES DE ENSEÑANZA DE MUSICA. ESTARAN EXIMIDOS DE CUMPLIR LOS REQUISITOS ESTABLECIDOS EN LAS LETRAS B) Y L) DEL ARTICULO 15.1. LA SUPERFICIE DESTINADA A LOS SERVICIOS DE BIBLIOTECA, VIDEOTECA Y FONOTECA RECOGIDA EN LA LETRA C) DE DICHO ARTICULO DEBERA SER DE, AL MENOS, 40 METROS CUADRADOS Y LA SUPERFICIE TOTAL DE LOS ESPACIOS DESTINADOS A LAS ACTIVIDADES PREVISTAS EN LAS LETRAS D), E) Y F) DEL ARTICULO 15.1 SERA DE 50 METROS CUADRADOS.

B) CENTROS PROFESIONALES DE ENSEÑANZA DE DANZA. ESTARAN EXIMIDOS DE CUMPLIR LOS REQUISITOS ESTABLECIDOS EN LAS LETRAS B) Y L) DEL ARTICULO 27.1. LA SUPERFICIE DESTINADA A LOS SERVICIOS DE BIBLIOTECA, VIDEOTECA Y FONOTECA DEBERA SER DE, AL MENOS, 40 METROS CUADRADOS Y LA SUPERFICIE TOTAL DE LOS ESPACIOS DESTINADOS A LAS ACTIVIDADES PREVISTAS EN LAS LETRAS G), H) E I) DEL ARTICULO 27.1 SERA DE 50 METROS CUADRADOS.

3. LOS CENTROS PROFESIONALES DE ENSEÑANZA DE MUSICA DEBERAN CUMPLIR LOS REQUISITOS ESTABLECIDOS EN LOS ARTICULOS 13, 19 Y 20 DEL PRESENTE REAL DECRETO Y LOS DE DANZA EN LOS ESTABLECIDOS EN LOS ARTICULOS 25, 30 Y 31, AL INICIO DE LA IMPLANTACION DE LAS RESPECTIVAS ENSEÑANZAS, DE ACUERDO CON EL REAL DECRETO 986/1991, DE 14 DE JUNIO, SIN PERJUICIO DE LO ESTABLECIDO EN LA DISPOSICION TRANSITORIA OCTAVA DEL PRESENTE REAL DECRETO.

CUARTA. LAS ADMINISTRACIONES EDUCATIVAS COMPETENTES DETERMINARAN LA ADECUACION DE LOS REQUISITOS DE INSTALACIONES Y CONDICIONES MATERIALES ESTABLECIDOS EN EL PRESENTE REAL DECRETO, A LOS SUPUESTOS DE LOS CENTROS DE GRADO SUPERIOR DE MUSICA, DANZA O ARTE DRAMATICO EXISTENTES A LA ENTRADA EN VIGOR DE LA PRESENTE NORMA.

QUINTA. 1. LOS CENTROS PRIVADOS QUE IMPARTAN ENSEÑANZAS DE MUSICA O DANZA Y EN EL MOMENTO DE ENTRADA EN VIGOR DEL PRESENTE REAL DECRETO ESTEN CLASIFICADOS COMO AUTORIZADOS CON ARREGLO AL DECRETO 1987/1964, DE 18 DE JUNIO, PODRAN SER AUTORIZADOS PARA IMPARTIR LAS ENSEÑANZAS DE LOS CORRESPONDIENTES GRADOS ELEMENTALES DE LA NUEVA ORDENACION DEL SISTEMA EDUCATIVO EN LOS TERMINOS QUE, DE ACUERDO CON LO ESTABLECIDO EN LA DISPOSICION TRANSITORIA SEGUNDA, DETERMINEN, EN SU CASO, LAS ADMINISTRACIONES EDUCATIVAS.

2. MIENTRAS NO SE CONCEDA DICHA AUTORIZACION, ESTOS CENTROS PODRAN IMPARTIR UNICAMENTE LAS ENSEÑANZAS PARA LAS QUE ESTUVIERAN AUTORIZADOS, HASTA SU EXTINCION CON ARREGLO AL REAL DECRETO 986/1991, DE 14 DE JUNIO, QUE APRUEBA EL CALENDARIO DE APLICACION DE LA NUEVA ORDENACION DEL SISTEMA EDUCATIVO.

SEXTA. LOS CENTROS DOCENTES PRIVADOS QUE TENGAN RECONOCIDA O AUTORIZADA LA IMPARTICION DE ENSEÑANZAS DE ARTES APLICADAS Y OFICIOS ARTISTICOS O CERAMICA, CON ARREGLO AL DECRETO 1987/1964, DE 18 DE JUNIO, SERAN AUTORIZADOS PARA IMPARTIR LAS ENSEÑANZAS DE CICLOS FORMATIVOS SIEMPRE QUE REUNAN LOS REQUISITOS MINIMOS ESTABLECIDOS EN EL ARTICULADO DE ESTE REAL DECRETO.

SEPTIMA. 1. LOS CENTROS PUBLICOS EXISTENTES EN EL MOMENTO DE ENTRADA EN VIGOR DEL PRESENTE REAL DECRETO DEBERAN ADECUARSE A LOS REQUISITOS MINIMOS EN EL ESTABLECIDOS EN LOS PLAZOS Y CONDICIONES A QUE SE REFIEREN LAS DISPOSICIONES TRANSITORIAS SEGUNDA, TERCERA, CUARTA Y SEXTA.

2. EL RECONOCIMIENTO DE LA VALIDEZ ACADEMICA OFICIAL DE LOS CENTROS PUBLICOS DE ENSEÑANZAS ARTISTICAS NO ESTATALES EXISTENTES EN EL MOMENTO DE ENTRADA EN VIGOR DEL PRESENTE REAL DECRETO SE REALIZARA POR CONVENIO ENTRE ESTOS Y LA ADMINISTRACION EDUCATIVA CORRESPONDIENTE, AL OBJETO DE SU INCLUSION EN LA PROGRAMACION GENERAL DE LA ENSEÑANZA.

OCTAVA. 1. LO ESTABLECIDO EN EL PRESENTE REAL DECRETO RESPECTO A LOS

REQUISITOS DE TITULACION PARA LA IMPARTICION DE LAS DISTINTAS ENSEÑANZAS ARTISTICAS, NO AFECTARA AL PROFESORADO QUE ESTE PRESTANDO SUS SERVICIOS EN CENTROS DOCENTES EN VIRTUD DE LO DISPUESTO EN LA LEGISLACION ACTUAL EN RELACION CON LAS PLAZAS QUE SE ENCUENTREN OCUPANDO.

2. SEGUN SE VAYAN IMPLANTANDO LAS ENSEÑANZAS ESTABLECIDAS POR LA LEY ORGANICA 1/1990, DE 3 DE OCTUBRE, DE ORDENACION GENERAL DEL SISTEMA EDUCATIVO LAS PLAZAS VACANTES DEBERAN CUBRIRSE CON PROFESORES QUE REUNAN LOS REQUISITOS ESTABLECIDOS.

TEXTO:

DISPOSICION DEROGATORIA

A LA ENTRADA EN VIGOR DE LA PRESENTE NORMA, QUEDA DEROGADO: EL DECRETO 1987/1964, DE 18 DE JUNIO, SOBRE REGLAMENTACION DE CENTROS NO OFICIALES DE ENSEÑANZAS ARTISTICAS, EN CUANTO SE OPONGA A LO ESTABLECIDO EN EL PRESENTE REAL DECRETO.

EL DECRETO 2618/1966, DE 10 DE SEPTIEMBRE, SOBRE REGLAMENTACION GENERAL DE LOS CONSERVATORIOS DE MUSICA, EN CUANTO SE OPONGA A LO ESTABLECIDO EN EL PRESENTE REAL DECRETO.

ASIMISMO, QUEDAN DEROGADAS CUANTAS DISPOSICIONES DE IGUAL O INFERIOR RANGO SE OPONGAN A LO ESTABLECIDO EN ESTA NORMA.

DISPOSICIONES FINALES

PRIMERA. 1. CORRESPONDE AL MINISTRO DE EDUCACION Y CIENCIA Y A LOS ORGANOS COMPETENTES DE LAS COMUNIDADES AUTONOMAS DICTAR CUANTAS DISPOSICIONES SEAN NECESARIAS PARA EL DESARROLLO Y APLICACION DE LO ESTABLECIDO EN EL PRESENTE REAL DECRETO.

2. LAS ADMINISTRACIONES EDUCATIVAS, EN EL MARCO DE SUS COMPETENCIAS, PODRAN REGULAR LOS ASPECTOS NO ESTABLECIDOS EN ESTE REAL DECRETO EN RELACION CON LOS REQUISITOS DE LOS CENTROS QUE IMPARTAN ENSEÑANZAS ARTISTICAS.

SEGUNDA. EL PRESENTE REAL DECRETO ENTRARA EN VIGOR EL DIA SIGUIENTE AL DE SU PUBLICACION EN EL BOLETIN OFICIAL DEL ESTADO.

DADO EN MADRID A 15 DE ABRIL DE 1992.

JUAN CARLOS R.

EL MINISTRO DE EDUCACION Y CIENCIA,
JAVIER SOLANA MADARIAGA



Ministerio de Educación y Cultura

EDUCACIÓN

Consulta de la Base de Datos de LEDA info-leda@mec.es

Su consulta ha sido:
vigencia=vigente and descriptores="ARTE DRAMATICO" and ente=estado

**REAL DECRETO 754/1992, DE 26 DE JUNIO, POR EL
QUE SE ESTABLECEN LOS ASPECTOS BASICOS DEL
CURRÍCULO DE LAS ENSEÑANZAS DE ARTE
DRAMATICO Y SE REGULA LA PRUEBA DE ACCESO A
ESTOS ESTUD**

CLAVE:
Y00923550

ENTE:
ESTADO

RANGO:
RD

FECHA DISPOSICION:
1992-06-26

AÑO DISPOSICION:
1992

NUMERO DISPOSICION:
0754/92

VIGENCIA:
VIGENTE

DESCRIPTORES:
EDUCACION NO UNIVERSITARIA
ENSEÑANZAS ARTISTICAS
ARTE DRAMATICO
ORDENACION
CURRÍCULO
CURRÍCULO ENSEÑANZAS ARTISTICAS
CURRÍCULO ARTE DRAMATICO
NORMA BASICA

TÍTULO:

REAL DECRETO 754/1992, DE 26 DE JUNIO, POR EL QUE SE ESTABLECEN LOS ASPECTOS BASICOS DEL CURRICULO DE LAS ENSEÑANZAS DE ARTE DRAMATICO Y SE REGULA LA PRUEBA DE ACCESO A ESTOS ESTUDIOS. (BOE 178/92 DE 25 DE JULIO DE 1992).

TEXTO:

LA LEY ORGANICA 1/1990, DE 3 DE OCTUBRE, DE ORDENACION GENERAL DEL SISTEMA EDUCATIVO, REGULA LAS ENSEÑANZAS DE ARTE DRAMATICO, LAS CUALES COMPRENDERAN UN SOLO GRADO DE CARACTER SUPERIOR, SIENDO SU TITULACION EQUIVALENTE, A TODOS LOS EFECTOS, A LICENCIADO UNIVERSITARIO. EN LA CITADA LEY SE DISPONE QUE CORRESPONDE AL GOBIERNO FIJAR LOS ASPECTOS BASICOS DEL CURRICULO O ENSEÑANZAS MINIMAS PARA TODO EL ESTADO, LAS CUALES FORMARAN PARTE DEL CURRICULO QUE ESTABLEZCAN LAS ADMINISTRACIONES EDUCATIVAS, GARANTIZANDOSE DE ESTE MODO UNA FORMACION COMUN Y LA VALIDEZ DE LOS TITULOS CORRESPONDIENTES. ASIMISMO, EN EL ARTICULO 44 DE LA LEY SE DETERMINA QUE EL GOBIERNO REGULARA LA PRUEBA DE ACCESO A ESTOS ESTUDIOS, ESTABLECIENDOSE DOS SUPUESTOS DE ACCESO, UNO PARA QUIENES ESTEN EN POSESION DEL TITULO DE BACHILLER Y OTRO PARA QUIENES NO CUMPLAN ESTE REQUISITO.

JUNTO CON LAS PREVISIONES CITADAS, EN LA LEY ORGANICA SE FORMULA CUAL HABRA DE SER LA FINALIDAD DE ESTAS ENSEÑANZAS: LA CONSECUION DE UNA FORMACION ARTISTICA DE CALIDAD Y LA CUALIFICACION DE LOS FUTUROS PROFESIONALES. CON ESTA FINALIDAD SON COHERENTES LOS OBJETIVOS Y CONTENIDOS ESTABLECIDOS EN EL PRESENTE REAL DECRETO, EN LOS QUE DESTACA EL EQUILIBRIO ENTRE LOS CONOCIMIENTOS TEORICOS, EL DESARROLLO DE LAS DESTREZAS TECNICAS Y LA APREHENSION DE LOS PRINCIPIOS ESTETICOS Y CULTURALES QUE DETERMINAN EL FENOMENO ARTISTICO-DRAMATICO, POR SER TRES ASPECTOS ESENCIALES EN LA FUNDAMENTACION Y EL ESTIMULO DE LA CAPACIDAD CREATIVA, ASI COMO EN EL DESARROLLO DE LAS CAPACIDADES ESPECIFICAS QUE PROPORCIONEN UN NIVEL FORMATIVO ACORDE CON LAS NECESIDADES DEL SECTOR PROFESIONAL.

AHORA BIEN, LA COHERENCIA ENTRE LA ORDENACION ACADEMICA Y LA FINALIDAD DE LAS ENSEÑANZAS NO SE EXPRESA SOLO EN EL NIVEL DE LOS ESTUDIOS, SINO TAMBIEN EN LA ESTRUCTURA DE LOS MISMOS, QUE HA DE REFLEJAR NECESARIAMENTE LA DIVERSIDAD DE SECTORES QUE, DENTRO DEL ARTE DRAMATICO, PRECISAN DE UNA CUALIFICACION PROFESIONAL DE NIVEL SUPERIOR. DE ESTE MODO, LA PRESENTE NORMA ESTABLECE TRES ESPECIALIDADES QUE ABARCAN LOS TRES GRANDES AMBITOS EN QUE DICHO ARTE PUEDE EXPRESARSE: EL DE LA DIRECCION DE ESCENA Y DRAMATURGIA, EL DE LA ESCENOGRAFIA Y EL DE LA INTERPRETACION.

A SU VEZ, EN LAS ESPECIALIDADES DE DIRECCION DE ESCENA Y DRAMATURGIA Y DE INTERPRETACION SE ESTABLECEN DIVERSAS OPCIONES, QUE PERMITEN UNA MAYOR PROFUNDIZACION EN DETERMINADOS CAMPOS, EN FUNCION DE UNA MAS ESPECIFICA CUALIFICACION PROFESIONAL DEL ALUMNO. ASI, EN LA PRIMERA ESPECIALIDAD, LOS ALUMNOS PODRAN PROFUNDIZAR BIEN EN LA DIRECCION ESCENICA O BIEN EN LAS DIVERSAS FACETAS DE LA DRAMATURGIA. EN LO CONCERNIENTE A LA ESPECIALIDAD DE INTERPRETACION, LAS DIFERENTES OPCIONES SE DEFINEN EN FUNCION DE LAS NECESIDADES FORMATIVAS DE LOS DISTINTOS PERFILES PROFESIONALES TEATRO DE TEXTO, GESTUAL, DE OBJETOS Y MUSICAL EN LOS QUE PUEDE PLASMARSE LA DIVERSIDAD DEL HECHO INTERPRETATIVO.

DENTRO DE ESTA ESTRUCTURA GENERAL DE ESPECIALIDADES Y OPCIONES, EN LA FIJACION DE LAS ENSEÑANZAS MINIMAS SE PRETENDE PLANTEAR UNA CONCEPCION ABIERTA Y FLEXIBLE DEL CURRICULO QUE, EN EL MARCO DE LOS DISTINTOS CURRICULOS ESTABLECIDOS POR CADA ADMINISTRACION EDUCATIVA, PERMITA A LOS PROFESORES ELABORAR PROYECTOS Y PROGRAMACIONES QUE DESARROLLEN EN LA PRACTICA LAS VIRTUALIDADES DEL CURRICULO ESTABLECIDO.

POR OTRA PARTE, EL PRESENTE REAL DECRETO REGULA LAS PRUEBAS DE ACCESO A ESTAS ENSEÑANZAS EN LOS DOS SUPUESTOS RECOGIDOS EN LA LEY ORGANICA 1/1990, DE 3 DE OCTUBRE. EL PRIMERO, REFERIDO A AQUELLOS ASPIRANTES QUE ESTEN EN POSESION DEL TITULO DE BACHILLER, QUIENES DEBERAN DEMOSTRAR,

ADEMAS DE LA MADUREZ Y CONOCIMIENTOS PROPIOS DE LOS NIVELES EDUCATIVOS CURSADOS, APTITUDES ESPECIFICAS PARA REALIZAR LA CORRESPONDIENTE ESPECIALIDAD DE ARTE DRAMATICO. EL SEGUNDO, DE CARACTER EXCEPCIONAL, PARA QUIENES ACCEDAN SIN CUMPLIR EL CITADO REQUISITO ACADEMICO, QUE DEBERAN DEMOSTRAR NO SOLO APTITUDES, SINO TAMBIEN LA POSESION DE LAS HABILIDADES ESPECIFICAS DE LA ESPECIALIDAD SOLICITADA. PARA LA ELABORACION DE ESTA NORMA HAN SIDO CONSULTADAS LAS COMUNIDADES AUTONOMAS CON PLENAS COMPETENCIAS EN MATERIA EDUCATIVA, EN EL SENO DE LA CONFERENCIA SECTORIAL DE EDUCACION.

EN SU VIRTUD, A PROPUESTA DEL MINISTRO DE EDUCACION Y CIENCIA, PREVIO INFORME DEL CONSEJO ESCOLAR DEL ESTADO, DE ACUERDO CON EL CONSEJO DE ESTADO Y PREVIA DELIBERACION DEL CONSEJO DE MINISTROS EN SU REUNION DEL DIA 26 DE JUNIO DE 1992,

DISPONGO:

ARTICULO 1.

LAS ENSEÑANZAS DE ARTE DRAMATICO COMPRENDERAN UN SOLO GRADO, DE CARACTER SUPERIOR, SEGUN LO DISPUESTO EN EL ARTICULO 43.1 DE LA LEY ORGANICA 1/1990, DE 3 DE OCTUBRE, DE ORDENACION GENERAL DEL SISTEMA EDUCATIVO, CUYA DURACION SERA DE CUATRO AÑOS ACADEMICOS.

ARTICULO 2.

A LOS EFECTOS DE LO DISPUESTO EN ESTE REAL DECRETO, SE ENTIENDE POR CURRICULO DE LAS ENSEÑANZAS DE ARTE DRAMATICO EL CONJUNTO DE OBJETIVOS, CONTENIDOS, METODOS PEDAGOGICOS Y CRITERIOS DE EVALUACION QUE HAN DE REGULAR LA PRACTICA DOCENTE.

ARTICULO 3.

1. LAS ENSEÑANZAS MINIMAS CORRESPONDIENTES A LOS ESTUDIOS DE ARTE DRAMATICO SE REGIRAN POR LO ESTABLECIDO EN EL PRESENTE REAL DECRETO, DE ACUERDO CON LO ESTABLECIDO EN EL ARTICULO 4.2 DE LA LEY ORGANICA 1/1990, DE 3 DE OCTUBRE, DE ORDENACION GENERAL DEL SISTEMA EDUCATIVO.

2. LAS ADMINISTRACIONES EDUCATIVAS COMPETENTES ESTABLECERAN EL CURRICULO DE LAS ENSEÑANZAS DE ARTE DRAMATICO, DEL QUE FORMARAN PARTE, EN TODO CASO, LAS ENSEÑANZAS MINIMAS FIJADAS EN EL PRESENTE REAL DECRETO.

ARTICULO 4.

AL ESTABLECER EL CURRICULO DE LAS ENSEÑANZAS DE ARTE DRAMATICO, LAS ADMINISTRACIONES EDUCATIVAS FOMENTARAN LA AUTONOMIA PEDAGOGICA Y ORGANIZATIVA DE LOS CENTROS, FAVORECERAN EL TRABAJO EN EQUIPO DE LOS PROFESORES Y ESTIMULARAN LA ACTIVIDAD INVESTIGADORA DE LOS MISMOS A PARTIR DE SU PRACTICA DOCENTE.

ARTICULO 5.

LAS ENSEÑANZAS DE ARTE DRAMATICO TENDRAN COMO FINALIDAD LA FORMACION DE PROFESIONALES, PEDAGOGOS E INVESTIGADORES DEL FENOMENO TEATRAL Y DE AQUELLAS OTRAS AREAS DE LA COMUNICACION QUE DE EL EMANAN.

ARTICULO 6.

1. EL CURRICULO DE LOS ESTUDIOS DE ARTE DRAMATICO SE ESTRUCTURARA EN CUATRO CURSOS ACADEMICOS Y SE REFERIRA A CADA UNA DE LAS SIGUIENTES ESPECIALIDADES:

DIRECCION DE ESCENA Y DRAMATURGIA.

ESCENOGRAFIA.

INTERPRETACION.

2. LA ESPECIALIDAD DE DIRECCION DE ESCENA Y DRAMATURGIA CONSTARA DE DOS OPCIONES, REFERIDAS A DOS PERFILES PROFESIONALES DISTINTOS, DE LOS CUALES LOS ALUMNOS DEBERAN CURSAR UNA:

OPCION A): ORIENTADA A LA FORMACION DE DIRECTORES DE ESCENA.

OPCION B): ORIENTADA A LA FORMACION DE ESPECIALISTAS EN DRAMATURGIA Y EN TEORIA DEL HECHO TEATRAL.

3. LA ESPECIALIDAD DE INTERPRETACION CONSTARA DE CUATRO OPCIONES, REFERIDAS A CUATRO PERFILES PROFESIONALES DISTINTOS, DE LAS CUALES LOS ALUMNOS DEBERAN CURSAR UNA:

OPCION A): ORIENTADA A LA FORMACION DE INTERPRETES, PROFUNDIZANDO EN AQUELLOS AMBITOS EN LOS QUE LO TEXTUAL SEA EL SOPORTE DEL HECHO INTERPRETATIVO.

OPCION B):

ORIENTADA A LA FORMACION DE INTERPRETES, PROFUNDIZANDO EN AQUELLOS AMBITOS EN LOS QUE EL CUERPO SEA EL INSTRUMENTO EXPRESIVO FUNDAMENTAL.

OPCION C):

ORIENTADA A LA FORMACION DE INTERPRETES, PROFUNDIZANDO EN AQUELLOS AMBITOS EN LOS QUE LA MANIPULACION DE OBJETOS SEA EL ELEMENTO EXPRESIVO FUNDAMENTAL.

OPCION D): ORIENTADA A LA FORMACION DE INTERPRETES, PROFUNDIZANDO EN AQUELLOS AMBITOS EN LOS QUE EL CANTO, LA DANZA Y LA MUSICA SEAN LOS ELEMENTOS EXPRESIVOS FUNDAMENTALES.

ARTICULO 7.

1. LAS ENSEÑANZAS DE ARTE DRAMATICO, CORRESPONDIENTES A LA ESPECIALIDAD DE DIRECCION DE ESCENA Y DRAMATURGIA, TENDRAN COMO OBJETIVO CONTRIBUIR AL DESARROLLO DE LAS SIGUIENTES CAPACIDADES:

- A) CONOCER LOS FACTORES SOCIALES, ESTETICOS Y LITERARIOS QUE SUSTENTAN LA HISTORIA DEL HECHO TEATRAL.
- B) CONOCER EN PROFUNDIDAD LAS DIFERENTES ESCUELAS Y TECNICAS DE DIRECCION ESCENICA.
- C) UTILIZAR CON SENTIDO CRITICO LAS TECNICAS DE LITERATURA COMPARADA, ASI COMO LA VISUALIZACION Y ANALISIS DE DIFERENTES ESPECTACULOS.
- D) CONOCER E INTERPRETAR CON SENSIBILIDAD ESTETICA LOS DIFERENTES ESTILOS ARTISTICOS.
- E) COMPRENDER EL ESPACIO ESCENICO COMO UN TODO DONDE SE ARTICULAN LOS DIFERENTES ELEMENTOS, TANTO TECNICOS COMO HUMANOS, DEL HECHO TEATRAL.
- F) CONOCER LAS TECNICAS QUE INTERVIENEN EN EL FENOMENO TEATRAL: ILUMINACION, ESCENOGRAFIA, VESTUARIO, CARACTERIZACION, ETC.
- G) UTILIZAR LAS TECNICAS DE INTERPRETACION EN LA DIRECCION DE ACTORES.
- H) DOMINAR LA DRAMATURGIA DE LA PROPUESTA TEATRAL.
- I) UTILIZAR LAS TECNICAS DEL ANALISIS DE TEXTO.
- J) UTILIZAR LOS CONOCIMIENTOS ADQUIRIDOS PARA LA CREACION DE TEXTOS ORIGINALES Y PARA LA REALIZACION DE VERSIONES Y ADAPTACIONES.
- K) VALORAR EL MUNDO DE LOS SIGNOS QUE INTERVIENEN EN EL HECHO TEATRAL Y SU IMPORTANCIA EN LA COMPRESION DEL TEXTO Y SU DESARROLLO ESCENICO.
- L) DEMOSTRAR DESDE LA PERSPECTIVA DEL DIRECTOR DE ESCENA Y DRAMATURGO, CONSIDERADOS COMO CREADORES AUTONOMOS, LA CAPACIDAD IMAGINATIVA, CREATIVA Y REFLEXIVA PROPIAS DE SU ESPECIALIDAD.
- M) DOMINAR LAS TECNICAS, METODOS Y SISTEMAS QUE FACULTAN PARA UNA RIGUROSA LABOR DE INVESTIGACION.
- N) CONOCER LA PRODUCCION DEL ESPECTACULO TEATRAL.

2. LAS ENSEÑANZAS DE ARTE DRAMATICO CORRESPONDIENTES A LA ESPECIALIDAD DE ESCENOGRAFIA TENDRAN COMO OBJETIVO CONTRIBUIR AL DESARROLLO DE LAS SIGUIENTES CAPACIDADES:

- A) DOMINAR LAS TECNICAS ESPACIALES IMPRESCINDIBLES PARA LA REALIZACION DE UN PROYECTO ESCENOGRAFICO.
- B) CONOCER Y APLICAR EL SENTIDO DEL COLOR Y LA FORMA AL SERVICIO DE UNA DETERMINADA PROPUESTA DRAMATICA.
- C) DOMINAR LAS NOCIONES DE RITMO, EQUILIBRIO, ARMONIA, MOVIMIENTO Y ESPACIO COMO ELEMENTOS BASICOS DE LA CREACION ESCENOGRAFICA.
- D) DOMINAR LAS DISTINTAS TENDENCIAS Y ESCUELAS ESCENOGRAFICAS.
- E) DEMOSTRAR SENSIBILIDAD ESTETICA, CREATIVIDAD E IMAGINACION DESDE LA CONSIDERACION DEL ESCENOGRAFO COMO CREADOR AUTONOMO.
- F) CONOCER EN SUS ASPECTOS TEORICOS Y PRACTICOS LOS DIFERENTES ELEMENTOS QUE INTERVIENEN EN EL ESPACIO ESCENICO: LUZ, SONIDO, VESTUARIO, CARACTERIZACION, ETC.
- G) DOMINAR LOS DIFERENTES GENEROS DRAMATICOS PARA SU RECREACION ESCENOGRAFICA.
- H) CONOCER LOS DIVERSOS ESTILOS ARTISTICOS, ASI COMO LAS DISTINTAS CONCEPCIONES ESTETICAS.
- I) SABER APLICAR LAS MODERNAS TECNICAS QUE SOSTIENEN LA CREACION ESCENOGRAFICA: CINE, VIDEO, DISEÑO POR ORDENADOR, ETC.
- J) RELACIONAR LOS FACTORES SOCIALES, ESTETICOS Y LITERARIOS QUE SUSTENTAN LA HISTORIA DEL HECHO TEATRAL.
- K) VALORAR LA CALIDAD Y RESISTENCIA DE LOS MATERIALES APLICABLES AL ESPACIO ESCENICO.
- L) CONOCER LA PRODUCCION DEL ESPECTACULO TEATRAL.

3. LAS ENSEÑANZAS DE ARTE DRAMATICO CORRESPONDIENTES A LA ESPECIALIDAD DE INTERPRETACION TENDRAN COMO OBJETIVO CONTRIBUIR AL DESARROLLO DE LAS SIGUIENTES CAPACIDADES:

- A) UTILIZAR LAS DIFERENTES TECNICAS INTERPRETATIVAS PARA ANALIZAR, CREAR EL PERSONAJE E INTEGRARLO EN EL ESPECTACULO.
- B) DOMINAR LA CONCENTRACION Y LA MEMORIA SENSORIAL, ASI COMO LOS REFLEJOS A TRAVES DE TECNICAS CORPORALES ESPECIFICAS.
- C) DOMINAR LA IMPROVISACION COMO TECNICA PARA LA CREACION DEL PERSONAJE.
- D) APLICAR LAS TECNICAS QUE PERMITAN AMPLIAR LAS POSIBILIDADES TIMBRICAS Y UTILIZAR UNA EMISION CORRECTA DE LA VOZ.
- E) INTERIORIZAR EL CONFLICTO DRAMATICO.
- F) DOMINAR LOS CONCEPTOS DE RITMO, MOVIMIENTO, ARMONIA, EQUILIBRIO, ESPACIO Y TIEMPO IMPRESCINDIBLES EN LA EXPRESION TEATRAL.
- G) CONOCER LAS TECNICAS ESPECIFICAS TEORICO-PRACTICAS QUE CONCERNEN AL TEATRO POETICO Y EN VERSO.
- H) DOMINAR LA DICCION Y LA MUSICALIDAD DE LA LENGUA.
- I) APLICAR LA IMAGINACION E INTUICION PARA LA CREACION DEL PERSONAJE.
- J) DOMINAR LAS TECNICAS DE AUTOCONTROL A TRAVES DE LA RELAJACION.
- K) RELACIONAR LOS FACTORES SOCIALES, ESTETICOS Y LITERARIOS QUE SUSTENTAN LA HISTORIA DEL HECHO TEATRAL.
- L) UTILIZAR LAS DIFERENTES FORMAS DE EXPRESION A TRAVES DEL CUERPO Y DE LA VOZ.
- M) CONOCER LAS DIFERENTES MODALIDADES DE INTERPRETACION.
- N) CONOCER LA DANZA COMO EXPRESION ARTISTICA Y EJECUTAR ALGUNA DE SUS MANIFESTACIONES.
- Ñ) CONOCER LAS TECNICAS INTEGRADAS DEL HECHO ESCENICO COMO MAQUILLAJE, ILUMINACION, ESCENOGRAFIA, INDUMENTARIA, ETC.

ARTICULO 8.

1.

LOS CONTENIDOS MINIMOS CORRESPONDIENTES A LAS DIVERSAS ESPECIALIDADES DE ARTE DRAMATICO, REFERIDOS A MATERIAS, ASI COMO SUS TIEMPOS LECTIVOS MINIMOS, SON LOS ESTABLECIDOS EN EL ANEXO DE LA PRESENTE NORMA.

2. LAS ADMINISTRACIONES EDUCATIVAS, AL ESTABLECER EL CURRICULO, ORGANIZARAN CADA UNA DE ESTAS MATERIAS EN UNA O VARIAS ASIGNATURAS Y DETERMINARAN EL CURSO O CURSOS EN QUE DEBERAN REALIZARSE, PUDIENDO INCREMENTAR LOS TIEMPOS LECTIVOS MINIMOS QUE SE FIJAN EN LA PRESENTE NORMA PARA ESTAS. LA NORMATIVA REGULADORA DEL CURRICULO DEBERA HACER CONSTAR AQUELLAS MATERIAS DE LAS ESTABLECIDAS EN EL PRESENTE REAL DECRETO A LAS QUE CORRESPONDAN DICHAS ASIGNATURAS.

3.

ASIMISMO, LAS ADMINISTRACIONES EDUCATIVAS PODRAN CONTEMPLAR EL CURRICULO CON OTRAS ASIGNATURAS NO VINCULADAS A LAS MATERIAS QUE SE ESTABLECEN EN EL PRESENTE REAL DECRETO.

ARTICULO 9.

1. LA EVALUACION DE LOS ALUMNOS SE BASARA EN LA CONSECUION DE LOS OBJETIVOS RECOGIDOS EN EL PRESENTE REAL DECRETO, ASI COMO EN LA DE AQUELLOS OBJETIVOS ESPECIFICOS QUE ESTABLEZCAN LAS ADMINISTRACIONES EDUCATIVAS Y LOS CENTROS EN SUS PROYECTOS CURRICULARES DE ACUERDO CON LO PREVISTO EN LOS ARTICULOS 3.2 Y 4 DE ESTA NORMA.

2. LA EVALUACION SERA CONTINUA Y DIFERENCIADA EN CADA UNA DE LAS ASIGNATURAS QUE CONSTITUYEN EL CURRICULO. TENDRA, ADEMAS, UN CARACTER INTEGRADOR EN RELACION CON EL FUTURO PERFIL PROFESIONAL DEL ALUMNO.

ARTICULO 10.

- 1. LA CALIFICACION NEGATIVA EN TRES O MAS ASIGNATURAS IMPEDIRA LA PROMOCION DE UN ALUMNO AL CURSO SIGUIENTE.
- 2. LOS ALUMNOS DISPONDRAN DE UN LIMITE DE CUATRO CONVOCATORIAS PARA SUPERAR CADA ASIGNATURA, SIN QUE, EN NINGUN CASO, LA PERMANENCIA DEL ALUMNO EN LOS CENTROS PUEDA EXCEDER DE SEIS CURSOS.

ARTICULO 11.

1. PARA EL ACCESO A LAS ENSEÑANZAS DE ARTE DRAMATICO SERA PRECISO ESTAR EN POSESION DEL TITULO DE BACHILLER, SEGUN LO DISPUESTO EN EL ARTICULO

44.1 DE LA LEY ORGANICA 1/1990, DE 3 DE OCTUBRE, Y SUPERAR LA PRUEBA ESPECIFICA, CORRESPONDIENTE A LA ESPECIALIDAD POR LA QUE OPTE, QUE SE REGULA EN LOS ARTICULOS 13 Y 14 DEL PRESENTE REAL DECRETO.

2. NO OBSTANTE LO PREVISTO EN EL APARTADO ANTERIOR, SERA POSIBLE ACCEDER A ESTAS ENSEÑANZAS SIN CUMPLIR LOS REQUISITOS ACADEMICOS ESTABLECIDOS SIEMPRE QUE EL ASPIRANTE DEMUESTRE LAS HABILIDADES ESPECIFICAS NECESARIAS PARA CURSARLAS CON APROVECHAMIENTO MEDIANTE LA SUPERACION DE LA PRUEBA CORRESPONDIENTE A LA ESPECIALIDAD POR LA QUE OPTE, QUE SE REGULA EN LOS ARTICULOS 15 Y 16 DEL PRESENTE REAL DECRETO. SE CONSIDERARA QUE EL CANDIDATO POSEE LAS HABILIDADES NECESARIAS PARA CURSAR LOS ESTUDIOS DE ARTE DRAMATICO CUANDO DEMUESTRE NO SOLO LAS APTITUDES, SINO TAMBIEN LAS DESTREZAS RELATIVAS A UNA DETERMINADA ESPECIALIDAD, SIENDO CAPAZ DE EJECUTARLAS EN LA PRACTICA.

PARA EL ACCESO POR ESTE PROCEDIMIENTO SERA PRECISO QUE EL ASPIRANTE HAYA CUMPLIDO VEINTE AÑOS Y NO HAYA SUPERADO EL BACHILLERATO O ESTUDIOS EQUIVALENTES.

ARTICULO 12.

1. LAS PRUEBAS DE ACCESO A LOS ESTUDIOS SUPERIORES DE ARTE DRAMATICO SE REALIZARAN, MEDIANTE UNA CONVOCATORIA ANUAL, EN LAS ESCUELAS SUPERIORES DE ARTE DRAMATICO. CADA ALUMNO DISPONDRA DE UN NUMERO MAXIMO DE TRES CONVOCATORIAS PARA SUPERAR LA PRUEBA DE ACCESO.

2. CORRESPONDERA A LAS ADMINISTRACIONES EDUCATIVAS LA CONVOCATORIA, ORGANIZACION Y DESARROLLO DE LAS PRUEBAS DE ACCESO EN LOS CENTROS DE SU AMBITO COMPETENCIAL, QUEDANDO SUJETAS, EN TODO CASO, A LO ESTABLECIDO EN EL PRESENTE REAL DECRETO.

ARTICULO 13.

1. LA PRUEBA DE ACCESO A LOS ESTUDIOS DE ARTE DRAMATICO A QUE SE REFIERE EL ARTICULO 11.1 CONSTARA DE DOS EJERCICIOS.

2. EL PRIMER EJERCICIO SERA ESCRITO, COMUN A TODAS LAS ESPECIALIDADES Y CONSISTIRA EN EL ANALISIS DE UN FRAGMENTO DE UNA OBRA DRAMATICA.

ASIMISMO, SE PODRAN PROPONER PREGUNTAS SOBRE DICHO TEXTO. ESTE EJERCICIO TENDRA POR OBJETO EVALUAR LA MADUREZ Y CONOCIMIENTOS DEL ASPIRANTE POR MEDIO DE LA COMPRESION DE CONCEPTOS, LA UTILIZACION DEL LENGUAJE, LA CAPACIDAD PARA RELACIONAR Y SINTETIZAR, ASI COMO EL ANALISIS DEL TEXTO DESDE LA PERSPECTIVA DEL GENERO TEATRAL EN QUE SE INSERTE, CON LAS CARACTERISTICAS MAS IMPORTANTES QUE DEFINEN DICHO GENERO Y DE LOS ASPECTOS HISTORICOS, SOCIALES Y ARTISTICOS RELACIONADOS CON LA OBRA.

ESTE EJERCICIO SE CALIFICARA ENTRE CERO Y 10 PUNTOS Y TENDRA CARACTER ELIMINATORIO, SIENDO PRECISA PARA SU SUPERACION UNA PUNTUACION IGUAL O SUPERIOR A CINCO PUNTOS.

3. EL SEGUNDO EJERCICIO SE REFERIRA A LA ESPECIALIDAD POR LA QUE OPTE EL ASPIRANTE Y TENDRA CARACTER PRACTICO, CORRESPONDIENDO A LAS ADMINISTRACIONES EDUCATIVAS ESTABLECER SU ESTRUCTURA Y CONTENIDOS. ESTE EJERCICIO TENDRA COMO OBJETIVO:

A) EN LA ESPECIALIDAD DE DIRECCION DE ESCENA Y DRAMATURGIA, EVALUAR LAS APTITUDES ARTISTICAS DEL ASPIRANTE RESPECTO AL HECHO MULTIDISCIPLINAR, ARTISTICO Y TECNICO DE LA DIRECCION ESCENICA Y DE LA DRAMATURGIA.

B) EN LA ESPECIALIDAD DE ESCENOGRAFIA, EVALUAR LAS APTITUDES TECNICO-ARTISTICAS DEL ASPIRANTE QUE PERMITAN EL POSTERIOR DESARROLLO DE SU CAPACIDAD ARTISTICA.

C) EN LA ESPECIALIDAD DE INTERPRETACION, EVALUAR LAS APTITUDES ARTISTICAS EN RELACION CON LAS CAPACIDADES VOCALES, CORPORALES E INTERPRETATIVAS DEL ASPIRANTE.

ESTE EJERCICIO SE CALIFICARA ENTRE CERO Y 10 PUNTOS Y TENDRA CARACTER ELIMINATORIO, SIENDO PRECISA PARA SU SUPERACION UNA PUNTUACION IGUAL O SUPERIOR A CINCO PUNTOS.

ARTICULO 14.

LA CALIFICACION GLOBAL DE LA PRUEBA A QUE SE REFIERE EL ARTICULO ANTERIOR RESULTARA DE LA MEDIA ARITMETICA DE LAS PUNTUACIONES OBTENIDAS EN LOS DOS EJERCICIOS.

ARTICULO 15.

1. LA PRUEBA DE ACCESO A LOS ESTUDIOS DE ARTE DRAMATICO A QUE SE

REFIERE EL ARTICULO 11.2 CONSTARA DE DOS EJERCICIOS.

2. PRIMER EJERCICIO, CONSISTENTE EN LA EXPOSICION ORAL DE LOS TRABAJOS Y ACTIVIDADES REALIZADOS EN EL AREA DE LA ESPECIALIDAD CORRESPONDIENTE, SEGUIDO DE UN DEBATE CON EL TRIBUNAL EN EL QUE ESTE PODRA FORMULAR LAS PREGUNTAS QUE CONSIDERE OPORTUNAS PARA LA ADECUADA EVALUACION DE LA MADUREZ INTELECTUAL, FORMACION TEATRAL Y ACTIVIDADES DESARROLLADAS. PARA LA REALIZACION DE ESTE EJERCICIO, LOS ASPIRANTES DEBERAN APORTAR PREVIAMENTE A SU CELEBRACION UNA MEMORIA JUSTIFICATIVA DE LOS TRABAJOS Y ACTIVIDADES REALIZADOS.

ESTE EJERCICIO SE CALIFICARA ENTRE CERO Y 10 PUNTOS Y TENDRA CARACTER ELIMINATORIO, SIENDO PRECISA PARA SU SUPERACION UNA PUNTUACION IGUAL O SUPERIOR A CINCO PUNTOS.

3. SEGUNDO EJERCICIO, DE INDOLE PRACTICA, CUYA ESTRUCTURA Y CONTENIDOS CORRESPONDIENTES A CADA ESPECIALIDAD SERAN DETERMINADOS POR LAS ADMINISTRACIONES EDUCATIVAS. ESTE EJERCICIO TENDRA COMO OBJETIVO:

A) EN LA ESPECIALIDAD DE DIRECCION DE ESCENA Y DRAMATURGIA, EVALUAR LAS HABILIDADES CREATIVAS DEL ASPIRANTE RESPECTO AL HECHO MULTIDISCIPLINAR, ARTISTICO Y TECNICO DE LA DIRECCION ESCENICA Y DE LA DRAMATURGIA.

B) EN LA ESPECIALIDAD DE ESCENOGRAFIA, EVALUAR LAS HABILIDADES CREATIVAS DEL ASPIRANTE RESPECTO AL HECHO MULTIDISCIPLINAR, ARTISTICO Y TECNICO DE LA PUESTA EN ESCENA.

C) EN LA ESPECIALIDAD DE INTERPRETACION, EVALUAR LAS HABILIDADES ARTISTICAS DEL ASPIRANTE EN RELACION CON LAS EXIGENCIAS VOCALES Y CORPORALES DE LA INTERPRETACION.

ESTE EJERCICIO SE CALIFICARA ENTRE CERO Y 10 PUNTOS Y TENDRA CARACTER ELIMINATORIO, SIENDO PRECISA PARA SU SUPERACION UNA PUNTUACION IGUAL O SUPERIOR A CINCO PUNTOS.

ARTICULO 16.

LA CALIFICACION GLOBAL DE LA PRUEBA A QUE SE REFIERE EL ARTICULO ANTERIOR RESULTARA DE LA MEDIA ARITMETICA DE LAS PUNTUACIONES OBTENIDAS EN LOS DOS EJERCICIOS.

ARTICULO 17.

LAS ADMINISTRACIONES EDUCATIVAS DETERMINARAN LAS PLAZAS DISPONIBLES EN CADA ESPECIALIDAD, ATENDIENDO A LA CAPACIDAD DE LOS CENTROS Y A LAS NECESIDADES DE LOS DIFERENTES SECTORES PROFESIONALES.

ARTICULO 18.

1. CUANDO LA DEMANDA DE PLAZAS SEA SUPERIOR A LA DISPONIBILIDAD DE PUESTOS DE DETERMINADA ESPECIALIDAD EN EL CENTRO, PARA LA ADJUDICACION DE ESTAS SE CONSIDERARAN PRIORITARIAMENTE LAS SOLICITUDES DE LOS ALUMNOS QUE SUPEREN LAS PRUEBAS EN EL CENTRO.

2. SOLO EN CASO DE QUE QUEDEN PLAZAS DISPONIBLES PODRAN ADJUDICARSE A OTROS ALUMNOS QUE HAYAN REALIZADO LA PRUEBA EN UN CENTRO DISTINTO.

3. LOS CENTROS ATENDERAN LAS SOLICITUDES A QUE SE REFIEREN LOS APARTADOS ANTERIORES DE ACUERDO CON LAS CALIFICACIONES OBTENIDAS EN LAS PRUEBAS DE ACCESO EN LA CORRESPONDIENTE ESPECIALIDAD.

ARTICULO 19.

EL MINISTERIO DE EDUCACION Y CIENCIA, PREVIA CONSULTA CON LAS COMUNIDADES AUTONOMAS, DETERMINARA, A EFECTOS DE LO DISPUESTO EN LOS ARTICULOS 10 Y 12.1 DEL PRESENTE REAL DECRETO, LOS DOCUMENTOS ACREDITATIVOS DE LAS CONVOCATORIAS REALIZADAS Y DE LAS CALIFICACIONES OBTENIDAS, TANTO EN LAS PRUEBAS DE ACCESO COMO EN LOS ESTUDIOS DE ARTE DRAMATICO.

ARTICULO 20.

DE ACUERDO CON LO ESTABLECIDO EN EL ARTICULO 45.1 DE LA LEY ORGANICA 1/1990, DE 3 DE OCTUBRE, QUIENES HAYAN SUPERADO LAS ENSEÑANZAS DE ARTE DRAMATICO TENDRAN DERECHO AL TITULO SUPERIOR DE ARTE DRAMATICO, EN EL QUE CONSTARA LA ESPECIALIDAD CURSADA, QUE SERA EQUIVALENTE, A TODOS LOS EFECTOS, AL TITULO DE LICENCIADO UNIVERSITARIO.

DISPOSICION ADICIONAL PRIMERA.

LOS ALUMNOS QUE HAYAN SUPERADO EL CURSO DE ORIENTACION UNIVERSITARIA DEL SISTEMA EDUCATIVO ANTERIOR A LA LEY ORGANICA 1/1990, DE 3 DE OCTUBRE, DE ORDENACION DEL SISTEMA EDUCATIVO, O EL BACHILLERATO EXPERIMENTAL APROBADO POR LA ORDEN DE 21 DE OCTUBRE DE 1986, O ESTUDIOS

EQUIVALENTES, TENDRAN RECONOCIDOS IGUALES DERECHOS, A EFECTOS DE ACCESO A LAS ENSEÑANZAS DE ARTE DRAMATICO QUE LOS QUE ESTEN EN POSESION DEL TITULO DE BACHILLER A QUE SE REFIERE EL ARTICULO 11.1 DEL PRESENTE REAL DECRETO.

DISPOSICION ADICIONAL SEGUNDA.

SEGUN LO PREVISTO EN EL ARTICULO 45.2 DE LA LEY ORGANICA 1/1990, DE 3 DE OCTUBRE, LAS ADMINISTRACIONES EDUCATIVAS FOMENTARAN CONVENIOS CON LAS UNIVERSIDADES A FIN DE FACILITAR LA ORGANIZACION DE ESTUDIOS DE TERCER CICLO DESTINADOS A LOS TITULADOS SUPERIORES EN ARTE DRAMATICO.

DISPOSICION ADICIONAL TERCERA.

1. A EFECTOS DE LO ESTABLECIDO EN EL REAL DECRETO 389/1992, DE 15 DE ABRIL, POR EL QUE SE ESTABLECEN LOS REQUISITOS MINIMOS DE LOS CENTROS QUE IMPARTAN ENSEÑANZAS ARTISTICAS, LAS ADMINISTRACIONES EDUCATIVAS CLASIFICARAN LAS ASIGNATURAS DEL CURRICULO EN PRACTICAS, TECNICAS Y TEORICO-PRACTICAS.

2.

ASIMISMO, A EFECTOS DE LO ESTABLECIDO EN DICHA NORMA EN RELACION CON EL NUMERO DE ESPECIALIDADES QUE, COMO MINIMO, HABRAN DE IMPARTIR LOS CENTROS DE ENSEÑANZA DE ARTE DRAMATICO, SE CONSIDERARA SUFICIENTE LA IMPARTICION DE UNA DE LAS OPCIONES CORRESPONDIENTES A DICHAS ESPECIALIDADES.

DISPOSICION ADICIONAL CUARTA.

LAS ADMINISTRACIONES EDUCATIVAS ADOPTARAN LAS MEDIDAS OPORTUNAS PARA LA ADAPTACION DEL CURRICULO A LAS NECESIDADES DE LOS ALUMNOS CON MINUSVALIAS. EN TODO CASO DICHAS ADAPTACIONES DEBERAN RESPETAR EN LO ESENCIAL LOS OBJETIVOS FIJADOS EN EL PRESENTE REAL DECRETO.

DISPOSICION DEROGATORIA UNICA.

A LA ENTRADA EN VIGOR DEL PRESENTE REAL DECRETO QUEDAN DEROGADAS CUANTAS NORMAS DE IGUAL O INFERIOR RANGO SE OPONGAN A LO ESTABLECIDO EN LA PRESENTE.

DISPOSICION FINAL PRIMERA.

1.

EL PRESENTE REAL DECRETO, QUE SE DICTA EN VIRTUD DE LA HABILITACION QUE CONFIERE AL GOBIERNO EL ARTICULO 4 EN RELACION CON EL 43.3 Y EL 44.1.B) DE LA LEY ORGANICA 1/1990, DE 3 DE OCTUBRE, DE ORDENACION GENERAL DEL SISTEMA EDUCATIVO, Y EN USO DE LA COMPETENCIA ESTATAL PARA LA FIJACION DE LAS ENSEÑANZAS MINIMAS, RECOGIDA EXPRESAMENTE EN LA DISPOSICION ADICIONAL PRIMERA 2.C) DE LA LEY ORGANICA 8/1985, DE 3 DE JULIO, REGULADORA DEL DERECHO A LA EDUCACION, TIENE CARACTER DE NORMA BASICA.

2. EL MINISTRO DE EDUCACION Y CIENCIA Y LAS AUTORIDADES CORRESPONDIENTES DE LAS COMUNIDADES AUTONOMAS PODRAN DICTAR, EN EL AMBITO DE SUS RESPECTIVAS COMPETENCIAS, LAS NORMAS QUE SEAN PRECISAS PARA SU APLICACION Y DESARROLLO.

DISPOSICION FINAL SEGUNDA.

EL PRESENTE REAL DECRETO ENTRARA EN VIGOR EL DIA SIGUIENTE AL DE SU PUBLICACION EN EL BOLETIN OFICIAL DEL ESTADO.

DADO EN MADRID A 26 DE JUNIO DE 1992.

JUAN CARLOS R.

EL MINISTRO DE EDUCACION Y CIENCIA,

ALFREDO PEREZ RUBALCABA

TEXTO:

ANEXO

MATERIAS, CONTENIDOS Y TIEMPOS LECTIVOS CORRESPONDIENTES A LAS ENSEÑANZAS MINIMAS DE ARTE DRAMATICO
MATERIAS/CONTENIDOS/TIEMPOS LECTIVOS MINIMOS EN LOS 4 CURSOS-HORAS
ESPECIALIDAD: DIRECCION DE ESCENA Y DRAMATURGIA

OPCION A

DIRECCION ESCENICA. ESTUDIO DE LA CONCEPCION, DESARROLLO Y EVOLUCION DEL ESPECTACULO, ASI COMO DE LAS DIFERENTES METODOLOGIAS Y TECNICAS DE LA PUESTA EN ESCENA. 270

DRAMATURGIA. METODOLOGIA Y TECNICA DEL ANALISIS DE LOS DIVERSOS LENGUAJES QUE CONFIGURAN EL ESPECTACULO, CON ESPECIAL ATENCION AL

ANALISIS TEXTUAL. ESTUDIO DE LA ESTETICA Y DE LA SEMIOLOGIA TEATRAL. ESTUDIO DE LAS MATERIAS, LOS MOVIMIENTOS Y LAS TENDENCIAS CLAVES EN LA HISTORIA DEL TEATRO. 360

TEORIA Y PRACTICA DE LA INTERPRETACION. ESTUDIO DE LA TECNICA ACTORAL Y DE LOS DISTINTOS METODOS DE CREACION Y CONSTRUCCION DEL PERSONAJE. INTRODUCCION PRACTICA AL ANALISIS E INTERPRETACION DE ESCENAS DESDE EL PUNTO DE VISTA ACTORAL, CON EL FIN DE QUE EL DIRECTOR CONOZCA DIRECTAMENTE LOS POSIBLES PROBLEMAS ACTORALES CON LOS QUE SE DEBERA ENFRENTAR. 255

LITERATURA DRAMATICA. ESTUDIO TEORICO DEL FENOMENO TEATRAL DESDE EL PUNTO DE VISTA LITERARIO, ABORDANDO LOS PRINCIPALES TEXTOS TEATRALES EN SUS TRES ASPECTOS BASICOS: 135

A) MOMENTO HISTORICO EN QUE SE CREARON.

B) DESENTRAÑAMIENTO DE SU ESTRUCTURA DRAMATICA.

C) REVISION DE LOS DIFERENTES GENEROS DRAMATICOS Y SU RECORRIDO HISTORICO.

HISTORIA DE LAS ARTES DEL ESPECTACULO. ESTUDIO DE LAS RAICES Y DESARROLLO TEORICO Y ESTETICO DE LAS DIFERENTES FORMAS DEL ESPECTACULO A TRAVES DE LA HISTORIA: TEATRO, OPERA, ZARZUELA, CIRCO. 90

ESTETICA. TEORIA Y FUNDAMENTO DE LAS ARTES. ESTUDIO DE LA HISTORIA DEL PENSAMIENTO ESTETICO Y DE LAS IDEAS ESTETICAS. 90

PRACTICAS DE DIRECCION ESCENICA Y ACTORAL. APLICACION ARTISTICA DE LAS DIFERENTES DISCIPLINAS DE LA PUESTA EN ESCENA MEDIANTE EL PROCESO COMPLETO DE CONCEPCION, PLANIFICACION, PRODUCCION, ENSAYO Y MONTAJE DE UN ESPECTACULO. ESTUDIO DE LOS PROCESOS DE PLANTEAMIENTO Y RESOLUCION DE UNIDADES DRAMATICAS CON PERSONAJES Y CONDUCCION DE LA INTERPRETACION DE LOS ACTORES. 480

ESPACIO ESCENICO. ESTUDIO DE LAS LEYES DEL ESPACIO APLICADAS A DETERMINADA REPRESENTACION TEATRAL, PLANTEANDO LAS DIVERSAS POSIBILIDADES DE ORGANIZACION Y UTILIZACION DEL ESPACIO VISUAL. NARRATIVA DE LO ESPACIAL. CREACION DE ESPACIO DRAMATICO. 120

OPCION B:

DIRECCION ESCENICA. ESTUDIO DE LA CONCEPCION, DESARROLLO Y EVOLUCION DEL ESPECTACULO, ASI COMO DE LAS DIFERENTES METODOLOGIAS Y TECNICAS DE LA PUESTA EN ESCENA. 270

DRAMATURGIA. METODOLOGIA Y TECNICA DEL ANALISIS DE LOS DIVERSOS LENGUAJES QUE CONFIGURAN EL ESPECTACULO, CON ESPECIAL ATENCION AL ANALISIS TEXTUAL. ESTUDIO DE LA ESTETICA Y DE LA SEMIOLOGIA TEATRAL. ESTUDIO DE LAS MATERIAS, LOS MOVIMIENTOS Y LAS TENDENCIAS CLAVES EN LA HISTORIA DEL TEATRO. 360

TEORIA DE LA INTERPRETACION. ESTUDIO DE LA TECNICA ACTORAL Y DE LOS DISTINTOS METODOS DE CREACION Y CONSTRUCCION DEL PERSONAJE. 135

LITERATURA DRAMATICA. ESTUDIO TEORICO DEL FENOMENO TEATRAL DESDE EL PUNTO DE VISTA LITERARIO, ABORDANDO LOS PRINCIPALES TEXTOS TEATRALES EN SUS TRES ASPECTOS BASICOS: 225

A) MOMENTO HISTORICO EN QUE SE CREARON.

B) DESENTRAÑAMIENTO DE SU ESTRUCTURA DRAMATICA.

C) REVISION DE LOS DIFERENTES GENEROS DRAMATICOS Y SU RECORRIDO HISTORICO.

PROFUNDIZACION EN EL ESTUDIO DE LA LITERATURA TEATRAL A TRAVES DE DIFERENTES SEMINARIOS DEDICADOS A TEMAS ESPECIFICOS.

HISTORIA DE LAS ARTES DEL ESPECTACULO.

ESTUDIO DE LAS RAICES Y DESARROLLO TEORICO Y ESTETICO DE LAS DIFERENTES FORMAS DEL ESPECTACULO A TRAVES DE LA HISTORIA: TEATRO, OPERA, ZARZUELA, CIRCO. 90

90

ESTETICA. TEORIA Y FUNDAMENTO DE LAS ARTES. ESTUDIO DE LA HISTORIA DEL PENSAMIENTO ESTETICO Y DE LAS IDEAS ESTETICAS. 90

ESCRITURA DRAMATICA.

CREACION TEXTUAL DRAMATICA Y DRAMATIZACION DE TEXTOS NO TEATRALES A PARTIR DE LA APLICACION DE LOS DIFERENTES MODELOS TEORICOS. ADAPTACION TEXTUAL:

PRACTICAS DE REORGANIZACION DE RELATOS, CONCENTRACION DRAMATICA, INTERPOLACIONES DE ESCENAS Y OTRAS MODIFICACIONES TEXTUALES EN LAS DIFERENTES FASES DE LA PLASMACION ESCENICA. 405
ANALISIS DE TEXTOS. ESTUDIO DE LOS ELEMENTOS FORMALES, CONTEXTUALES, ETC., QUE COMPOENEN EL TEXTO LITERARIO. 225

ESPECIALIDAD:

ESCENOGRAFIA

ESPACIO ESCENICO. ESTUDIO DE LAS LEYES DEL ESPACIO APLICADAS A UNA DETERMINADA REPRESENTACION TEATRAL, PLANTEANDO LAS DIVERSAS POSIBILIDADES DE ORGANIZACION Y UTILIZACION DEL ESPACIO VISUAL. NARRATIVA DE LO ESPACIAL. CREACION DE ESPACIOS DRAMATICOS. PROYECTO DE ESPACIO ESCENICO: SINTESIS DE LOS CONOCIMIENTOS DEL ESPACIO ESCENICO COMO FACTOR GLOBAL DEL ESPECTACULO, INCENTIVANDO LA CREATIVIDAD, LA INVESTIGACION Y LA EXPERIMENTACION. 315
CARACTERIZACION E INDUMENTARIA.

ESTUDIO DE LAS DISTINTAS SOLUCIONES Y RECURSOS QUE PERMITEN LA CREACION DE UN PERSONAJE Y/O AMBIENTE O ESPACIO DRAMATICO DESDE EL AMBITO DEL TRAJE Y DEL MAQUILLAJE TEATRAL. CONOCIMIENTO DE LOS MATERIALES Y SU TRATAMIENTO.

PROCESOS DE REALIZACION. PROYECTO DE CARACTERIZACION E INDUMENTARIA: SINTESIS DE LOS CONOCIMIENTOS DE LA CARACTERIZACION Y DE LA INDUMENTARIA COMO ELEMENTOS QUE DAN IDENTIDAD AL PERSONAJE. 270

ILUMINACION. ESTUDIO DE LA NATURALEZA DE LA LUZ Y DEL LENGUAJE LUMINICO. SU FUNCION EXPRESIVA Y SIGNIFICADO DRAMATICO. MODIFICACION DEL ESPACIO ESCENICO A TRAVES DEL LENGUAJE DE LA LUZ. ESTUDIO DE LAS TECNICAS DE ILUMINACION Y PROCEDIMIENTOS DE MONTAJE. LA MODERNA TECNOLOGIA APLICADA A LA ILUMINACION ESCENICA.

PROYECTO DE ILUMINACION: SINTESIS DE LOS CONOCIMIENTOS DE LA ILUMINACION PARA LLEGAR AL PROCESO DE CREACION DE UN DISEÑO DE LUZ A PARTIR DE LA METODOLOGIA GENERAL DE LA ESCENOGRAFIA. 270

TECNICAS GRAFICAS. ESTUDIO DE LAS DIFERENTES TECNICAS ARTISTICAS QUE PERMITAN UNA CAPACIDAD EXPRESIVA POSTERIOR EN TODOS LOS AMBITOS: DIBUJO DEL NATURAL, DIBUJO ARTISTICO, AEROGRAFO, DISEÑO ASISTIDO POR ORDENADOR. 225

TECNICAS ESCENICAS. CONOCIMIENTO TEORICO-PRACTICO DE LOS CONCEPTOS, TECNICAS Y PROCESOS DE CONSTRUCCION ESCENOGRAFICA. ANALISIS E INVESTIGACION DE MATERIALES. TECNICAS DE REPRODUCCION REALES Y A ESCALA. 315

DRAMATURGIA. METODOLOGIA Y ANALISIS DE LOS DIFERENTES LENGUAJES EXPRESIVOS QUE CONFIGURAN EL ESPECTACULO, CON ESPECIAL ATENCION AL ANALISIS TEXTUAL. 90

ESTETICA. TEORIA Y FUNDAMENTO DE LAS ARTES. ESTUDIO DE LA HISTORIA DEL PENSAMIENTO ESTETICO Y DE LAS IDEAS ARTISTICAS. 90

HISTORIA DE LA ESCENOGRAFIA Y DE LAS ARTES DEL ESPECTACULO. ESTUDIO DE LAS RAICES Y DESARROLLO TEORICO-ESTETICO DE LAS DIFERENTES FORMAS DEL ESPECTACULO A TRAVES DE LA HISTORIA: TEATRO, OPERA, ZARZUELA, CIRCO. 90

TEORIA DE LA PERCEPCION VISUAL Y PERSPECTIVA. ESTUDIO DE LAS TEORIAS Y LEYES DE LA PERCEPCION. CONCEPTOS BASICOS Y PROBLEMAS APLICADOS A LA ESCENOGRAFIA. ESTUDIO DE LOS CONCEPTOS ESPACIALES EN ARQUITECTURA ESCENICA.

DESCRIPCION DEL OBJETO DESDE EL PUNTO DE VISTA ARTISTICO-ILUSORIO. REPRESENTACION DEL PROYECTO (PLANTA, SECCIONES Y ALZADO). 135

ESPECIALIDAD:

INTERPRETACION

OPCION A:

INTERPRETACION. CAPACITACION DEL ALUMNO PARA EL APRENDIZAJE DE LOS MECANISMOS (INTERNOS Y EXTERNOS) ACTORALES Y DEL PROCESO DE CREACION DEL PERSONAJE. COMPRESION DE LOS PRINCIPIOS DE ACCION Y DE CONFLICTO DRAMATICO. LA IMPROVISACION COMO ACERCAMIENTO A LA CREACION DEL PERSONAJE. EJERCICIOS DE ESTILO. EL VERSO COMO LENGUAJE TEATRAL. 675

MOVIMIENTO. ENTRENAMIENTO BASICO DEL CUERPO COMO INSTRUMENTO ACTORAL: DESARROLLO DE LAS POSIBILIDADES CREATIVAS Y EXPRESIVAS. ESTUDIO DE TECNICAS CONCRETAS: ESGRIMA, DANZA, ACROBACIA, ETC. LENGUAJES CORPORALES CODIFICADOS: MIMO, PANTOMIMA, ETC. 315

VOZ. ESTUDIO TEORICO-PRACTICO DE LAS TECNICAS DE ENTRENAMIENTO DE LA VOZ. EDUCACION DE LA VOZ HABLADA Y CANTADA.

TECNICAS DE ARTICULACION Y EMISION. FONETICA. TEORIA Y PRACTICA DE LA CORRECTA PRONUNCIACION DEL IDIOMA. HISTORIA DE LA LENGUA. DICCION Y EXPRESION ORAL. VERSO. LA VOZ COMO INSTRUMENTO CREATIVO APLICADO A LA INTERPRETACION.

405

MUSICA. FORMACION DEL ALUMNO EN LOS PROCEDIMIENTOS DEL LENGUAJE MUSICAL (RITMO, MELODIA Y ARMONIA) ENCAMINADOS AL MUNDO DE LA COMPRESION Y CREACION MUSICAL, UTILIZANDO EL TRABAJO DE GRUPO PARA INICIAR AL ALUMNO EN TODOS LOS ELEMENTOS CONSTITUTIVOS DEL MUNDO SONORO, DESDE LA PRACTICA INSTRUMENTAL MAS ELEMENTAL Y SU GRAFIA, HASTA LAS FORMAS BASICAS DE INTERPRETACION Y CREACION. 135

TEORIA TEATRAL. METODOLOGIA Y TECNICA DEL ANALISIS DE LOS DIVERSOS LENGUAJES QUE CONFORMAN EL TEATRO, CON ESPECIAL ATENCION AL ANALISIS TEXTUAL Y EN DIRECTA RELACION CON LA LABOR ACTORAL.

ESTUDIO DE LAS DIFERENTES OBRAS TEORICAS QUE HAN MARCADO LA EVOLUCION DEL TEATRO, DESDE ARISTOTELES AL ESTABLECIMIENTO DE LA SEMIOLOGIA TEATRAL.

MOVIMIENTOS Y TENDENCIAS CLAVES EN LA HISTORIA DEL TEATRO: ASPECTOS ARTISTICOS, CULTURALES Y SOCIALES. ESTUDIO TEORICO DEL FENOMENO TEATRAL DESDE EL PUNTO DE VISTA LITERARIO, ABORDANDO LOS PRINCIPALES TEXTOS TEATRALES EN SUS TRES ASPECTOS BASICOS: 180

A) MOMENTO HISTORICO EN QUE SE CREARON.

B) DESENTRAÑAMIENTO DE SU ESTRUCTURA DRAMATICA.

C) REVISION DE LOS DIFERENTES GENEROS DRAMATICOS Y SU RECORRIDO HISTORICO.

TEORIA E HISTORIA DEL ARTE.

INICIACION TEORICO-PRACTICA DEL ALUMNO EN EL ANALISIS DE LAS FORMAS ARTISTICAS A PARTIR DEL ESTUDIO DETALLADO DE DIFERENTES OBRAS, AUTORES Y ESTILOS. ENSEÑAR A VER. NOCIONES DE RITMO, FORMA, PROPORCION, COMPOSICION, EQUILIBRIO, MOVIMIENTO, LUZ, COLOR, ETC., PARA LOGRAR UN DOMINIO DE LOS ELEMENTOS SIGNIFICATIVOS Y EXPRESIVOS DE LA OBRA QUE PERMITAN REALIZAR UN ANALISIS DE CONTENIDOS SOCIOLOGICOS Y MENTALES. VALORACION DEL LADO MERAMENTE DOCUMENTAL DE LA OBRA. NOCIONES DE ESTETICA COMO REVELADORA DE GUSTOS Y ESTETICA. 90

OPCION B:

INTERPRETACION. CAPACITACION DEL ALUMNO PARA EL APRENDIZAJE DE LOS MECANISMOS (INTERNOS Y EXTERNOS) ACTORALES Y DEL PROCESO DE CREACION DEL PERSONAJE. COMPRESION DE LOS PRINCIPIOS DE ACCION Y DE CONFLICTO DRAMATICO. LA IMPROVISACION COMO ACERCAMIENTO A LA CREACION DEL PERSONAJE. EJERCICIOS DE ESTILO. EL VERSO COMO LENGUAJE TEATRAL. DIFERENTES METODOLOGIAS EN DIFERENTES EPOCAS. 315

MOVIMIENTO.

ENTRENAMIENTO BASICO DEL CUERPO COMO INSTRUMENTO ACTORAL: DESARROLLO DE LAS POSIBILIDADES CREATIVAS Y EXPRESIVAS. 225

VOZ. ESTUDIO TEORICO-PRACTICO DE LAS TECNICAS DE ENTRENAMIENTO DE LA VOZ. EDUCACION DE LA VOZ HABLADA Y CANTADA.

TECNICAS DE ARTICULACION Y EMISION. FONETICA. TEORIA Y PRACTICA DE LA CORRECTA PRONUNCIACION DEL IDIOMA. HISTORIA DE LA LENGUA. DICCION Y EXPRESION ORAL. VERSO. LA VOZ COMO INSTRUMENTO CREATIVO APLICADO A LA INTERPRETACION. 225

MUSICA. FORMACION DEL ALUMNO EN LOS PROCEDIMIENTOS DEL LENGUAJE MUSICAL (RITMO, MELODIA Y ARMONIA) ENCAMINADOS AL MUNDO DE LA COMPRESION Y CREACION MUSICAL, UTILIZANDO EL TRABAJO DE GRUPO PARA INICIAR AL ALUMNO EN TODOS LOS ELEMENTOS CONSTITUTIVOS DEL MUNDO SONORO, DESDE LA PRACTICA INSTRUMENTAL MAS ELEMENTAL Y SU GRAFIA, HASTA LAS FORMAS BASICAS DE INTERPRETACION Y CREACION. 135

TEORIA TEATRAL. METODOLOGIA Y TECNICA DEL ANALISIS DE LOS DIVERSOS

LENGUAJES QUE CONFORMAN EL TEATRO, CON ESPECIAL ATENCION AL ANALISIS TEXTUAL Y EN DIRECTA RELACION CON LA LABOR ACTORAL. ESTUDIO DE LAS DIFERENTES OBRAS TEORICAS QUE HAN MARCADO LA EVOLUCION DEL TEATRO, DESDE ARISTOTELES AL ESTABLECIMIENTO DE LA SEMIOLOGIA TEATRAL.

MOVIMIENTOS Y TENDENCIAS CLAVES EN LA HISTORIA DEL TEATRO: ASPECTOS ARTISTICOS, CULTURALES Y SOCIALES. 90

TEORIA E HISTORIA DEL ARTE. INICIACION TEORICO-PRACTICA DEL ALUMNO EN EL ANALISIS DE LAS FORMAS ARTISTICAS A PARTIR DEL ESTUDIO DETALLADO DE DIFERENTES OBRAS, AUTORES Y ESTILOS.

ENSEÑAR A VER. NOCIONES DE RITMO, FORMA, PROPORCION, COMPOSICION, EQUILIBRIO, MOVIMIENTO, LUZ, COLOR, ETC., PARA LOGRAR UN DOMINIO DE LOS ELEMENTOS SIGNIFICATIVOS Y EXPRESIVOS DE LA OBRA QUE PERMITAN REALIZAR UN ANALISIS DE CONTENIDOS SOCIOLOGICOS Y MENTALES. VALORACION DEL LADO MERAMENTE DOCUMENTAL DE LA OBRA. NOCIONES DE ESTETICA COMO REVELADORA DE GUSTOS Y ESTETICA. 90

MIMO. ESTUDIO Y CONOCIMIENTO DEL CUERPO Y CONCATENACION DE PLANOS CORPORALES. DIFERENTES TIPOS DE MASCARAS Y SU APROPIADO USO EN ESCENA. LOS ESTADOS ANIMICOS, LAS EMOCIONES Y LOS SENTIMIENTOS. ESTUDIO DE LA COMEDIA DEL ARTE. 225

PANTOMIMA. FORMACION DE LA HABILIDAD GENERAL Y CULTURAL PLASTICA DEL ACTOR. EL MOVIMIENTO FRAGMENTADO Y COORDINADO DEL CUERPO.

ADQUISICION DE LAS BASES DE LA PANTOMIMA ILUSORIA. INTRODUCCION A LA TECNICA DE INTERPRETACION EN PANTOMIMA. TEORIA DRAMATICA. HISTORIA DE LA PANTOMIMA DESDE LOS GRIEGOS A LOS TIEMPOS MODERNOS. ESTILOS. DRAMATURGIA Y REGLAS DE UN MIMO-DRAMA. 315

ESGRIMA. FORMACION FISICA DEL ACTOR TENIENDO EN CUENTA EL CARACTER VITAL Y SIMBOLICO DEL COMBATE. COMPRESION DE LAS TERMINOLOGIAS EMPLEADAS PARA LAS DIFERENTES ARMAS. ADQUISICION DE CONOCIMIENTOS DE LOS ASPECTOS TEORICO-PRACTICOS EN EL USO DE LAS DIFERENTES ARMAS.

PRACTICA DE LOS CONOCIMIENTOS EN LA ESCENA TEATRAL, COREOGRAFIAS Y DIFERENTES ENFRENTAMIENTOS EN LA LUCHA. 90

ACROBACIA. DESARROLLO DE LAS CUALIDADES FISICAS DEL ACTOR Y SU ACONDICIONAMIENTO FISICO-PSIQUICO GENERAL.

ADQUISICION DE HABITOS TECNICOS. APRENDIZAJE Y DOMINIO DE ACROBACIAS BASICAS APLICADAS AL HECHO TEATRAL. 90

OPCION C:

INTERPRETACION.

CAPACITACION DEL ALUMNO PARA EL APRENDIZAJE DE LOS MECANISMOS (INTERNOS Y EXTERNOS) ACTORALES Y DEL PROCESO DE CREACION DEL PERSONAJE.

COMPRESION DE LOS PRINCIPIOS DE ACCION Y DE CONFLICTO DRAMATICO. LA IMPROVISACION COMO ACERCAMIENTO A LA CREACION DEL PERSONAJE. EJERCICIOS DE ESTILO. EL VERSO COMO LENGUAJE TEATRAL. DIFERENTES METODOLOGIAS EN DIFERENTES EPOCAS. 315

MOVIMIENTO. ENTRENAMIENTO BASICO DEL CUERPO COMO INSTRUMENTO ACTORAL: DESARROLLO DE LAS POSIBILIDADES CREATIVAS Y EXPRESIVAS. ESTUDIO DE TECNICAS CONCRETAS: ESGRIMA, DANZA, ACROBACIA, ETC. LENGUAJES CORPORALES CODIFICADOS: MIMO, PANTOMIMA, ETC. 225

VOZ.

ESTUDIO TEORICO-PRACTICO DE LAS TECNICAS DE ENTRENAMIENTO DE LA VOZ. EDUCACION DE LA VOZ HABLADA Y CANTADA.

TECNICAS DE ARTICULACION Y EMISION. FONETICA. TEORIA Y PRACTICA DE LA CORRECTA PRONUNCIACION DEL IDIOMA. HISTORIA DE LA LENGUA. DICCION Y EXPRESION ORAL.

VERSO. LA VOZ COMO INSTRUMENTO CREATIVO APLICADO A LA INTERPRETACION. 315

MUSICA. FORMACION DEL ALUMNO EN LOS PROCEDIMIENTOS DEL LENGUAJE MUSICAL (RITMO, MELODIA Y ARMONIA) ENCAMINADOS AL MUNDO DE LA COMPRESION Y CREACION MUSICAL, UTILIZANDO EL TRABAJO DE GRUPO PARA INICIAR AL ALUMNO EN TODOS LOS ELEMENTOS CONSTITUTIVOS DEL MUNDO SONORO, DESDE LA PRACTICA INSTRUMENTAL MAS ELEMENTAL Y SU GRAFIA, HASTA LAS FORMAS BASICAS DE INTERPRETACION Y CREACION. 135

TEORIA TEATRAL. METODOLOGIA Y TECNICA DEL ANALISIS DE LOS DIVERSOS

Lenguajes que conforman el teatro, con especial atención al análisis textual y en directa relación con la labor actoral. Estudio de las diferentes obras teóricas que han marcado la evolución del teatro, desde Aristóteles al establecimiento de la semiología teatral.

Movimientos y tendencias claves en la historia del teatro: aspectos artísticos, culturales y sociales. 90

Teoría e historia del arte. Iniciación teórico-práctica del alumno en el análisis de las formas artísticas a partir del estudio detallado de diferentes obras, autores y estilos. Enseñar a ver.

Nociones de ritmo, forma, proporción, composición, equilibrio, movimientos, luz, color, etc., para lograr un dominio de los elementos significativos y expresivos de la obra que permitan realizar un análisis de contenidos sociológicos y mentales. Valoración del lado meramente documental de la obra.

Nociones de estética como reveladora de gustos y estética. 90 Interpretación con objetos. Preparación del alumno para la correcta manipulación del objeto como elemento expresivo, desde las técnicas tradicionales a las de vanguardia. Capacitación del alumno para concretar los diferentes conocimientos en un proyecto que englobe todos los apartados necesarios para la organización de un espectáculo. 270 Técnicas y materiales.

Capacitación para el dominio de las técnicas de representación convencionales como auxiliares del diseño, conocimiento de las técnicas de tratamiento de materiales como paso previo a la investigación. 225 Teoría escénica.

Estudio de los diferentes sistemas expresivos que configuran el lenguaje teatral, así como el conocimiento de las reglas que permiten transmitirlo.

135

Opción D:

Interpretación. Capacitación del alumno para el aprendizaje de los mecanismos (internos y externos) actorales y del proceso de creación del personaje. Comprensión de los principios de acción y de conflicto dramático. La improvisación como acercamiento a la creación del personaje. Ejercicios de estilo. El verso como lenguaje teatral.

Diferentes metodologías en diferentes épocas. 315

Movimiento. Entrenamiento básico del cuerpo como instrumento actoral: desarrollo de las posibilidades creativas y expresivas. Estudio de técnicas concretas: esgrima, danza, acrobacia, etc. Lenguajes corporales codificados: mimo, pantomima, etc. 225

Voz. Estudio teórico-práctico de las técnicas de entrenamiento de la voz.

Educación de la voz hablada y cantada. Técnicas de articulación y emisión.

Fonética. Teoría y práctica de la correcta pronunciación del idioma. Historia de la lengua. Dicción y expresión oral. Verso. La voz como instrumento creativo aplicado a la interpretación. 225

Música. Formación del alumno en los procedimientos del lenguaje musical (ritmo, melodía y armonía) encaminados al mundo de la comprensión y creación musical, utilizando el trabajo de grupo para iniciar al alumno en todos los elementos constitutivos del mundo sonoro, desde la práctica instrumental más elemental y su grafía, hasta las formas básicas de interpretación y creación. 135

Teoría teatral. Metodología y técnica del análisis de los diversos lenguajes que conforman el teatro, con especial atención al análisis textual y en directa relación con la labor actoral. Estudio de las diferentes obras teóricas que han marcado la evolución del teatro, desde Aristóteles al establecimiento de la semiología teatral. Movimientos y tendencias claves en la historia del teatro: aspectos artísticos, culturales y sociales. Historia del teatro musical: evolución histórica de sus diversos géneros (ópera, zarzuela, cabaret alemán, musical americano, ...). 135

504

TEORIA E HISTORIA DEL ARTE. INICIACION TEORICO-PRACTICA DEL ALUMNO EN EL ANALISIS DE LAS FORMAS ARTISTICAS A PARTIR DEL ESTUDIO DETALLADO DE DIFERENTES OBRAS, AUTORES Y ESTILOS. ENSEÑAR A VER. NOCIONES DE RITMO, FORMA, PROPORCION, COMPOSICION, EQUILIBRIO, MOVIMIENTOS, LUZ, COLOR, ETC., PARA LOGRAR UN DOMINIO DE LOS ELEMENTOS SIGNIFICATIVOS Y EXPRESIVOS DE LA OBRA QUE PERMITAN REALIZAR UN ANALISIS DE CONTENIDOS SOCIOLOGICOS Y MENTALES. VALORACION DEL LADO MERAMENTE DOCUMENTAL DE LA OBRA. NOCIONES DE ESTETICA COMO REVELADORA DE GUSTOS Y ESTETICA. 90

CANTO. ESTUDIO DE LA TECNICA DEL CANTO DESARROLLANDO TODOS LOS ELEMENTOS QUE INTERVIENEN: COLOCACION DEL CUERPO, RESPIRACION, RESONANCIA, FONACION, ARTICULACION, PROYECCION, AFINACION E INTERPRETACION MUSICAL. REPERTORIO DEL TEATRO MUSICAL. 315

INTERPRETACION EN EL MUSICAL. ESTUDIO Y PRACTICA DE LA UTILIZACION DE LA MUSICA EN UN CONTEXTO DRAMATICO Y SUS PROPIAS TECNICAS DE EXPRESION. DESARROLLO DE LA CREATIVIDAD DESDE LA PERSPECTIVA MUSICAL. ELABORACION Y COMPOSICION A PARTIR DE LOS MATERIALES DRAMATICOS CREADOS. 180

DANZA. ESTUDIO DE LAS TECNICAS DE LA EXPRESION DANZADA. DIFERENTES ESCUELAS. 180

Esta página fue generada por SFgate 5.111.



Ministerio de Educación y Cultura

EDUCACIÓN

Consulta de la Base de Datos de LEDA info-leda@mec.es

Su consulta ha sido:
vigencia=vigente and descriptores="ENSEÑANZAS ARTISTICAS" and ente=estado

**REAL DECRETO 321/1994, DE 25 DE FEBRERO, SOBRE
AUTORIZACION A CENTROS DOCENTES PRIVADOS
PARA IMPARTIR ENSEÑANZAS ARTISTICAS. (BOE
82/94 DE 6 DE ABRIL DE 1994). LA LEY ORGANICA**

CLAVE:
Y00941110

ENTE:
ESTADO

RANGO:
RD

FECHA DISPOSICION:
1994-02-25

AÑO DISPOSICION:
1994

NUMERO DISPOSICION:
0321/94

VIGENCIA:
VIGENTE

DESCRIPTORES:
EDUCACION NO UNIVERSITARIA
ENSEÑANZAS ARTISTICAS
CENTRO
CENTRO NO UNIVERSITARIO
CENTRO PRIVADO
CENTRO ENSEÑANZAS ARTISTICAS
AUTORIZACION CENTRO

TITULO:
REAL DECRETO 321/1994, DE 25 DE FEBRERO, SOBRE
AUTORIZACION A CENTROS DOCENTES PRIVADOS PARA IMPARTIR
ENSEÑANZAS ARTISTICAS. (BOE 82/94 DE 6 DE ABRIL DE

266

1994).

TEXTO:

LA LEY ORGANICA 1/1990, DE 3 DE OCTUBRE, DE ORDENACION GENERAL DEL SISTEMA EDUCATIVO, ABORDA UNA PROFUNDA REFORMA DE LAS ENSEÑANZAS ARTISTICAS, HACIENDO EXPRESA SU FINALIDAD DE PROPORCIONAR A LOS ALUMNOS UNA FORMACION ARTISTICA DE CALIDAD Y GARANTIZAR LA CUALIFICACION DE LOS FUTUROS PROFESIONALES DE LA MUSICA, LA DANZA, EL ARTE DRAMATICO, LAS ARTES PLASTICAS Y EL DISEÑO. ESTA NUEVA ORDENACION DE LAS ENSEÑANZAS HA DE TENER SU CORRELATO EN LA ESTRUCTURA Y CONDICIONES MATERIALES DE LOS CENTROS DOCENTES, ASI COMO EN LA CUALIFICACION DEL PROFESORADO QUE IMPARTA LAS ENSEÑANZAS.

EN COHERENCIA CON ESTA NECESIDAD, Y EN CUMPLIMIENTO DE LO ESTABLECIDO EN EL ARTICULO 14 DE LA LEY ORGANICA 8/1985, REGULADORA DEL DERECHO A LA EDUCACION, EL REAL DECRETO 389/1992, DE 15 DE ABRIL, REGULO LOS REQUISITOS MINIMOS QUE HAN DE REUNIR LOS CENTROS DE ENSEÑANZAS ARTISTICAS.

DE ACUERDO CON LA NORMATIVA CITADA, EL PRESENTE REAL DECRETO ESTABLECE EL PROCEDIMIENTO DE AUTORIZACION DE CENTROS PRIVADOS DE ENSEÑANZAS ARTISTICAS SITUADOS EN EL AMBITO TERRITORIAL DE GESTION DEL MINISTERIO DE EDUCACION Y CIENCIA, CONTEMPLANDO EL NECESARIO EQUILIBRIO ENTRE LA LIBERTAD DE CREACION DE LOS CENTROS DOCENTES CONSAGRADA EN EL ARTICULO 27.6 DE LA CONSTITUCION Y, A LA VEZ, LA GARANTIA DE LA CALIDAD DE LAS ENSEÑANZAS QUE ESTOS IMPARTAN. TODO ELLO A TRAVES DE UN PROCEDIMIENTO EN EL QUE SE HAGAN EFECTIVOS LOS PRINCIPIOS DE ECONOMIA, CELERIDAD Y EFICACIA, QUE HAN DE PRESIDIR LA ACTUACION ADMINISTRATIVA.

ASIMISMO, SE REGULAN LOS DIVERSOS SUPUESTOS DE MODIFICACION DE LA AUTORIZACION, ASI COMO AQUELLOS CASOS DE EXTINCION DE ESTA, BIEN POR CESE DE LAS ACTIVIDADES O BIEN POR HABER DESAPARECIDO LAS CONDICIONES QUE SIRVIERON DE BASE A LA AUTORIZACION.

EN SU VIRTUD, A PROPUESTA DEL MINISTRO DE EDUCACION Y CIENCIA, CON APROBACION DEL MINISTRO PARA LAS ADMINISTRACIONES PUBLICAS, PREVIO INFORME DEL CONSEJO ESCOLAR DEL ESTADO, DE ACUERDO CON EL CONSEJO DE ESTADO, Y PREVIA DELIBERACION DEL CONSEJO DE MINISTROS EN SU REUNION DEL DIA 25 DE FEBRERO DE 1994,

DISPONGO:

CAPITULO I

DISPOSICIONES DE CARACTER GENERAL

ARTICULO 1.

1. LA APERTURA Y FUNCIONAMIENTO DE LOS CENTROS DOCENTES PRIVADOS QUE IMPARTAN ENSEÑANZAS DE MUSICA, DANZA, ARTE DRAMATICO Y ARTES PLASTICAS Y DISEÑO CONDUCENTES A TITULOS OFICIALES, REGULADAS EN EL CAPITULO I DEL TITULO II DE LA LEY ORGANICA 1/1990, DE 3 DE OCTUBRE, DE ORDENACION GENERAL DEL SISTEMA EDUCATIVO, SE SOMETERAN AL PRINCIPIO DE AUTORIZACION ADMINISTRATIVA.

2. EL REGIMEN JURIDICO DE AUTORIZACIONES DE LOS CENTROS A LOS QUE SE REFIERE EL APARTADO ANTERIOR SE REGULARA POR LO QUE SE ESTABLECE EN EL PRESENTE REAL DECRETO.

3. LA AUTORIZACION SE CONCEDERA SIEMPRE QUE LOS CENTROS REUNAN LOS REQUISITOS MINIMOS ESTABLECIDOS CON CARACTER GENERAL POR EL REAL DECRETO 389/1992, DE 15 DE ABRIL, Y SE EXTINGUIRA CUANDO LOS CENTROS DEJEN DE REUNIR ESTOS REQUISITOS. LOS CENTROS AUTORIZADOS GOZARAN DE PLENAS FACULTADES ACADEMICAS Y SE INSCRIBIRAN EN EL REGISTRO DE CENTROS.

4. EL PRESENTE REAL DECRETO SERA DE APLICACION EN EL AMBITO TERRITORIAL DE GESTION DEL MINISTERIO DE EDUCACION Y CIENCIA.

ARTICULO 2.

1. TODA PERSONA FISICA O JURIDICA DE CARACTER PRIVADO Y DE NACIONALIDAD ESPAÑOLA O DE CUALQUIER OTRO ESTADO MIEMBRO DE LA UNION EUROPEA PODRA OBTENER AUTORIZACION PARA LA APERTURA Y FUNCIONAMIENTO DE CENTROS DOCENTES PRIVADOS, SI REUNE LOS REQUISITOS ESTABLECIDOS POR LA LEGISLACION VIGENTE.

2. PODRAN, IGUALMENTE, OBTENER DICHA AUTORIZACION LAS PERSONAS FISICAS

O JURIDICAS, PUBLICAS O PRIVADAS, DE NACIONALIDAD EXTRANJERA, AJUSTANDOSE A LO QUE RESULTE DE LA LEGISLACION VIGENTE, DE LOS ACUERDOS INTERNACIONALES O, EN SU CASO, DEL PRINCIPIO DE RECIPROCIDAD.

ARTICULO 3.

NO PODRAN SER TITULARES DE CENTROS DOCENTES PRIVADOS:

- A) LAS PERSONAS QUE PRESTEN SERVICIOS EN LA ADMINISTRACION EDUCATIVA ESTATAL, AUTONOMICA O LOCAL.
- B) QUIENES TENGAN ANTECEDENTES PENALES POR DELITOS DOLOSOS.
- C) LAS PERSONAS FISICAS O JURIDICAS EXPRESAMENTE PRIVADAS DEL EJERCICIO DE ESTE DERECHO POR SENTENCIA JUDICIAL FIRME.
- D) LAS PERSONAS JURIDICAS EN LAS QUE LAS PERSONAS INCLUIDAS EN LOS APARTADOS ANTERIORES DESEMPEÑEN CARGOS RECTORES O SEAN TITULARES DEL 20 POR 100 O MAS DEL CAPITAL SOCIAL.

ARTICULO 4.

1. LA DENOMINACION GENERICA DE LOS CENTROS AUTORIZADOS SERA LA PREVISTA EN EL ARTICULO 2 DEL REAL DECRETO 389/1992, DE 15 DE ABRIL, POR EL QUE SE ESTABLECEN LOS REQUISITOS MINIMOS DE LOS CENTROS QUE IMPARTAN ENSEÑANZAS ARTISTICAS.

2. TODOS LOS CENTROS AUTORIZADOS PRIVADOS TENDRAN UNA DENOMINACION ESPECIFICA, QUE FIGURARA EN LA CORRESPONDIENTE INSCRIPCION REGISTRAL. NO PODRAN UTILIZARSE, POR PARTE DE LOS CENTROS, DENOMINACIONES DIFERENTES DE AQUELLA.

TEXTO:

CAPITULO II

PROCEDIMIENTO DE AUTORIZACION

ARTICULO 5.

1. EL PROCEDIMIENTO DE AUTORIZACION ADMINISTRATIVA PARA LA APERTURA Y FUNCIONAMIENTO DE UN CENTRO DOCENTE PRIVADO SE INICIARA MEDIANTE SOLICITUD DE PERSONA INTERESADA, DIRIGIDA A LA CORRESPONDIENTE DIRECCION PROVINCIAL DEL MINISTERIO DE EDUCACION Y CIENCIA.

LA SOLICITUD PODRA PRESENTARSE EN LA PROPIA DIRECCION PROVINCIAL O EN CUALQUIERA DE LOS LUGARES DETERMINADOS EN EL ARTICULO 38.4 DE LA LEY 30/1992, DE 26 DE NOVIEMBRE, DE REGIMEN JURIDICO DE LAS ADMINISTRACIONES PUBLICAS Y DEL PROCEDIMIENTO ADMINISTRATIVO COMUN.

2. LA SOLICITUD IRA ACOMPAÑADA DE LOS SIGUIENTES DATOS Y DOCUMENTACION:

A) PERSONA FISICA O JURIDICA QUE PROMUEVE EL CENTRO, CON DECLARACION O MANIFESTACION DE QUE NO SE ENCUENTRA INCURSA EN NINGUNO DE LOS SUPUESTOS PREVISTOS EN EL ARTICULO 3 DEL PRESENTE REAL DECRETO.

B) DENOMINACION ESPECIFICA QUE SE PROPONE.

C) LOCALIZACION GEOGRAFICA DEL CENTRO.

D) ENSEÑANZAS PARA LAS QUE SE SOLICITA AUTORIZACION, HACIENDO MENCION EXPRESA, EN SU CASO, DE LAS ESPECIALIDADES O CICLOS.

E) NUMERO DE PUESTOS ESCOLARES QUE PRETENDEN CREARSE.

F) DOCUMENTACION RELATIVA A LAS INSTALACIONES DEL CENTRO, LAS CUALES DEBERAN CUMPLIR LO DISPUESTO EN EL REAL DECRETO 389/1992, DE 15 DE ABRIL. ASIMISMO, DEBERA PRESENTARSE TITULO JURIDICO Y, EN SU CASO, DOCUMENTACION COMPLEMENTARIA, QUE JUSTIFIQUE LA POSIBILIDAD DE UTILIZACION DE LOS INMUEBLES AFECTADOS.

G) HORARIO DE FUNCIONAMIENTO DEL CENTRO.

H) RELACION DEL PROFESORADO DE QUE DISPONDRA EL CENTRO DESDE EL MOMENTO DEL INICIO DE SU ACTIVIDAD CON INDICACION DE SU TITULACION. ESTA RELACION PODRA SER SUSTITUIDA POR EL COMPROMISO DE APORTARLA ANTES DEL INICIO DE LAS ACTIVIDADES EDUCATIVAS.

3. LA DOCUMENTACION A QUE SE REFIERE EL PARRAFO F) DEL APARTADO ANTERIOR SERA:

A) EN EL CASO DE INMUEBLES YA EXISTENTES EN LOS QUE NO SEAN PRECISAS OBRAS DE ACONDICIONAMIENTO: PLANOS DE LAS INSTALACIONES EN SU ESTADO ACTUAL.

B) EN EL CASO DE QUE SEA PRECISA LA REALIZACION DE OBRAS PARA LA CONSTRUCCION O ADECUACION DEL INMUEBLE: PROYECTO DE LAS OBRAS QUE HAYAN DE REALIZARSE PARA SU CONSTRUCCION O ACONDICIONAMIENTO.

4. EN EL SUPUESTO DE QUE LOS DOCUMENTOS REQUERIDOS SE ENCONTRARAN YA EN PODER DE LA ADMINISTRACION ACTUANTE, EL INTERESADO PODRA EJERCITAR EL DERECHO PREVISTO EN EL ARTICULO 35, PARRAFO F) DE LA LEY 30/1992, INDICANDO EL ORGANO ADMINISTRATIVO AL QUE FUERON PRESENTADOS O POR EL QUE FUERON EMITIDOS, LA FECHA DE DICHA PRESENTACION O EMISION Y EL PROCEDIMIENTO AL QUE CORRESPONDIERAN, SIEMPRE QUE NO HUBIERAN TRANSCURRIDO MAS DE CINCO AÑOS DESDE LA FINALIZACION DE ESTE. EN LOS SUPUESTOS DE IMPOSIBILIDAD MATERIAL DE OBTENER EL DOCUMENTO, EL ORGANO COMPETENTE PODRA REQUERIR AL SOLICITANTE SU PRESENTACION O, EN SU DEFECTO, LA ACREDITACION POR OTROS MEDIOS DE LOS REQUISITOS A QUE SE REFIERE EL DOCUMENTO, CON ANTERIORIDAD A LA FORMULACION DE LA PROPUESTA DE RESOLUCION.

5. SI LA SOLICITUD NO REUNIERA LOS REQUISITOS A QUE HACEN REFERENCIA LOS APARTADOS 2 Y 3 DE ESTE ARTICULO, LA DIRECCION PROVINCIAL REQUERIRA AL INTERESADO PARA QUE LA SUBSANE EN EL PLAZO DE DIEZ DIAS, AMPLIABLE POR CINCO DIAS MAS, INDICANDOLE QUE, SI NO LO HICIERA, SE LE TENDRA POR DESISTIDO DE SU SOLICITUD, ARCHIVANDOSE ESTA SIN MAS TRAMITE.

ARTICULO 6.

1. EN EL SUPUESTO DE INMUEBLES YA EXISTENTES EN LOS QUE NO SEAN PRECISAS OBRAS DE ACONDICIONAMIENTO, LA DIRECCION PROVINCIAL, PREVIAS LAS VERIFICACIONES OPORTUNAS, INFORMARA SOBRE LA SOLICITUD Y REMITIRA EL EXPEDIENTE, CON SU INFORME, A LA DIRECCION GENERAL DE CENTROS ESCOLARES.

DE ACUERDO CON LO ESTABLECIDO EN EL ARTICULO 80.2 DE LA LEY 30/1992, EL ORGANO INSTRUCTOR PODRA ACORDAR LA APERTURA DE UN PERIODO DE PRUEBA PARA SU POSTERIOR PRACTICA.

2. LA DIRECCION GENERAL DE CENTROS ESCOLARES FORMULARA PROPUESTA DE RESOLUCION ANTE EL MINISTRO DE EDUCACION Y CIENCIA, PREVIA CUMPLIMENTACION DEL TRAMITE DE AUDIENCIA. SE PODRA PRESCINDIR DE ESTE TRAMITE CUANDO NO FIGUREN EN EL PROCEDIMIENTO NI SEAN TENIDOS EN CUENTA OTROS HECHOS NI OTRAS ALEGACIONES O PRUEBAS QUE LAS ADUCIDAS POR EL INTERESADO.

3. EL MINISTRO DE EDUCACION Y CIENCIA CONCEDERA LA AUTORIZACION DE APERTURA Y FUNCIONAMIENTO DEL CENTRO SIEMPRE QUE REUNA LOS REQUISITOS MINIMOS ESTABLECIDOS EN LA LEGISLACION VIGENTE; EN OTRO CASO, DENEGARA LA AUTORIZACION.

LA RESOLUCION, QUE SERA MOTIVADA, SE NOTIFICARA INTEGRAMENTE AL TITULAR DEL CENTRO; SU PARTE DISPOSITIVA SERA PUBLICADA EN EL BOLETIN OFICIAL DEL ESTADO.

4. LA RESOLUCION SE DICTARA EN EL PLAZO MAXIMO DE CUATRO MESES Y PONDRÁ FIN A LA VIA ADMINISTRATIVA.

ARTICULO 7.

1. EN EL SUPUESTO DE QUE SEA PRECISA LA REALIZACION DE OBRAS PARA LA CONSTRUCCION O ADECUACION DEL INMUEBLE, LA DIRECCION PROVINCIAL REMITIRA EL PROYECTO DE OBRAS A LA DIRECCION GENERAL DE CENTROS ESCOLARES, QUE DICTARA RESOLUCION SOBRE LA ADECUACION DE ESTE A LOS REQUISITOS MINIMOS QUE, EN CUANTO A INSTALACIONES, SEÑALA LA LEGISLACION VIGENTE PARA LAS DISTINTAS ENSEÑANZAS.

2. LA RESOLUCION DE LA DIRECCION GENERAL DE CENTROS ESCOLARES, QUE IRA PRECEDIDA DEL TRAMITE DE AUDIENCIA DEL INTERESADO CUANDO ESTE PROCEDA DE ACUERDO CON EL ARTICULO 84 DE LA LEY 30/1992, DEBERA PRODUCIRSE EN EL PLAZO MAXIMO DE DOS MESES. ESTA RESOLUCION NO PONDRÁ FIN A LA VIA ADMINISTRATIVA.

3. UNA VEZ DICTADA RESOLUCION SOBRE LA ADECUACION DEL PROYECTO Y REALIZADAS LAS OBRAS, EL INTERESADO COMUNICARA LA FINALIZACION DE LAS MISMAS A LA CORRESPONDIENTE DIRECCION PROVINCIAL DEL MINISTERIO DE EDUCACION Y CIENCIA, LA CUAL, PREVIAS LAS VERIFICACIONES OPORTUNAS, INFORMARA SOBRE LA SOLICITUD Y REMITIRA EL EXPEDIENTE, CON SU INFORME, A LA DIRECCION GENERAL DE CENTROS ESCOLARES.

DE ACUERDO CON LO ESTABLECIDO EN EL ARTICULO 80.2 DE LA LEY 30/1992, EL ORGANO INSTRUCTOR PODRA ACORDAR LA APERTURA DE UN PERIODO DE PRUEBA PARA SU POSTERIOR PRACTICA.

4. LA DIRECCION GENERAL DE CENTROS ESCOLARES FORMULARA PROPUESTA DE

SOR

RESOLUCION ANTE EL MINISTRO DE EDUCACION Y CIENCIA, PREVIA CUMPLIMENTACION DEL TRAMITE DE AUDIENCIA. SE PODRA PRESCINDIR DE ESTE TRAMITE CUANDO NO FIGUREN EN EL PROCEDIMIENTO NI SEAN TENIDOS EN CUENTA OTROS HECHOS NI OTRAS ALEGACIONES O PRUEBAS QUE LAS ADUCIDAS POR EL INTERESADO.

5. EL MINISTRO DE EDUCACION Y CIENCIA CONCEDERA LA AUTORIZACION DE APERTURA Y FUNCIONAMIENTO DEL CENTRO SIEMPRE QUE REUNA LOS REQUISITOS MINIMOS ESTABLECIDOS EN LA LEGISLACION VIGENTE; EN OTRO CASO, DENEGARA LA AUTORIZACION.

6. LA RESOLUCION, QUE SERA MOTIVADA, SE NOTIFICARA INTEGRAMENTE AL TITULAR DEL CENTRO; SU PARTE DISPOSITIVA SERA PUBLICADA EN EL BOLETIN OFICIAL DEL ESTADO.

7. LA RESOLUCION A QUE SE REFIERE EL APARTADO QUINTO SE DICTARA EN EL PLAZO MAXIMO DE TRES MESES, CONTADOS A PARTIR DE LA COMUNICACION DE LA FINALIZACION DE LAS OBRAS A LA DIRECCION PROVINCIAL.

ARTICULO 8.

EN LA RESOLUCION POR LA QUE SE AUTORIZA LA APERTURA Y FUNCIONAMIENTO DE UN CENTRO DOCENTE CONSTARAN LOS DATOS SIGUIENTES:

- A) TITULAR DEL CENTRO.
- B) DOMICILIO, LOCALIDAD, MUNICIPIO Y PROVINCIA.
- C) DENOMINACION ESPECIFICA.
- D) ENSEÑANZAS QUE SE AUTORIZAN, INCLUYENDO GRADO O NIVEL Y ESPECIALIDADES O CICLOS.
- E) NUMERO DE PUESTOS ESCOLARES AUTORIZADOS.

LA MODIFICACION DE ALGUNO DE LOS DATOS SEÑALADOS REQUERIRA LA TRAMITACION DEL PROCEDIMIENTO ESTABLECIDO EN EL CAPITULO III DEL PRESENTE REAL DECRETO.

ARTICULO 9.

1. LA AUTORIZACION DE APERTURA Y FUNCIONAMIENTO DE UN CENTRO DOCENTE SURTIRA EFECTOS A PARTIR DEL CURSO ACADEMICO INMEDIATAMENTE SIGUIENTE AL DE LA FECHA DE LA CORRESPONDIENTE RESOLUCION. NO OBSTANTE, EL TITULAR DEL CENTRO PODRA SOLICITAR QUE SE APLACE LA PUESTA EN FUNCIONAMIENTO DE ESTE.

2. CUANDO, DE ACUERDO CON LO ESTABLECIDO EN EL PARRAFO H) DEL ARTICULO 5 DEL PRESENTE REAL DECRETO, EL TITULAR HUBIERA PRESENTADO UNICAMENTE COMPROMISO DE APORTAR LA RELACION DEL PROFESORADO, DEBERA APORTAR ESTA, ACOMPAÑADA DE LA DOCUMENTACION ACREDITATIVA DE LA TITULACION DEL PROFESORADO, ANTES DEL INICIO DE LAS ACTIVIDADES EDUCATIVAS, PARA SU APROBACION POR LA DIRECCION PROVINCIAL CORRESPONDIENTE, PREVIO INFORME DE LA INSPECCION TECNICA DE EDUCACION. CUALQUIER MODIFICACION QUE SE PRODUZCA POSTERIORMENTE EN LOS DATOS DE LA CITADA RELACION DEBERA SER COMUNICADA A LA DIRECCION PROVINCIAL, PARA SU PREVIA APROBACION EXPRESA.

3. EN EL CENTRO SE IMPARTIRAN LAS ENSEÑANZAS AUTORIZADAS CON ARREGLO A LA ORDENACION ACADEMICA EN VIGOR.

TEXTO:

CAPITULO III

MODIFICACIONES DE LA AUTORIZACION

ARTICULO 10.

1. SE CONSIDERAN CIRCUNSTANCIAS QUE DAN LUGAR A LA MODIFICACION DE LA AUTORIZACION LAS SIGUIENTES:

- A) CAMBIO DE DENOMINACION ESPECIFICA DEL CENTRO.
- B) MODIFICACION DE LAS INSTALACIONES EN LOS SIGUIENTES SUPUESTOS:
 1. ALTERACION DE LAS DIMENSIONES DE LOS ESPACIOS QUE FUERON TENIDOS EN CUENTA PARA OTORGAR LA AUTORIZACION.
 2. CAMBIO EN EL USO O DESTINO DE DICHS ESPACIOS.
- C) AMPLIACION O REDUCCION DEL NUMERO DE PUESTOS ESCOLARES, DERIVADAS DE UNA MODIFICACION DEL HORARIO DE FUNCIONAMIENTO DEL CENTRO U OTRAS CAUSAS.
- D) MODIFICACION DE LAS ENSEÑANZAS CUANDO SE REALICE CON CARACTER EXPERIMENTAL, MANTENIENDOSE EL MISMO GRADO O NIVEL PARA EL QUE FUE AUTORIZADO EL CENTRO.

E) AMPLIACION, REDUCCION O SUSTITUCION DE ESPECIALIDADES U OPCIONES EN EL CASO DE CENTROS QUE IMPARTAN MUSICA, DANZA, ARTE DRAMATICO Y ENSEÑANZAS SUPERIORES DE ARTES PLASTICAS Y DISEÑO, MANTENIENDOSE EL MISMO GRADO O NIVEL PARA EL QUE FUE AUTORIZADO EL CENTRO.

F) AMPLIACION, REDUCCION O SUSTITUCION DE ENSEÑANZAS EN EL CASO DE CENTROS QUE IMPARTAN CICLOS FORMATIVOS DE ARTES PLASTICAS O DISEÑO.

G) CAMBIO DE TITULARIDAD DEL CENTRO.

2. SE CONSIDERAN CIRCUNSTANCIAS QUE DAN LUGAR A UNA NUEVA AUTORIZACION LAS SIGUIENTES:

A) CAMBIO DE DOMICILIO DEL CENTRO POR TRASLADO DE INSTALACIONES.

B) CAMBIO EN EL GRADO O NIVEL PARA EL QUE FUE AUTORIZADO EL CENTRO, SALVO LO DISPUESTO EN EL PARRAFO F) DEL APARTADO ANTERIOR.

ARTICULO 11.

1. LA MODIFICACION DE LA AUTORIZACION SE INICIARA A SOLICITUD DEL INTERESADO O, EN SU CASO, DE OFICIO.
2. LA MODIFICACION DE LA AUTORIZACION DEBERA SER APROBADA POR LA MISMA AUTORIDAD A QUIEN CORRESPONDE LA AUTORIZACION PARA LA APERTURA Y FUNCIONAMIENTO DE LOS CENTROS, SI SE CUMPLEN LOS REQUISITOS ESTABLECIDOS EN EL PRESENTE REAL DECRETO.
3. LOS INTERESADOS FORMULARAN LA SOLICITUD, EN LA QUE SE EXPRESEN LAS CAUSAS DE LA MODIFICACION, ANTE LA CORRESPONDIENTE DIRECCION PROVINCIAL DEL MINISTERIO DE EDUCACION Y CIENCIA.
4. LA DIRECCION PROVINCIAL ELEVARA LA SOLICITUD, ACOMPAÑADA DE LOS INFORMES PERTINENTES, A LA DIRECCION GENERAL DE CENTROS ESCOLARES QUE PROPONDRA AL MINISTRO DE EDUCACION Y CIENCIA LA OPORTUNA RESOLUCION, PREVIO EL TRAMITE DE AUDIENCIA, CUANDO ESTE PROCEDA DE ACUERDO CON EL ARTICULO 84 DE LA LEY 30/1992.
5. LA RESOLUCION QUE FINALICE EL PROCEDIMIENTO SE DICTARA EN UN PLAZO MAXIMO DE TRES MESES Y PONDRA FIN A LA VIA ADMINISTRATIVA.
6. LA RESOLUCION QUE SE ADOpte SERA NOTIFICADA INTEGRAMENTE AL TITULAR DEL CENTRO; SU PARTE DISPOSITIVA SERA PUBLICADA EN EL BOLETIN OFICIAL DEL ESTADO. DICHA RESOLUCION DARA LUGAR A LA CORRESPONDIENTE MODIFICACION DE LA INSCRIPCION DEL CENTRO EN EL REGISTRO DE CENTROS.

TEXTO:

CAPITULO IV

EXTINCION DE LA AUTORIZACION

ARTICULO 12.

1. EL PROCEDIMIENTO PARA LA EXTINCION DE LA AUTORIZACION SE INICIARA DE OFICIO O POR SOLICITUD DEL INTERESADO.
2. LA RESOLUCION CORRESPONDIENTE, QUE PONDRA FIN A LA VIA ADMINISTRATIVA, SE ADOPTARA POR ORDEN DEL MINISTRO DE EDUCACION Y CIENCIA. LA RESOLUCION SE NOTIFICARA, INTEGRA, AL TITULAR DEL CENTRO; SU PARTE DISPOSITIVA SERA PUBLICADA EN EL BOLETIN OFICIAL DEL ESTADO.

ARTICULO 13.

LOS TITULARES DE LOS CENTROS PODRAN SOLICITAR LA EXTINCION DE LA AUTORIZACION POR CESE DE ACTIVIDADES, LA CUAL SURTIRA EFECTOS DESDE EL INICIO DEL CURSO ACADEMICO SIGUIENTE A SU DECLARACION.

ARTICULO 14.

1. EL PROCEDIMIENTO DE EXTINCION DE LA AUTORIZACION SE INICIARA DE OFICIO CUANDO, DE ACUERDO CON LO DISPUESTO EN EL ARTICULO 23 DE LA LEY ORGANICA REGULADORA DEL DERECHO A LA EDUCACION, EL CENTRO DEJE DE REUNIR ALGUNO DE LOS REQUISITOS ESTABLECIDOS EN EL PRESENTE REAL DECRETO O EN EL REAL DECRETO 389/1992, DE 15 DE ABRIL.
2. ASIMISMO, DICHO PROCEDIMIENTO SE INICIARA CUANDO LAS ENSEÑANZAS IMPARTIDAS POR EL CENTRO NO SE ADECUEN A LOS CORRESPONDIENTES PROGRAMAS Y PLANES DE ESTUDIO Y, EN GENERAL, CUANDO SE INCUMPLAN LAS NORMAS DE ORDENACION ACADEMICA EN VIGOR.
3. EN TODO CASO, SE NOTIFICARA AL TITULAR DEL CENTRO EL SUPUESTO QUE PUEDE DAR ORIGEN A LA EXTINCION PARA QUE SUBSANE LAS DEFICIENCIAS; EN CASO DE NO HACERLO EN EL PLAZO QUE SE LE CONCEDA, SE INICIARA EL OPORTUNO PROCEDIMIENTO. LA DURACION DEL PLAZO INDICADO SE ESTABLECERA EN FUNCION DE LA DEFICIENCIA A SUBSANAR.

DE ACUERDO CON LO ESTABLECIDO EN EL ARTICULO 80.2 DE LA LEY 30/1992, EL ORGANISMO INSTRUCTOR PODRA ACORDAR LA APERTURA DE UN PERIODO DE PRUEBA PARA SU POSTERIOR PRACTICA.

4. EL PROCEDIMIENTO DE EXTINCION DE OFICIO SE INICIARA POR LA DIRECCION GENERAL DE CENTROS ESCOLARES. INSTRUIDO EL PROCEDIMIENTO SE DARA AUDIENCIA AL TITULAR DEL CENTRO, SALVO CUANDO NO FIGUREN EN EL PROCEDIMIENTO NI SEAN TENIDOS EN CUENTA OTROS HECHOS NI OTRAS ALEGACIONES O PRUEBAS QUE LAS ADUCIDAS POR EL INTERESADO. CUMPLIDO ESTE TRAMITE, Y DE ACUERDO CON LAS ACTUACIONES REALIZADAS Y LAS ALEGACIONES PLANTEADAS, EN SU CASO, POR EL INTERESADO, SE FORMULARA PROPUESTA DE RESOLUCION ANTE EL MINISTRO DE EDUCACION Y CIENCIA.

ARTICULO 15.

1. EN LA ORDEN POR LA QUE SE ACUERDE LA EXTINCION DE LA AUTORIZACION PODRA DISPONERSE QUE LOS EFECTOS DE AQUELLA SEAN PROGRESIVOS, A FIN DE QUE LOS ALUMNOS MATRICULADOS EN EL CENTRO NO SUFRAN ALTERACION EN SU TRAYECTORIA EDUCATIVA.

2. LA EXTINCION DE LA AUTORIZACION DARA LUGAR A LA CORRESPONDIENTE INSCRIPCION DE BAJA EN EL REGISTRO DE CENTROS DOCENTES.

TEXTO:

DISPOSICION ADICIONAL PRIMERA.

SI EN LOS PROCEDIMIENTOS REGULADOS POR ESTE REAL DECRETO NO RECAYERA RESOLUCION EXPRESA EN LOS PLAZOS SEÑALADOS EN CADA CASO, SE PODRAN ENTENDER DESESTIMADAS LAS SOLICITUDES QUE LOS INICIARON.

DISPOSICION ADICIONAL SEGUNDA.

LO ESTABLECIDO EN EL PRESENTE REAL DECRETO SERA DE APLICACION A LAS SOLICITUDES DE AUTORIZACION DE LOS CENTROS INTEGRADOS A QUE SE REFIERE EL ARTICULO 41.1 DE LA LEY ORGANICA 1/1990, DE 3 DE OCTUBRE, DE ORDENACION GENERAL DEL SISTEMA EDUCATIVO, LOS CUALES DEBERAN CUMPLIR LOS REQUISITOS ESTABLECIDOS EN LA DISPOSICION ADICIONAL PRIMERA DEL REAL DECRETO 389/1992, DE 15 DE ABRIL.

DISPOSICION ADICIONAL TERCERA.

A EFECTOS DE LO ESTABLECIDO EN EL PRESENTE REAL DECRETO, SE ENTENDERA POR HORARIO DE FUNCIONAMIENTO DEL CENTRO EL TIEMPO SEMANAL EN EL QUE LAS DEPENDENCIAS DE USO DOCENTE ESTEN DESTINADAS EXCLUSIVAMENTE A LA IMPARTICION DE LAS ENSEÑANZAS QUE SEAN AUTORIZADAS.

DISPOSICION ADICIONAL CUARTA.

LOS CENTROS PRIVADOS A QUE SE REFIERE EL PRESENTE REAL DECRETO SERAN ADSCRITOS, A EFECTOS ADMINISTRATIVOS, A UN CENTRO PUBLICO EN LA CORRESPONDIENTE ORDEN DE AUTORIZACION.

TEXTO:

DISPOSICION TRANSITORIA PRIMERA.

1. EL PROCEDIMIENTO DE AUTORIZACION PARA LA IMPARTICION DE LAS ENSEÑANZAS DE GRADO ELEMENTAL CORRESPONDIENTES A LA NUEVA ORDENACION DEL SISTEMA EDUCATIVO, A LOS CENTROS PRIVADOS DE MUSICA O DANZA QUE, EN EL MOMENTO DE ENTRADA EN VIGOR DEL REAL DECRETO 389/1992, DE 15 DE ABRIL, ESTUVIERAN CLASIFICADOS COMO RECONOCIDOS O AUTORIZADOS CON ARREGLO AL DECRETO 1987/1964, DE 18 DE JUNIO, Y QUE CUMPLAN LOS REQUISITOS ESTABLECIDOS EN LA DISPOSICION TRANSITORIA SEGUNDA DEL REAL DECRETO 389/1992, DE 15 DE ABRIL, SE ADECUARA A LO ESTABLECIDO EN LOS ARTICULOS 5, 6 Y 8 Y DISPOSICION ADICIONAL CUARTA DEL PRESENTE REAL DECRETO.

2. A TAL EFECTO, LOS TITULARES DE ESTOS CENTROS DEBERAN PRESENTAR, EN EL PLAZO DE TRES MESES, CONTADOS A PARTIR DEL MOMENTO DE ENTRADA EN VIGOR DEL PRESENTE REAL DECRETO, SOLICITUD EXPRESA DE AUTORIZACION, APORTANDO AQUELLOS DATOS Y DOCUMENTACION, DE LOS REQUERIDOS EN EL ARTICULO 5 DEL PRESENTE REAL DECRETO, QUE NO SE ENCONTRARAN ENTRE LOS QUE SIRVIERON DE BASE AL RECONOCIMIENTO O AUTORIZACION.

3. LO ESTABLECIDO EN LOS APARTADOS ANTERIORES SERA DE APLICACION A LOS CENTROS PRIVADOS DE MUSICA O DANZA CUYAS SOLICITUDES DE RECONOCIMIENTO O AUTORIZACION SE ENCONTRARAN EN TRAMITACION EN EL MOMENTO DE ENTRADA EN VIGOR DEL REAL DECRETO 389/1992, DE 15 DE ABRIL.

DISPOSICION TRANSITORIA SEGUNDA.

1. LA AUTORIZACION PARA LA IMPARTICION DE LAS ENSEÑANZAS DE GRADO MEDIO A LOS CENTROS QUE ESTUVIERAN CLASIFICADOS COMO RECONOCIDOS O AUTORIZADOS PARA LAS ENSEÑANZAS DE GRADO MEDIO DE MUSICA O DE DANZA CON ARREGLO AL DECRETO 1987/1964, DE 18 DE JUNIO, SE REALIZARA CONFORME AL PROCEDIMIENTO ESTABLECIDO EN LOS ARTICULOS 5, 6, 7 Y 8 Y DISPOSICION ADICIONAL CUARTA DEL PRESENTE REAL DECRETO.

2. CUANDO EN EL MOMENTO DE SOLICITUD, ESTOS CENTROS NO CUMPLIERAN LA TOTALIDAD DE LOS REQUISITOS QUE, EN CUANTO A INSTALACIONES, ESTABLECEN LOS ARTICULOS 15, EN EL CASO DE MUSICA, Y 27, EN EL CASO DE DANZA, DEL REAL DECRETO 389/1992, CON LAS EXENCIONES PREVISTAS EN EL APARTADO DOS DE SU DISPOSICION TRANSITORIA TERCERA, LA AUTORIZACION, EN SU CASO, SE CONCEDERA CON CARACTER PROVISIONAL Y TENDRA EFECTOS HASTA EL TERMINO DEL CURSO 1996-1997. CON ANTERIORIDAD A DICHA FECHA DEBERAN INICIAR PROCEDIMIENTO DE AUTORIZACION DEFINITIVA.

DISPOSICION TRANSITORIA TERCERA.

1. LA AUTORIZACION A CENTROS DE ENSEÑANZA DE MUSICA O DANZA PARA LA IMPARTICION DE LAS ENSEÑANZAS ANTERIORES A LA NUEVA ORDENACION DEL SISTEMA EDUCATIVO CON PLENAS FACULTADES ACADEMICAS QUEDARA CONDICIONADA A SU AUTORIZACION PARA EL GRADO EQUIVALENTE DE LAS NUEVAS ENSEÑANZAS.

2. LOS CENTROS QUE NO OBTENGAN LA AUTORIZACION A QUE SE REFIERE EL APARTADO ANTERIOR IMPARTIRAN LAS ENSEÑANZAS DEL PLAN QUE SE EXTINGUE EN EL REGIMEN ACADEMICO Y JURIDICO QUE LES CORRESPONDIERA, SEGUN SU CLASIFICACION, DE ACUERDO CON EL DECRETO 1987/1964, DE 18 DE JUNIO.

DISPOSICION TRANSITORIA CUARTA.

1. NO OBSTANTE LO ESTABLECIDO EN EL ARTICULO 10.2 DEL PRESENTE REAL DECRETO, LOS CENTROS QUE FUERAN AUTORIZADOS DE ACUERDO CON LO PREVISTO EN LAS DISPOSICIONES TRANSITORIAS PRIMERA Y SEGUNDA DEL PRESENTE REAL DECRETO PODRAN SOLICITAR AUTORIZACION POR TRASLADO DE INSTALACIONES, LA CUAL SE CONCEDERA SIEMPRE QUE CUMPLAN LOS REQUISITOS ESTABLECIDOS EN LAS DISPOSICIONES TRANSITORIAS SEGUNDA O TERCERA, SEGUN PROCEDA, DEL REAL DECRETO 389/1992, DE 15 DE ABRIL, Y QUE LAS NUEVAS INSTALACIONES SUPONGAN UNA MAYOR ADECUACION, EN RELACION CON LAS INSTALACIONES DE ORIGEN, A LOS REQUISITOS ESTABLECIDOS EN EL TEXTO ARTICULADO DE DICHO REAL DECRETO.

A TALES EFECTOS, SE TENDRA EN CUENTA NO SOLO EL INCREMENTO GLOBAL EN LA SUPERFICIE O EN EL NUMERO DE AULAS, SINO TAMBIEN LA ADECUACION A LAS DIFERENTES INSTALACIONES PREVISTAS EN LA CITADA NORMA, QUE SIGNIFIQUE UNA MAYOR CALIDAD EN LAS ENSEÑANZAS.

2. LO ESTABLECIDO EN ESTA DISPOSICION SERA DE APLICACION A LAS SOLICITUDES DE AUTORIZACION POR TRASLADO DE INSTALACIONES, EN LOS SUPUESTOS ANTES CITADOS, QUE SE PRESENTEN CON ANTERIORIDAD AL CURSO 2000-2001.

DISPOSICION TRANSITORIA QUINTA.

1. EL PROCEDIMIENTO DE AUTORIZACION PARA LA IMPARTICION DE LAS ENSEÑANZAS DE CICLOS FORMATIVOS DE ARTES PLASTICAS Y DISEÑO CORRESPONDIENTES A LA NUEVA ORDENACION DEL SISTEMA EDUCATIVO A LOS CENTROS PRIVADOS DE ENSEÑANZAS DE ARTES APLICADAS Y OFICIOS ARTISTICOS QUE ESTUVIERAN CLASIFICADOS, DE ACUERDO CON EL DECRETO 1987/1964, DE 18 DE JUNIO, COMO RECONOCIDOS O AUTORIZADOS CON ANTERIORIDAD A LA ENTRADA EN VIGOR DEL REAL DECRETO 389/1992, DE 15 DE ABRIL, SE ADECUARA A LO ESTABLECIDO EN LOS ARTICULOS 5, 6, 7 Y 8 Y DISPOSICION ADICIONAL CUARTA DEL PRESENTE REAL DECRETO.

2. LA AUTORIZACION A DICHOS CENTROS, EN EL REGIMEN A QUE SE REFIERE EL PRESENTE REAL DECRETO PARA LA IMPARTICION DE LAS ENSEÑANZAS ANTERIORES A LA NUEVA ORDENACION DEL SISTEMA EDUCATIVO HASTA SU EXTINCION, SE CONCEDERA SI ESTOS CUMPLEN LOS REQUISITOS ESTABLECIDOS EN EL REAL DECRETO 389/1992, DE 15 DE ABRIL. SI NO OBTUVIERAN AUTORIZACION, ESTOS CENTROS UNICAMENTE PODRAN IMPARTIR LAS ENSEÑANZAS ANTERIORES AL NUEVO SISTEMA EDUCATIVO, HASTA SU EXTINCION, EN EL REGIMEN ACADEMICO Y JURIDICO QUE LES CORRESPONDIERA, SEGUN SU CLASIFICACION, DE ACUERDO CON EL DECRETO 1987/1964, DE 18 DE JUNIO.

TEXTO:

DISPOSICION DEROGATORIA UNICA.

QUEDA DEROGADO EL DECRETO 1987/1964, DE 18 DE JUNIO, SALVO EN LO PREVISTO EN LAS DISPOSICIONES TRANSITORIAS TERCERA Y QUINTA DEL PRESENTE REAL DECRETO, ASI COMO CUANTAS NORMAS DE IGUAL O INFERIOR RANGO SE OPONGAN A LA PRESENTE.

DISPOSICION FINAL PRIMERA.

POR ORDEN DEL MINISTRO DE EDUCACION Y CIENCIA PODRA DELEGARSE EN LA DIRECCION GENERAL DE CENTROS ESCOLARES O EN LAS DIRECCIONES PROVINCIALES DEL DEPARTAMENTO LA RESOLUCION DE MODIFICACION DE LA AUTORIZACION A QUE SE REFIERE EL ARTICULO 10 DEL PRESENTE REAL DECRETO, ASI COMO LA DETERMINACION DE LA ADSCRIPCION A QUE SE REFIERE LA DISPOSICION ADICIONAL CUARTA.

DISPOSICION FINAL SEGUNDA.

SE AUTORIZA AL MINISTRO DE EDUCACION Y CIENCIA PARA DICTAR LAS DISPOSICIONES NECESARIAS PARA LA EJECUCION Y APLICACION DE LO ESTABLECIDO EN ESTE REAL DECRETO.

DISPOSICION FINAL TERCERA.

EL PRESENTE REAL DECRETO ENTRARA EN VIGOR EL DIA SIGUIENTE AL DE SU PUBLICACION EN EL BOLETIN OFICIAL DEL ESTADO.

DADO EN MADRID A 25 DE FEBRERO DE 1994.

JUAN CARLOS R.

EL MINISTRO DE EDUCACION Y CIENCIA,
GUSTAVO SUAREZ PERTIERRA

Esta página fue generada por SFgate 5.111.



Ministerio de Educación y Cultura

EDUCACIÓN

Consulta de la Base de Datos de LEDA info-leda@mec.es

Su consulta ha sido:
vigencia=vigente and descriptores="ARTE DRAMATICO" and ente=estado

**REAL DECRETO 2491/1996, DE 5 DE DICIEMBRE, DE
ESTRUCTURA ORGANICA Y FUNCIONES DEL
INSTITUTO NACIONAL DE LAS ARTES ESCENICAS Y
DE LA MUSICA. (BOE 306/96 DE 20 DE DICIEMBRE DE
1996)**

CLAVE:
Y00966870

ENTE:
ESTADO

RANGO:
RD

FECHA DISPOSICION:
1996-12-05

AÑO DISPOSICION:
1996

NUMERO DISPOSICION:
2491/96

VIGENCIA:
VIGENTE

DESCRIPTORES:
ESTRUCTURA ORGANICA
MEC
ARTE DRAMATICO
MUSICA

TITULO:
REAL DECRETO 2491/1996, DE 5 DE DICIEMBRE, DE ESTRUCTURA
ORGANICA Y FUNCIONES DEL INSTITUTO NACIONAL DE LAS ARTES
ESCENICAS Y DE LA MUSICA. (BOE 306/96 DE 20 DE DICIEMBRE
DE 1996)

TEXTO:

Una vez creado el nuevo Ministerio de Educación y Cultura, mediante Real Decreto 758/1996, de 5 de mayo y, establecida su estructura orgánica básica por los Reales Decretos 839/1996, de 10 de mayo y 1887/1996, de 2 de agosto, resulta conveniente proceder a la revisión de la estructura orgánica y funciones del organismo autónomo Instituto Nacional de las Artes Escénicas y de la Música, antes dependiente del Ministerio de Cultura y que ahora lo es del nuevo departamento, al que queda adscrito a través de la Secretaría de Estado de Cultura.

Dicha revisión se lleva a cabo en cumplimiento de lo establecido en la disposición final tercera del citado Real Decreto 839/1996, y en uso de la autorización conferida al Gobierno por el artículo 76 de la Ley 42/1994, de 30 de diciembre, sobre Medidas Fiscales, Administrativas y de Orden Social.

En la reestructuración de este organismo se han tenido en cuenta los mismos criterios de racionalidad, eficacia y disminución del gasto público que han estado presentes en la reestructuración de los Departamentos ministeriales.

En su virtud, a propuesta conjunta de los Ministerios de Administraciones Públicas y de Economía y Hacienda, de acuerdo con el Ministro de Educación y Cultura, y previa deliberación del Consejo de Ministros en su reunión del día 5 de diciembre de 1996,

D I S P O N G O :

Artículo 1. Naturaleza y régimen jurídico.

1. El Instituto Nacional de las Artes Escénicas y de la Música, creado por el artículo 87.3 de la Ley 50/1984, de 30 de diciembre, de Presupuestos Generales del Estado para 1985, es un organismo autónomo, de carácter comercial, de los comprendidos en el artículo 4.1.b) de la Ley General Presupuestaria, texto refundido aprobado por Real Decreto legislativo 1091/1988, de 23 de septiembre, y queda adscrito al Ministerio de Educación y Cultura, a través de la Secretaría de Estado de Cultura.

2. El Instituto Nacional de las Artes Escénicas y de la Música tiene personalidad jurídica propia y capacidad de obrar para el cumplimiento de sus fines y se rige por lo establecido en la Ley de Régimen Jurídico de las Entidades Estatales Autónomas, en la Ley General Presupuestaria, y en las demás disposiciones de aplicación a los organismos autónomos.

Artículo 2. Fines.

Corresponde al Instituto Nacional de las Artes Escénicas y de la Música la consecución de los siguientes fines:

1. La promoción, protección y difusión de las artes escénicas y de la música en cualquiera de sus manifestaciones.
2. La proyección exterior de las actividades a que se refiere el apartado anterior.
3. La comunicación cultural entre las Comunidades Autónomas en las materias propias del organismo, de acuerdo con ellas.

Artículo 3. Funciones.

Para el cumplimiento de los fines que se le atribuyen, el Instituto Nacional de las Artes Escénicas y de la Música está facultado para desarrollar las siguientes funciones:

1. La realización de acciones de fomento y difusión, en particular mediante premios, ayudas y subvenciones.
2. La programación y gestión de las unidades de producción, musicales, líricas, coreográficas y teatrales del organismo autónomo, así como las funciones adecuadas para su actuación en aquellas entidades públicas o privadas con fines similares en que participe el Instituto o el Ministerio de Educación y Cultura.
3. El inventario, catalogación y difusión del patrimonio musical y dramático.

4. Cuantas otras funciones resulten precisas para la consecución de los fines que se le encomiendan.

Artículo 4. Organos rectores.

Los órganos rectores del Instituto Nacional de las Artes Escénicas y de la Música son las siguientes:

1. El Presidente.
2. El Director general.

Artículo 5. El Presidente.

1. El Presidente del Instituto Nacional de las Artes Escénicas y de la Música es el Ministro de Educación y Cultura.

2. Corresponde al Presidente:

- a) La alta inspección del organismo.
- b) La aprobación de los planes generales de actuación del mismo.

Artículo 6. El Director general.

1. El Director general del Instituto Nacional de las Artes Escénicas y de la Música es nombrado y separado por Real Decreto acordado por el Consejo de Ministros, a propuesta del Ministro de Educación y Cultura.

2. Corresponde al Director general:

- a) La dirección del Instituto y del personal del mismo.
- b) La ejecución de los planes generales de actuación del Instituto.
- c) La representación del organismo.
- d) La elaboración de la memoria anual de actividades del organismo y la elevación al Ministro, a través del Secretario de Estado de Cultura, del anteproyecto de presupuesto del Instituto.
- e) La contratación en nombre del organismo y la disposición de gastos hasta el límite máximo establecido por la disposición transitoria tercera de la Ley 13/1995, de 18 de mayo, de Contratos de las Administraciones Públicas, sin perjuicio de la facultad del titular del departamento prevista en el artículo 12.1 de la citada Ley, así como la ordenación de pagos.
- f) La concesión de las ayudas y subvenciones que corresponda otorgar al Instituto.

Artículo 7. Estructura orgánica básica.

1. Dependen del Director general las siguientes unidades con nivel orgánico de Subdirección General:

- a) Secretaría General.
- b) Subdirección General de Música y Danza.
- c) Subdirección General de Teatro.
- d) Subdirección General de Personal.
- e) Subdirección General Económico-Administrativa.

2. Subdirección General de Música y Danza. Corresponde a esta Subdirección General la programación y ejecución de las actividades de música y danza del Instituto, conforme a las directrices del Director general.

3. Subdirección General de Teatro. Corresponde a esta Subdirección General la programación y ejecución de las actividades teatrales del organismo, conforme a las directrices del Director general.

4. Secretaría General. Corresponde a esta Subdirección General:

- a) La supervisión y dirección de los asuntos de personal y de los económico-administrativos del Instituto.
- b) La coordinación de las Subdirecciones Generales de Personal y Económico-Administrativa.
- c) Cuantas funciones le encomiende el Director general.

5. Subdirección General de Personal. Corresponde a esta Subdirección General:

- a) La gestión de los recursos humanos.
- b) La inspección y la tramitación de expedientes sancionadores, dentro de las atribuciones del organismo.
- c) La negociación y cumplimiento de los Convenios Colectivos del personal laboral.

6. Subdirección General Económico-Administrativa. Corresponde a esta Subdirección General:

- a) El ejercicio de las funciones de gestión

económico-administrativa y financiera.

b) La elaboración del anteproyecto de presupuestos.

c) La gestión de los servicios generales y de régimen interior.

Artículo 8. Bienes y medios económicos.

Los bienes y medios económicos del Instituto Nacional de las Artes Escénicas y de la Música son las siguientes:

1. Los bienes que constituyan su patrimonio y los productos y rentas del mismo.
2. Las transferencias y subvenciones que anualmente se le consignen en los Presupuestos Generales del Estado.
3. Los ingresos de derecho público o privado que le corresponda percibir y los que se produzcan a consecuencia de sus actividades de gestión y explotación.
4. Las subvenciones, aportaciones voluntarias, donaciones, herencias o legados que se concedan a favor del organismo.
5. Cualquier otro recurso que le sea legalmente atribuido.

Disposición adicional única. Supresión de órganos.

Quedan suprimidos los siguientes órganos:

1. Con nivel orgánico de Dirección General: Gerencia del Instituto Nacional de las Artes Escénicas y de la Música.
2. Con nivel orgánico de Subdirección General:
 - a) Departamento Musical.
 - b) Departamento Dramático.
 - c) Oficina de Coordinación Artística.
 - d) Departamento de Personal.
 - e) Departamento Económico-Administrativo.

Disposición transitoria única. Unidades y puestos de trabajo con nivel orgánico inferior a Subdirección General.

Las unidades y puestos de trabajo con nivel orgánico inferior a Subdirección General continuarán subsistentes y será retribuido con cargo a los mismos créditos presupuestarios, hasta que se aprueben las relaciones de puestos de trabajo adaptadas a la estructura orgánica de este Real Decreto. Dicha adaptación, en ningún caso, podrá suponer incremento de gasto público.

Las unidades y puestos de trabajo encuadrados en los órganos suprimidos por este Real Decreto se adscribirán provisionalmente mediante resolución del Director del organismo, hasta tanto entre en vigor regulados en el presente Real Decreto, en función de las atribuciones que éstos tengan asignadas.

Disposición derogatoria única. Derogación normativa.

Quedan derogadas todas las disposiciones de igual o inferior rango que se opongan a lo establecido en el presente Real Decreto y, en particular, el Título III del Real Decreto 565/1985, de 24 de abril, por el que se establece la estructura orgánica básica del Ministerio de Cultura y sus organismos autónomos.

Disposición final primera. Facultades de desarrollo.

Se autoriza a la Ministra de Educación y Cultura para que, previo cumplimiento de los trámites legales oportunos, adopte las medidas necesarias para el desarrollo y ejecución del presente Real Decreto.

Disposición final segunda. Modificaciones presupuestarias.

Por el Ministerio de Economía y Hacienda se llevarán a cabo las modificaciones presupuestarias precisas para el cumplimiento de lo previsto en el presente Real Decreto.

Disposición final tercera. Entrada en vigor.

El presente Real Decreto entrará en vigor el día siguiente al de su publicación en el "Boletín Oficial del Estado".

Dado en Madrid a 5 de diciembre de 1996.

JUAN CARLOS R.

El Vicepresidente Primero del Gobierno
y Ministro de la Presidencia,
FRANCISCO ALVAREZ-CASCOS FERNANDEZ

REAL DECRETO 989/2000, DE 2 DE JUNIO, POR EL QUE SE ESTABLECEN LAS ESPECIALIDADES DEL CUERPO DE PROFESORES DE MÚSICA Y ARTES ESCÉNICAS, SE ADSCRIBEN A ELLAS LOS PROFESORES DE DICHO CUERPO Y SE DETERMINAN LAS MATERIAS QUE DEBERÁN IMPARTIR.

La Ley Orgánica 1/1990, de 3 de Octubre, de Ordenación General del Sistema Educativo, en su Disposición Adicional Decimocuarta, crea el Cuerpo de Profesores de Música y Artes Escénicas, y establece que los funcionarios de dicho Cuerpo impartirán, de acuerdo con sus especialidades, las enseñanzas correspondientes a los grados elemental y medio de Música y de Danza, las correspondientes a las enseñanzas superiores de Arte Dramático y, excepcionalmente, aquellas materias de grado superior de Música y de Danza que se determinen.

Esta disposición adicional, en su apartado cuarto, establece que el Gobierno, previa consulta a las Comunidades Autónomas, determinará las especialidades a las que deban ser adscritos los profesores a los que tal disposición se refiere, como consecuencia de las integraciones previstas en ella y de las necesidades derivadas de la nueva ordenación académica, así como las materias que los profesores deberán impartir.

La determinación de las especialidades del Cuerpo de Profesores de Música y Artes Escénicas se hace en consonancia con la definición del currículo y de la ordenación académica de las enseñanzas que deberán impartir los profesores del citado Cuerpo. A este respecto, los Reales Decretos 756/1992, de 26 de junio (grados elemental y medio de Música); 755/1992, de 26 de junio (grado elemental de Danza); 1254/1997, de 24 de julio (grado medio de Danza); y 754/1992, de 26 de junio (Arte Dramático), establecieron los aspectos básicos correspondientes a las enseñanzas de régimen especial de Música, Danza y Arte Dramático, sobre los que las diferentes Administraciones educativas han determinado los respectivos currículos correspondientes a las enseñanzas que se imparten en los Centros ubicados en el ámbito de gestión de cada una de ellas.

En la elaboración de este Real Decreto se ha consultado a las Comunidades Autónomas y han informado el Consejo Escolar del Estado y el Ministerio de Administraciones Públicas.

En su virtud, a propuesta de la Ministra de Educación, Cultura y Deporte, de acuerdo con el Consejo de Estado y previa deliberación del Consejo de Ministros en su reunión del día 2 de junio de 2000,

DISPONGO:

Artículo 1.- Creación de especialidades

Se crean las especialidades del Cuerpo de Profesores de Música y Artes Escénicas que se relacionan en el Anexo I al presente Real Decreto.

Artículo 2.- Adscripción del profesorado actual

Los funcionarios del Cuerpo de Profesores de Música y Artes Escénicas quedan adscritos a las especialidades a que se refiere el artículo primero del presente Real Decreto, de acuerdo con las especialidades de las que fueran titulares, y según las correspondencias que se establecen en el Anexo II.

Artículo 3.- Competencia docente

1. Los funcionarios del Cuerpo de Profesores de Música y Artes Escénicas de las especialidades establecidas en el presente Real Decreto, impartirán las materias correspondientes a los grados elemental y medio de Música y de Danza, y a las enseñanzas superiores de Arte Dramático que se determinan en el Anexo III.

2. Los titulares de las especialidades instrumentales correspondientes a los grados elemental y medio de Música impartirán, además de la enseñanza del instrumento principal, las enseñanzas colectivas de instrumento y, en su caso, las de instrumento complementario.

3. Los titulares de las antiguas especialidades que se relacionan en el anexo IV, impartirán con carácter obligatorio y preferente las materias de grado medio de la nueva ordenación que se establecen en dicho anexo, sin perjuicio de que la competencia docente sobre esas mismas materias pueda recaer sobre titulares de otras especialidades.

Estos profesores tendrán asimismo preferencia para ocupar las vacantes que, bajo la denominación de su antigua especialidad, se convoquen en los procedimientos de provisión de puestos de trabajo mediante concurso de traslados.

Artículo 4.- Adscripción de las materias de los diferentes currículos a las especialidades creadas.

Las Administraciones educativas determinarán las especialidades a que se refiere el Anexo I, a las que corresponda impartir las materias establecidas en sus currículos que no estén adscritas a ninguna especialidad en el Anexo III.

Disposición adicional primera.- Creación futura de nuevas especialidades

Las Administraciones educativas que establezcan en sus currículos materias que puedan suponer la creación de nuevas especialidades, deberán elevar una propuesta al Ministerio de Educación, Cultura y Deporte para que el Gobierno, previa consulta a las Comunidades Autónomas, a su creación.

Disposición adicional segunda.- Redistribución del profesorado

La Ministra de Educación, Cultura y Deporte y los órganos correspondientes de las Comunidades Autónomas podrán establecer criterios y procedimientos para la redistribución del profesorado por la implantación de las nuevas enseñanzas, en la forma que determine cada Administración educativa, de acuerdo con las previsiones del presente Real Decreto.

Disposición transitoria primera.- Competencia docente hasta la extinción de la antigua ordenación académica

Mientras subsista la antigua ordenación académica de las enseñanzas, según el calendario establecido, el profesorado del cuerpo al que se refiere el presente Real Decreto seguirá teniendo competencia docente para impartir las materias atribuidas a sus antiguas especialidades.

Disposición transitoria segunda.- Antiguas especialidades no adscritas a las nuevas

Los profesores de las antiguas especialidades para las que no se establece ninguna correspondencia en el Anexo II con las especialidades de nueva creación, continuarán desempeñando las mismas funciones que tenían asignadas en el momento de la aprobación del presente Real Decreto, sin perjuicio de que las Administraciones

educativas, oídos los interesados, puedan adscribirles a otros puestos o funciones teniendo en cuenta la formación específica de cada uno de ellos y su adecuación a las necesidades docentes.

Estas adscripciones no implicarán la adquisición de ninguna nueva especialidad.

Disposición transitoria tercera.- Impartición de determinadas materias del grado superior de Música

Hasta tanto se determinen las especialidades del Cuerpo de Catedráticos de Música y Artes Escénicas y se establezcan las materias de grado superior de Música y de Danza que podrán ser impartidas por el Cuerpo de Profesores de Música y Artes Escénicas, los titulares de las antiguas especialidades que se relacionan en el Anexo V podrán impartir las materias del grado superior de Música del nuevo plan de estudios que se establecen en dicho anexo.

Disposición transitoria cuarta.- Impartición de determinadas materias correspondientes a especialidades de nueva creación.

Hasta tanto no se resuelva la primera convocatoria de los procedimientos selectivos correspondientes a las especialidades de nueva creación para las que no se haya establecido ninguna correspondencia en el Anexo II al presente Real Decreto, las materias atribuidas a las mismas serán impartidas por titulares de otras especialidades que estén cualificados para ello o, en su caso, por profesores interinos.

Disposición derogatoria única.- Derogación normativa

Quedan derogadas cuantas disposiciones de igual o inferior rango se opongan a lo dispuesto en el presente Real Decreto.

Disposición final primera.- Carácter básico de la norma

El presente Real Decreto, que se dicta en virtud de la habilitación que confiere al Gobierno la Ley Orgánica 1/1990, de 3 de octubre, en sus disposiciones adicionales novena, apartado 1, y decimocuarta, apartado 4, y en uso de la competencia estatal para la ordenación general del sistema educativo, recogida expresamente en la disposición adicional primera, 2 a) de la Ley Orgánica 8/1985, de 3 de julio, reguladora del Derecho a la Educación, tiene carácter de norma básica.

Disposición final segunda.- Habilidad para el desarrollo

La Ministra de Educación, Cultura y Deporte y las autoridades correspondientes de las Comunidades Autónomas podrán dictar, en el ámbito de sus respectivas competencias, las normas que sean precisas para su aplicación y desarrollo.

Disposición final tercera.- Entrada en vigor.

El presente Real Decreto entrará en vigor el día siguiente al de su publicación en el «Boletín Oficial del Estado».

Dado en Madrid, a 2 de junio de 2000

JUAN CARLOS R.

LA MINISTRA DE EDUCACIÓN CULTURA Y DEPORTE
PILAR DEL CASTILLO VERA

13. Riferimenti bibliografici e indirizzi internet di scuole in Italia e in Europa
**Bibliografia del capitolo sulla storia della
formazione**

Il teatro degli anni Venti. Atti del convegno internazionale di studi. Istituto Internazionale per la Ricerca teatrale, Venezia 1984, a cura di Laura Vazzoler, Roma 1987

Il teatro dell'Italia Unita, a cura di Siro Ferrone, Milano 1980

Il teatro italiano. La commedia e il dramma, borghese dell'Ottocento, a cura di Siro Ferrone, 3 voll., Torino 1979

Il teatro italiano. La tragedia dell'Ottocento, a cura di E. Faccioli, 2 voll., Torino 1979

La poesia dell'attore dell'Ottocento, in "Quaderni di teatro", 21-22 (numero monografico)

L'attore, a cura di Lucio Ridenti, Torino 1947

Petrolini, la maschera e la storia, a cura di Franca Angelini, Roma-Bari 1984

Adolphe Appia, Attore musica e scena, prefazione a cura di F. Marotti, Milano 1975

Roberto Alonge, Teatro e spettacolo nel secondo ottocento, Roma-Bari 1988

Franca Angelini, *Teatro e spettacolo nel primo Novecento*, Roma-Bari 1988

Giovanni Antonucci, *Storia della critica teatrale*, Roma 1990

Mario Apollonio, *Storia della commedia dell'Arte*, Roma 1930

Mario Apollonio, *Storia del teatro italiano*, Firenze 1950

"Ariel", VI, 1, 1991 (numero speciale dedicato a Luigi Rasi e la scuola di recitazione di Firenze)

G. Azzaroni, *Del teatro e dintorni. Una storia della legislazione e delle strutture teatrali in Italia nell'800*, Roma 1981

U. Barbaro - L. Chiarini, *L'arte dell'attore*, Roma 1950

Marc Bloch, *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*, Paris 1949 (trad. it. di Carlo Pischetta, Torino 1969)

Karl Bühler, *Ausdruckstheorie. Das System an der Geschichte aufgezeigt*, II ed., Stuttgart 1968 (trad. it. di Lucio Pisci, *Teoria dell'espressione*, Roma 1978)

E. Buonaccorsi, *Il lavoro dell'attore nell'ideologia teatrale da Vittorio Alfieri a Gustavo Modena*, in "Studi di storia e delle arti", 1988.

Anton Cechov, *The Actor On the Technique of Acting*, 1953 (ed. italiana Firenze 1984)

Giangiacomo Colli, *Una pedagogia dell'attore: l'insegnamento di Orazio Costa*, Roma 1989

S. D'Amico, *Il tramonto del grande attore*, Roma 1929

Silvio D'Amico, *Storia del teatro drammatico (1939-49)*, V ed., Milano 1968

Duvignaud J., *Sociologia dell'attore*, 1977

S. Geraci, *Comici italiani: la generazione alfierana*, in "Teatro e Storia", 2, 1989

P. Gobetti, *Scritti di critica teatrale*, Torino 1950

Emilio Guicciardi, *Il nuovo teatro di un'accademia milanese*, Milano 1970

Elam Keir, *Semiologia del teatro*, Bologna, 1988

Giovanni Macchia, *Il silenzio di Moliere*, 1975

Luciano Mariti, Introduzione a *Lettere intorno alla mimica* di J.J. Engel, Roma 1993 (ristampa anastatica dell'ed. a cura di Rasori, 1818-19)

Ferruccio Marotti, *Per un'analisi dei teatri orientali: la codificabilità del "gestuale"*, in *Letteratura e critica: Studi in onore di Natalino Sapegno*, Roma 1974

Claudio Meldolesi, *Profilo di Gustavo Modena. Il teatro e la rivoluzione democratica*, Roma 1971

Marotti-Romei, *La commedia e la società barocca. La professione del teatro*, Roma 1991

Claudio Meldolesi, *L'attore, le sue fonti e i suoi orizzonti*, in "Teatro e Storia", 2, 1989

Claudio Meldolesi, *Alla ricerca del Grande attore*, in "Teatro Archivio", 2, 1979

Aurelio Minonne, *Il codice cinesico nel prontuario delle pose sceniche di Alamanno Morelli*, in "Versus", 1979

Molinari, *L'attore e la recitazione*, Roma-Bari 1992

Vanda Monaco, *La repubblica del teatro*, Firenze 1968

S. Monti, *Il teatro realista della nuova Italia, 1861-1876*, Roma 1978

A. Morrocchesi, *Lezioni di declamazione e d'arte teatrale*, Firenze 1832

Vito Pandolfi, *Antologia del grande attore*, Bari 1954

Luigi Riccoboni, *Histoire du Théâtre Italien*, Paris
1728

Luigi Riccoboni, *De la Réformation du Théâtre*,
Paris 1743

C. Salvini, *Tommaso Salvini nella storia del teatro
e della vita del suo tempo*, Bologna 1955

Mirella Schino, *Profilo di una prima attrice di
scuola*, in "Quaderni di teatro", 1985

Konstantin Stanislavskij, *Il lavoro dell'attore*, a
cura di Gerardo Guerrieri, Roma-Bari 1983

Ferdinando Taviani, *Schemi di riflessione su alcuni
problemi di pedagogia teatrale*, in "Quaderni di teatro",
23, 1984.

A. Tinterri - C. Palombi, *Il gergo del teatro.
L'attore italiano di tradizione*, Roma 1986

Sergio Tofano, *Introduzione al palcoscenico*, Rocca
S. Casciano, 1961

Sergio Tofano, *Il teatro all'antica italiana*, Milano
1965

Altri riferimenti bibliografici:

M. Gallina, *Organizzare Teatro*, 2001

Economia della Cultura, Rivista quadrimestrale dell'associazione per l'Economia
della Cultura, 1/2002

Prove aperte – rivista mensile (1-12/2003)

Il Teatro e dintorni, Guida alle Arti sceniche 2002/2003, 2003 Editoria Spettacoli

Banche dati in internet:

<http://www.attori.com/>

<http://www.lycos.it/dir/Intrattenimento/Teatro/Scuole/?dirNav=2&>

http://www.cinemando.com/andiamo_a_scuola_di.htm

[http://dmoz.org/World/Italiano/Arte/Arti_Sceniche/Teatro/Accademie, Scuole e Corsi/](http://dmoz.org/World/Italiano/Arte/Arti_Sceniche/Teatro/Accademie,_Scuole_e_Corsi/)

<http://www.professionespettacolo.it/teatro/scuolediteatita.htm> (tutte le scuole regione per regione: interessante)

<http://www.ialweb.it/shownews.asp?idnews=406>

<http://www.flashgiovani.it/teatro/tscuole3.htm> (le scuole di Bologna)

<http://www.hystrio.it/20031/sommario20013.htm>

[http://directory.google.com/Top/World/Italiano/Arte/Arti_Sceniche/Teatro/Accademie, Scuole e Corsi/](http://directory.google.com/Top/World/Italiano/Arte/Arti_Sceniche/Teatro/Accademie,_Scuole_e_Corsi/)

<http://nausicaa.neomedia.it/cultura/documentazione/docs/doc05.html>

<http://www.mediatime.net/recitazione/>

http://www.palcoscenico.to/portale/RISORSE_PROFESSIONALI/scuole_e_corsi/recitazione/

http://www.palcoscenico.to/portale/RISORSE_PROFESSIONALI/scuole_e_corsi/recitazione/

<http://www.cultura.regione.lombardia.it/TeatroFormazione.cfm>

<http://www.unicatt.it/library/milano/BancheDati/teatro.htm>

I dati relativi alle schede delle scuole e dei centri di formazione sono stati reperiti: direttamente dai *depliant* informativi dei diversi organismi; dai siti internet; da conversazioni telefoniche con responsabili didattici; da materiale inviato dalle scuole su richiesta via e-mail

13. b. Alcune scuole pubbliche europee che in particolare dedicano corsi alla commedia dell'arte.

Germania
Berliner Ensemble
www.berliner-ensemble.de
tel.0049303-100456514
fax 0049-3031802172

Francia
E.N.S.A.T.
2, Rue Soeur Bouvier
69005Lyon
tel. 0033-478150508
fax 0033-478150536

Conservatoire National Superieur d'Arte Dramatique
Tel. 0033-1-42461291
Fax 0033-1-48241172
Marc.dondey@cnsad.fr

Gran Bretagna
DramaCentre London
176 Prince of Wales Road
London NW 53 PT
v. mirodan@csm.linst.ac.uk
tel. 02072671177

Spagna
Institut del Teatre
Olaza Margarita Xirgu
Barcelona 08004
Tel. 0034-932273900
Fax 0034932273922
www.diba.es/iteatre

Real Escuela Superior de Arte Dramatico
Madrid
Av.da de Nazareth, 2
28009 Madrid
tel 003491-504251
003491-5043455
internacional@resad.com

Escuela Superio de Arte Dramatico
Plaza de los Apostoles n. 2
3001 Murcia
tel. 0034-968-214628

